

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

LE DIVORCE AUX ÉTATS-UNIS

(1867-1934)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

CHANG TSU-YAO

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais

—
1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

LE DIVORCE AUX ÉTATS-UNIS

(1867-1934)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

CHANG TSU-YAO

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujola's

—
1935

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

Ce traité est une étude du divorce américain dans la période 1867-1931. La nature de cette étude est surtout statistique et sociologique. Elle est divisée en onze chapitres. Le premier, qui sert d'introduction, est présenté sous la forme d'une brève revue historique du divorce américain depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours. Les six chapitres suivants constituent dans l'ensemble une interprétation des différents aspects du divorce américain à la lumière des statistiques pour la période 1867-1931 ; ils forment donc la partie la plus importante de ce travail. Le chapitre VIII traite de la législation du divorce dans les différentes juridictions de l'Union américaine. Le chapitre IX contient un examen des causes de l'accroissement rapide des divorces. Aussi il est relativement copieux. Le chapitre X est consacré aux mesures préventives au point de vue législatif, judiciaire et éducatif. Le dernier chapitre est une libre discussion du problème du divorce dans ses aspects théoriques.

Nous ne voulons pas prétendre, naturellement, que ce travail soit définitif, ni qu'il soit sans défaut. Il y aura inévitablement des exemples d'imperfection. Plutôt

qu'une contribution définitive à la littérature du sujet, cette modeste dissertation ne peut donc être considérée que comme un point de départ pour de nouvelles recherches pour les étudiants en sociologie.

A l'occasion de la publication de cet ouvrage, l'auteur se sent obligé d'exprimer ses sentiments de profonde gratitude à M. le Professeur Charles Cestre, pour les précieux conseils et suggestions qu'il a présentés pour sa réalisation. Ses remerciements vont aussi à MM. Henri Hauser et Paul Fauconnet pour les efforts qu'ils ont faits en vue d'aider à amener l'étude à bonne fin.

Nous nous sentons également obligés envers les Bibliothèques parisiennes suivantes, sans l'aide desquelles ce livre n'aurait pu être écrit : Bibliothèque américaine, Bibliothèque du Centre Européen de la Dotation Carnegie, Bibliothèque de la Faculté de Droit, Franklin Library, Bibliothèque de l'Institut d'Etudes Anglaises et Américaines, Bibliothèque du Musée Social, Bibliothèque Nationale, Bibliothèque de l'Office de Législation étrangère et de Droit International, Bibliothèque de la Statistique Générale de la France.

Paris, le 26 mai 1935.

T. Y. CHANG.

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

(Aperçu historique)

SOMMAIRE

I. PÉRIODE COLONIALE.

- A) Absence de divorces dans les colonies du sud.
- B) Le divorce législatif dans les colonies du centre.
- C) Le divorce judiciaire dans les colonies du nord.

II. DE L'ÉTABLISSEMENT DE LA RÉPUBLIQUE A LA GUERRE DE SÉCESSION.

- A) La constitution fédérale et le droit des Etats sur la législation du divorce.
- B) Abolition du divorce législatif.
- C) Le relâchement de la législation et l'augmentation des divorces.

III. APRÈS LA GUERRE DE SÉCESSION.

- A) Importance croissante des divorces et agitations populaires pour l'établissement des statistiques des divorces.
- B) Premier rapport 1867-1886.

- C) Deuxième rapport 1887-1906.
 - D) Troisième rapport 1916.
 - E) Rapports annuels depuis 1922.
 - F) La nature et les causes de l'augmentation des divorces.
-

L'étude d'une partie quelconque du vaste domaine des sciences sociales contemporaines devient plus claire et plus féconde lorsqu'elle est précédée d'un bref rappel de l'histoire. C'est particulièrement vrai du divorce qui soulève des questions plus difficiles et plus vitales peut-être qu'aucun autre des problèmes qui se posent aux Etats-Unis. Il intéresse hommes et femmes, jeunes et vieux, riches et pauvres et son influence atteint, bien au delà des individus directement touchés, la société dans son ensemble, ainsi que la génération nouvelle.

I. — PÉRIODE COLONIALE

Pendant la période coloniale, le divorce était à peu près inconnu. C'était là une question de coutume beaucoup plus que de droit. Les femmes divorcées étaient pour ainsi dire exclues de la société. Si douloureux qu'eussent été les liens du mariage et si impérieuse la nécessité de divorcer, nul, sauf les esprits les plus audacieux et les plus indépendants, n'y voyait un remède meilleur que le mal (1). En cas de mariage malheureux on recourait

(1) ROSCOE LEWIS ASHLEY, *The New Civics*, The Macmillan Co, New York, 1918, p. 83.

Consulter également : W. J. BROCKELBANK, *La Formation du maria-*

parfois à la séparation amiable ; d'autres fois l'épouse désertait ; en effet, les annonces relatives à des femmes en fuite semblent presque aussi fréquentes dans les journaux du sud que celles concernant les domestiques évadés (2).

Dans les colonies du sud, on n'a pas découvert une seule instance en divorce ou en séparation de corps. Aucun tribunal n'avait compétence pour accorder le divorce, le Code étant absolument muet sur ce point (3).

A) Absence de divorces dans les colonies du sud.

La situation était quelque peu différente dans les colonies du centre. A New-York, le divorce judiciaire existait sous le régime hollandais, mais après la conquête anglaise de 1664 le droit d'accorder des divorces fut enlevé aux tribunaux, et si des magistrats ont pu en accorder, c'est sans aucun doute sous la sanction présumée de la loi hollandaise. Ce qui vient d'être signalé pour la province de New-York s'applique également à New-Jersey. En Pensylvanie, un petit nombre de mariages furent dissous avant la Révolution. Pour la période de la domination suédoise, il n'existe aucun document touchant la question du divorce. Après la prise de la province par les Hollan-

B) Le divorce législatif dans les colonies du centre.

ge dans le Droit des Etats-Unis, Librairie Arthur Rousseau, Paris, 1935, pp. 31-44.

(2) Charles M. ANDREWS, *Colonial Folkways*, Yale University Press, New Haven, 1919, p. 89.

(3) William D. P. BLISS, *The New Encyclopedia of Social Reform*, 4th Edit., Funk & Wagnalls Co, New York & London, 1908, p. 395.

Consulter également : *The Catholic Encyclopedia*, The Encyclopedia Press, Inc., New York, 1913, vol. 5, p. 66.

dais, la première allusion à un divorce remonte à 1660, mais il n'est pas établi qu'il ait été prononcé. En 1662, un divorce fut accordé par le Directeur Général. On a dit que les bourgmestres et échevins de la Nouvelle-Amsterdam, siégeant en tribunal, eurent fréquemment à connaître d'affaires de divorce, mais il n'est pas certain qu'ils en aient prononcé. A la suite de la conquête anglaise, un décret « *a mensa et thora* » fut prononcé en 1698 par le Conseil à la demande d'une femme mariée abandonnée par son mari. En 1769, un divorce fut prononcé pour cause d'adultère par le Lieutenant-Gouverneur en présence de toute la Chambre. Une autre proposition de loi, tendant à déclarer nul un prétendu mariage, fut repoussée. En 1772, une proposition de loi sur l'adultère fut de nouveau adoptée, mais rejetée par le roi en conseil en 1773. De 1776 à 1785, onze divorces furent accordés par décision législative. Sur ce nombre, il y en eut cinq pour adultère, trois pour abandon, cruauté et adultère, deux pour adultère et fuite avec un complice, et un pour séduction de mineur. La loi du 19 septembre 1785 fut le premier acte législatif accordant à un tribunal de Pensylvanie la compétence en matière de divorce. Cette loi conférait à la Cour Suprême le pouvoir d'accorder des divorces dans certains cas. La première affaire connue, plaidée sous le régime de cette loi, fut tranchée en 1789. On peut donc dire qu'il n'y eut pas un seul divorce prononcé par les tribunaux en Pensylvanie pendant la période coloniale (4).

(4) William D. P. BLISS, *op. cit.*, p. 395 ; George J. EDWARDS, *Divorce in Pennsylvania*, Clark Boardman Co, Ltd., New York, 1930, Chap. 1.

Il en va tout autrement des colonies du Nord, où le type américain de législation sur le divorce a pris naissance. Pendant plus de cent ans, le décret canonique de séparation de corps est abandonné pratiquement, sinon totalement, tandis que la dissolution des liens du mariage est libéralement accordée pour adultère, désertion et même d'autres motifs. Dans le Massachusetts, où cependant les archives n'ont été conservées que partiellement, on a pu découvrir une quarantaine d'instances en divorce ou en annulation, entre 1639 et 1692, tandis que de 1739 à 1776, cent quarante-sept procès au moins étaient jugés par les tribunaux. Rhode Island fut malheureusement atteint par le divorce législatif. Pendant presque toute la période coloniale, l'Assemblée statuait aussi bien que les tribunaux sur les demandes de divorce. Au Connecticut, la législation du divorce eut de bonne heure un caractère de maturité surprenant. Au milieu du xvii^e siècle, aucun pays au monde, sauf peut-être la Hollande, ne présentait un système d'un caractère aussi moderne. La séparation de corps fut abandonnée. Les motifs raisonnables de divorce absolu furent sanctionnés. Mari et femme étaient même traités avec équité, et, bien que le divorce législatif fût permis, la plupart des procès semble avoir été réglée par les tribunaux (5).

C) Le divorce judiciaire dans les colonies du nord.

Consulter également : Theodore D. WOOLSEY, *Essays on Divorce & Divorce Legislation*, Charles Scribner & C^o, New York, 1869, pp. 189-190 ; *The Catholic Encyclopedia*, *op. cit.*, pp. 66-67.

(5) William D. P. BLISS, *op. cit.*, p. 395.

Consulter également : Theodore D. WOOLSEY, *op. cit.*, pp. 195-196 ; *The Catholic Encyclopedia*, *op. cit.*, p. 66.

On peut donc dire qu'au cours de la période coloniale, il n'existait, en dehors de la Nouvelle-Angleterre, rien de comparable au divorce judiciaire.

II. — DE L'ÉTABLISSEMENT DE LA RÉPUBLIQUE A LA GUERRE DE SÉCESSION

A) La constitution fédérale et le droit des états sur la législation du divorce.

A la Révolution, il parut évident qu'une politique de liberté et de tolérance devait prévaloir dans la République. En vertu de la constitution des Etats-Unis, le gouvernement fédéral n'a aucun pouvoir en matière de divorce, mais le Congrès légifère directement pour le District de Colombie. Les différents états de l'Union ont hérité intégralement du droit souverain exercé par le Parlement anglais, pour tout ce qui concerne le divorce, mais, faute de lois sur la matière, la situation resterait la même que dans les colonies avant la révolution. Cependant tous les états, à l'exception de la Caroline du Sud (6) ont adopté des lois sur le divorce. Comme les états sont entièrement libres d'adopter les lois qui leur conviennent concernant la dissolution du mariage, il s'en est suivi une très grande diversité sur la façon de régler la question, certains refusant absolument le divorce ou

(6) La Caroline du Sud n'a jamais autorisé le divorce, sauf entre 1872 et 1878. Les raisons de ce conservatisme ne sont pas très apparentes, mais dans son livre, publié en 1869, Theodore D. WOOLSEY écrivait : « Les causes de l'attitude passée de la Caroline du Sud touchant le divorce ont été la forme initiale du gouvernement civil, la vieille église établie et l'orgueil particulariste qui s'est longtemps

ne l'autorisant que dans un seul cas, d'autres accordant la dissolution des liens du mariage avec le maximum de liberté.

Après la révolution, le divorce législatif survécut en pratique pendant plus d'un demi-siècle dans la majorité des Etats. Cependant leurs législatures se mirent progressivement à définir les motifs de divorce et à rendre compétents sur ce point les tribunaux ordinaires ou les cours de chancellerie. La Géorgie, l'Alabama et le Mississippi furent les premiers à abolir le divorce législatif, bien que la sanction à la majorité des deux tiers fût toujours nécessaire après le prononcé du jugement par le tribunal. Dans les

B) Abolition du divorce législatif.

manifesté dans la répugnance de cet Etat à suivre les autres. » (Theodore D. WOOLSEY, *op. cit.*, p. 188). La Caroline du Sud, qui avait fait ses premiers pas sous le régime utopique de Locke, qui, dès 1719, s'était révoltée avec succès contre le gouvernement des propriétaires, qui avait été au premier rang dans la lutte pour l'indépendance en 1775, avait appliqué sa propre doctrine d'annulation en 1832, et avait pris la tête du mouvement de formation de la nouvelle république, en 1860, a toujours occupé depuis son origine une place unique et importante dans la communauté américaine. (*Annals of the American Academy of Political & Social Science*, January, 1900, p. 110).

En 1923, Joseph FORT NEWTON donnait également sur ce point le commentaire suivant : « La loi de la Caroline du Sud, qui refuse le divorce pour quelque raison que ce soit, est manifestement l'expression d'une tradition, plutôt que la voix d'aujourd'hui, plus le sentiment d'un passé fier et conservateur que l'assistance légale à la moralité sociale du présent. L'idéal de vie domestique est très élevé dans l'Etat, mais pas plus que dans d'autres Etats du sud où le divorce est permis. » (Joseph FORT NEWTON, « What God hath not joined », *The Atlantic Monthly*, June, 1923, p. 725).

autres états, cependant, les divorces législatifs furent employés lorsqu'il y avait des insuffisances dans les lois générales sur le divorce, jusque vers le milieu du XIX^e siècle. A ce moment, cette forme de divorce fut abolie dans la majorité des états (7).

C) Relâchement de la législation et augmentation des divorces.

Pendant les premières années de l'histoire nationale, le développement de l'idée démocratique dans les affaires intérieures trouva son application naturelle dans les modifications des procédures de divorce. Depuis la fondation de la République, les législatures des états ont, dans l'ensemble, cherché à donner satisfaction aux revendications populaires, dont l'une réclamait avec insistance l'extension de la possibilité du divorce pour d'autres raisons que l'adultère et la désertion, ainsi que le droit pour la femme, aussi bien que pour l'homme, d'intenter une action en divorce. Comme, dans le même temps, la compétence en matière de divorce passait lentement des législatures aux tribunaux, l'action pouvait être intentée dans n'importe quelle localité ou à peu près, et le jugement rendu rapidement, avec un minimum de publicité et à relativement peu de frais pour les parties. Ainsi donc, au cours des cent premières années de l'indépendance nationale, la rigueur des lois concernant le divorce se relâcha, la facilité de la procédure

(7) S. B. KITCHIN, *A History of Divorce*, Chapman & Hall, Ltd., London, 1912, pp. 213-214.

Consulter également : Theodore D. WOOLSEY, *op. cit.*, pp. 183-184 ; *The New International Encyclopedia*, 2nd Edit., Dodd, Mead & C°, New York, 1918, vol. VII, p. 113.

judiciaire devint proverbiale et le nombre des demandes de divorce subit une augmentation constante sans que l'on pût le constater puisqu'il n'y avait pas de statistiques dignes de foi. L'opinion publique s'adapta facilement à la nouvelle situation et le divorce cessa de nuire sérieusement à la considération des intéressés (8).

III. — APRÈS LA GUERRE DE SÉCESSION

Après la guerre civile, la fréquence croissante des divorces commença à éveiller l'attention du public. L'action d'hommes éminents de différentes parties des Etats-Unis, à la recherche d'une meilleure législation sur le divorce, avait stimulé l'étude de la question et avait amené la constitution d'une « Société pour la réforme du divorce en Nouvelle-Angleterre », société qui fut partiellement organisée à Boston en 1881. Grâce à cette société, de nombreuses pétitions furent soumises au Congrès, demandant une mesure autorisant la publication de faits concernant le mariage et le divorce. La qualité des pétitionnaires fut d'un grand poids : certains d'entre eux exerçant une grosse influence (9).

Il était donc naturel que de tels appels attirassent l'attention des sénateurs et des représentants de toutes les parties des Etats-Unis. Aussi une loi fut-elle votée

A) Importance croissante des divorces et agitations populaires pour l'établissement des statistiques des divorces.

B) Premier rapport : 1867-1886.

(8) James QUAYLE DEALEY, *The Family in its Sociological Aspects*, George G. Harrap & Co, London, 1913, pp. 101-102.

(9) *Marriage & Divorce*, 1867-1906, Government Printing Office, Washington, 1909, part I, p. 3.

en 1887, qui chargeait la Commission du Travail de réunir les statistiques sur le mariage et le divorce aux Etats-Unis et d'adresser un rapport au Congrès, et c'est en vertu de cette loi que le premier rapport du gouvernement fédéral sur le mariage et le divorce fut publié en 1889 (10).

C) Deuxième rapport : 1887-1906.

De 1902 à 1905, le Congrès reçut de nouvelles pétitions sollicitant une seconde enquête sur le mariage et le divorce, en vue de mettre les statistiques à jour. En raison de ces pétitions, le Congrès, estimant que la question était d'une importance suffisante pour justifier une nouvelle enquête, le Président Théodore Roosevelt adressa au Congrès un message spécial demandant un second rapport sur le mariage et le divorce. Là-dessus le Congrès vota une résolution commune, autorisant et invitant le Directeur du Recensement à réunir et publier les statistiques des mariages et des divorces aux Etats-Unis depuis le 1^{er} janvier 1887 (11).

D) Troisième rapport : 1916.

La première enquête embrassait donc les vingt années 1867 à 1886, et la seconde vingt autres années (1887-1906) de sorte que l'on disposait de statistiques des mariages et des divorces pour une période de quarante ans, de 1867 à 1906. Le Congrès accorda des crédits pour réunir les statistiques relatives aux dix années 1907-1916, avec l'intention de fournir des renseignements complets pour cinquante ans, mais, en raison de la guerre, on décida

(10) *Ibid.*, p. 3.

(11) *Marriage & Divorce*, *op. cit.*, pp. 3-4.

d'arrêter cette troisième enquête à 1916. On envisageait alors une enquête annuelle, mais la guerre mondiale empêcha de renouveler cette enquête en 1917 et au cours des premières années qui suivirent (12).

De ce fait les statistiques ne furent reprises qu'en 1922. A partir de cette date, ces statistiques ont été publiées chaque année (13).

**E) Rapport annuel
depuis 1922.**

Pour les années comprises entre 1907 et 1921, le Bureau du Recensement a évalué le nombre des divorces d'après les documents fournis par un nombre important d'états : 18 états pour la période 1907-1915, et 25 pour la période 1917-1921 (14). Il existe donc pratiquement des archives ininterrompues sur l'évolution du divorce en Amérique depuis 1867. La première enquête toucha 2.496 comtés sur un total de 2.627, soit 95 %. Lors de la deuxième enquête, tous les comtés, sauf six, fournirent leurs documents (15). Dans le rapport de 1916, les renseignements manquaient pour 95 comtés qui ne devaient guère comporter plus de 1 % du nombre total des divorces accordés cette année-là. A partir de 1922, tous les comtés métropolitains fournissent des relevés du nombre des divorces (16). Dans l'ensemble, on peut dire que les rapports

(12) *Marriage & Divorce*, 1931, Government Printing Office, Washington, 1932, p. 1.

(13) *Ibid.*, p. 1.

(14) Leon E. TRUESDELL (Chief Statistician for Population, U. S. Government), Lettre du 29 mars 1934.

(15) *Marriage & Divorce*, 1867-1906, *op. cit.*, p. 6.

(16) *Marriage & Divorce*, 1931, *op. cit.*, p. 10.

En passant, il conviendrait peut-être d'attirer l'attention sur le fait

fédéraux sur le divorce sont complets et peuvent constituer une base d'appréciation de l'accroissement et de la fréquence des divorces aux Etats-Unis depuis la guerre civile.

**F) Nature et causes
de l'augmenta-
tion des divor-
ces.**

Sur la foi des renseignements ainsi fournis, différentes campagnes ont été menées en vue de mettre un terme à l'augmentation excessive du nombre des divorces, mais, en dépit de ces efforts, le taux des divorces, rapporté à la population totale, a quintuplé depuis la guerre civile. Cet accroissement rapide n'est pas dû à des modifications aux lois des différents états, mais plutôt à d'importantes transformations dans le domaine social, religieux et économique.

Ce chapitre a passé rapidement en revue l'histoire du divorce en Amérique. Il permet de mieux comprendre le problème, et ouvre la voie à l'étude que nous allons faire de sa fréquence, de ses causes et de ses remèdes pour la période 1867-1931.

qu'on peut, suivant leur caractère, distinguer deux catégories de divorce : le divorce absolu et le divorce limité. Le divorce absolu est dénommé « dissolution des liens du mariage », tandis que le divorce limité est appelé « séparation de corps et de biens ». Le premier met fin au mariage, tandis que le second le maintient entièrement en vigueur. D'habitude, le mot « divorce » indique le divorce absolu, c'est-à-dire la dissolution complète des liens du mariage, tandis que le divorce limité est appelé « séparation légale ». Mais les statistiques des rapports fédéraux sur le divorce ne font pas cette distinction et le mot divorce est employé indifféremment pour les véritables divorces et pour les séparations légales. Cependant on estime que les séparations légales sont peu nombreuses et ne constituent qu'une faible partie des dissolutions de famille aux Etats-Unis.

CHAPITRE II

LE DIVORCE ET SA FREQUENCE

SOMMAIRE

I. LES STATISTIQUES DES DIVORCES.

- A) Les statistiques des divorces de 1867 et leur signification par rapport à celles de 1931.
- B) Comparaison de l'augmentation du nombre des divorces à celle de la population de 1867 à 1931.
- C) Comparaison du taux des divorces par rapport à la population en 1867 et en 1931.
- D) Augmentation décennale du divorce par rapport à la population depuis 1870.
- E) Augmentation décennale du taux des divorces par rapport à la population depuis 1870.
- F) Evolution du divorce et augmentation de la population de 1867 à 1931.

II. LE DIVORCE ET LA SITUATION ÉCONOMIQUE.

- A) Corrélation directe entre la situation économique et le divorce.
 - B) Explication de l'arrêt dans l'extension des divorces par suite de la dépression économique.
-

En l'absence de renseignements statistiques, nous ne saurions guère apprécier la véritable importance d'un problème, de sorte que tous les efforts que nous pourrions faire pour le résoudre seraient vains. La chose est vraie non seulement du divorce, mais encore de tout autre problème relevant d'une branche quelconque des sciences sociales. Heureusement, nous disposons, sur le divorce en Amérique, de statistiques dignes de foi s'appliquant à une période de plus de soixante années. Elles vont nous fournir les éléments d'une étude approfondie du problème. Nous commencerons tout d'abord par analyser ces statistiques afin de déterminer la nature et la rapidité de l'extension du divorce depuis la Guerre civile jusqu'à nos jours, puis nous discuterons la corrélation existant entre le taux du divorce et la situation économique.

I. — LES STATISTIQUES DES DIVORCES (1)

A) Les statistiques des divorces de 1867 et leur signification par rapport à celles de 1931.

Le nombre des divorces s'est accru considérablement aux Etats-Unis depuis la Guerre Civile. En 1867, première année où des statistiques ont été dressées pour le pays tout entier, le nombre des divorces fut de 9.937, alors

(1) Les renseignements statistiques sur le divorce et la population sont tirés des sources suivantes :

Pour la période de 1867 à 1906, voir *Marriage & Divorce*, 1867-1906, *op. cit.*, p. 70.

Pour la période de 1907 à 1931, voir *Marriage & Divorce*, 1931, *op. cit.*, p. 12.

Les chiffres de population pour 1870, 1880, 1890 et 1900 sont les

qu'en 1931, dernière année à laquelle s'applique la présente étude, leur chiffre atteignait 183.664. En d'autres termes, le nombre annuel des divorces s'est accru de 173.727, soit 1.748 %, dans l'espace de 64 ans. Mais il ne s'ensuit pas nécessairement que le problème ait pris une importance accrue, les divorces se multipliant à mesure que la population croît. Ce n'est pas leur nombre absolu qui indique s'ils sont plus fréquents de nos jours, mais leur taux par rapport à la population. Dans l'hypothèse d'un taux constant exprimé par un nombre fixe de divorces pour une unité de population donnée, tout accroissement dans la population entraînera nécessairement une augmentation du nombre total des divorces sans que la proportion se soit trouvée modifiée. Il va donc falloir comparer l'accroissement du nombre des divorces à celui de la population, si l'on veut mesurer la véritable importance des chiffres.

En 1867, la population des Etats-Unis était évaluée à 36.423.856, contre 124.070.000 en 1931. Ainsi donc, alors que les divorces progressaient de 1.748 %, la population ne croissait que d'environ 241 % pendant la même période. Il est évident, par conséquent, que les divorces ont augmenté beaucoup plus rapidement que la population pendant ce laps de temps.

B) Comparaison de l'augmentation du nombre des divorces à celle de la population de 1867 à 1931.

chiffres réels. Pour les autres années ils ont été évalués à la date du 1^{er} juillet de chaque année. Pour les années antérieures à 1907, la population des comtés qui n'ont pas fourni leurs chiffres de divorces a été omise.

**C) Comparaison du
taux des divorces
par rapport
à la population
en 1867 et en
1931.**

D'autre part, le taux des divorces par 100.000 habitants était de 27 en 1867, mais il avait atteint 148 en 1931. Le taux des divorces par rapport à la population totale de 1931 était donc plus de cinq fois supérieur à celui de 1867.

**D) Augmentation
décennale du di-
vorce et de la
population de-
puis 1870.**

Le tableau I donne un aperçu comparé de l'accroissement décennal du divorce et de la population depuis 1870. A la fin de chaque période décadaire, le divorce et la population ont tous deux présenté une progression, mais le taux d'accroissement du premier a toujours été nettement supérieur, sauf dans la décade 1920-1930 où les divorces n'ont augmenté que de 12,4 % alors que l'on observait un accroissement de population de 15,6 %. La différence entre les valeurs des deux taux atteignit son maximum au cours de la décade 1910-1920, où les divorces se multiplièrent près de sept fois plus vite que la population. Le minimum de différence entre les deux taux (celui de l'augmentation du divorce étant supérieur à celui de l'accroissement de la population) s'applique à la période 1900-1910, où la marée montante des divorces ne fut pas beaucoup plus de deux fois plus rapide que l'accroissement de la population. Le taux d'accroissement des divorces relativement faible constaté au cours de la dernière décade doit être attribué au nombre excessif de divorces accordés en 1920, ainsi qu'à la diminution survenue en 1930.

TABLEAU I

Accroissement décennal du divorce et de la population depuis 1870

Année de recensement	DIVORCES			POPULATION			Divorces par 100,000 habitants
	Nombre total	Accroissement sur l'année de recensement précédente		Nombre total	Accroissement sur l'année de recensement précédente		
		Nombre	%		Nombre	%	
1870	10,962	—	—	38,558,371	—	—	28
1880	19,663	8,701	79,4	50,135,783	11,597,412	30,1	39
1890	33,461	13,798	70,2	62,947,714	12,791,931	25,5	53
1900	53,751	22,290	66,6	75,994,575	13,046,861	20,7	73
1910	83,045	27,294	49,0	92,267,080	16,282,505	21,4	90
1920	170,505	87,460	105,3	106,543,031	14,275,951	15,5	160
1930	191,591	21,086	12,4	123,191,000	16,647,969	15,6	156

**E) Augmentation
décennale du
taux des divorces
par rapport à la
population de-
puis 1870.**

D'autre part, l'accroissement des divorces par rapport à la population est encore bien plus manifeste lorsque l'on considère le nombre des divorces par 100.000 habitants, taux indiqué dans la dernière colonne du tableau. On constate alors qu'en 1870 le nombre des divorces par 100.000 habitants était de 28, et que dans les trois décades qui suivirent, le taux d'accroissement fut relativement uniforme : 39 % pour la décade 1870-1880, 36 % pour la décade 1880-1890 et 38 % pour la décade 1890-1900. Mais depuis le xx^e siècle, de brusques fluctuations ont eu lieu. C'est ainsi qu'en 1910 le nombre des divorces par 100.000 habitants ne fut que de 90, contre 73 en 1900, soit un accroissement de 23 % environ seulement pendant la décade, tandis qu'entre 1910 et 1920, l'augmentation fut de près de 78 %. La période 1920-1930 a présenté une diminution de 2,5 %. On peut donc dire que, sauf dans la dernière décade étudiée ici, le taux des divorces par rapport à la population totale s'est accru tous les dix ans, mais à une vitesse variable d'une décade à l'autre.

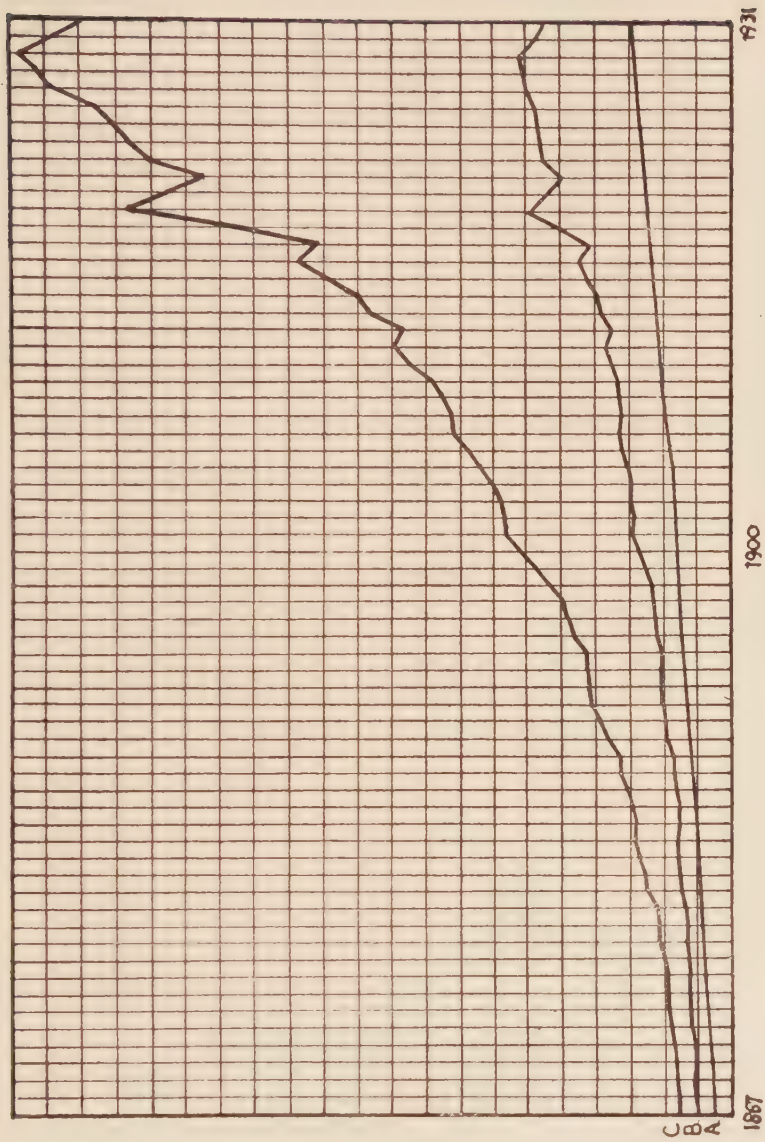
**F) Evolution du
divorce et aug-
mentation de la
population de
1867 à 1931.**

Pour mieux représenter l'évolution du divorce, par comparaison avec l'accroissement de la population dans l'ensemble de la période étudiée, tout en évitant le dépouillement fastidieux et inutile de statistiques de ce genre, nous avons donné dans le graphique I trois courbes. L'accroissement de la population, représenté par la courbe A, au bas du graphique, est relativement lent, mais constant et régulier. La courbe B, dans le milieu, représente le taux des divorces par rapport à la population

GRAPHIQUE I

Evolution du divorce et accroissement de la population

1867-1931



totale. Partant de 27 par 100.000 habitants, taux de 1867, ce taux croît graduellement pour passer par un maximum (166) en 1929. Au cours de toute cette période de 65 ans, le taux du divorce par rapport à la population totale n'a été inférieur à celui de l'année précédente que onze fois : en 1870, 1884, 1894, 1902, 1908, 1913, 1918, 1921, 1922, 1930 et 1931. La courbe C représente la rapide extension du divorce et les grandes irrégularités de ses oscillations annuelles. Partant de 9.937, chiffre minimum de 1867, la progression continue presque sans interruption jusqu'au point culminant de 201.468, atteint en 1929. Cependant, les fluctuations annuelles dans l'accroissement du nombre des divorces ont été très irrégulières pendant toute la période étudiée, notamment depuis le début du xx^e siècle. Sept fois seulement, en 1884, 1913, 1918, 1921, 1922, 1930 et 1931, le nombre des divorces a été en diminution sur l'année précédente. L'accroissement sans précédent que font apparaître les années 1919 et 1920 est une conséquence de la grande guerre. En temps de guerre, de nombreux mariages malheureux qui, en période normale, auraient été dissous, furent momentanément maintenus, et, au rétablissement de la paix, les difficultés conjugales réapparurent. Il y a exactement dix ans, le Professeur Pitrim A. Sorokin, de l'Université de Minnesota, étudia l'influence de la grande guerre sur les divorces dans certains pays belligérants : Allemagne, Autriche, Belgique, France, Angleterre et Pays de Galles, Roumanie, et en analysa les causes. Bien que la participation des États-Unis au conflit ait été relativement brève, l'effet de la guerre sur

les divorces ne doit pas avoir manqué de se faire sentir également dans ce pays ; il ne serait donc pas déplacé de citer ici ses explications. D'après lui, la diminution du nombre des divorces en temps de guerre fut due au fait que la mobilisation d'un nombre considérable d'hommes rendit automatiquement impossible les instances en divorce, que le danger général menaçant la société détournait l'attention des problèmes individuels, et que les privations et les souffrances communes causées par la guerre semblèrent devoir consolider les liens du mariage. L'armistice amena un relâchement après la grande tension de la guerre. Les soldats rentraient dans leurs familles. Les affaires individuelles reprirent leur prépondérance. Les ennuis et les frictions domestiques, accumulés pendant la guerre, se firent alors pressants et exigèrent une solution. Par ailleurs, la guerre elle-même avait facilité leur accumulation du fait des mariages hâtifs de guerre, et de la multiplication des tentations auxquelles était soumise la fidélité conjugale des femmes et des maris séparés si longtemps l'un de l'autre (2).

(2) Pitrim A. SOROKIN, « Influence of the World War upon Divorces », *Journal of Applied Sociology*, November-December, 1925, pp. 131-134.

Selon Gustavus MYERS, la grande guerre peut bien être la cause de fluctuations considérables des taux des divorces dans les pays d'Europe, mais il ne saurait en être de même des États-Unis. « Notre participation à la guerre fut brève, et l'on ne peut dire qu'elle ait désorganisé notre vie nationale, pas plus que notre vie privée. De plus, on constate ce fait frappant que depuis bien avant la guerre les divorces augmentaient d'une façon constante et inquiétante, et que le phénomène a continué sans interruption. (Gustavus MYERS, « The

II. — LE DIVORCE ET LA SITUATION ÉCONOMIQUE

A) **Corrélation directe entre la situation économique et le divorce.**

En présence des fluctuations annuelles survenant dans l'accroissement des divorces aux Etats-Unis, on est évidemment conduit à rechercher les facteurs causant ces variations. Cependant, on ne saurait espérer que tous ces phénomènes pussent être expliqués. Mais il est un fait évident, c'est que la situation économique a un effet marqué sur le divorce. En période de dépression économique, le taux du divorce baisse, mais il remonte brusquement au retour de la prospérité. Cet état de choses avait été remarqué par Walter F. Willcox dès 1893, puis étudié par William F. Ogburn et Dorothy S. Thomas en 1922 (3), et réaffirmé par Willcox en 1929 (4). Par exem-

Rapid Increase of Divorce », *Current History*, August, 1921, p. 816). Mais nous sommes d'un avis quelque peu différent. La participation des Etats-Unis à la grande guerre fut de courte durée, et, par suite, son effet sur le divorce peut avoir été moindre dans ce pays que dans certains pays d'Europe dont la participation à la guerre fut plus active. Mais il serait absurde de vouloir dénier absolument l'effet de la guerre sur les divorces aux Etats-Unis. Certains pays neutres eux-même subirent l'influence de la guerre au point de vue du divorce. De plus, l'accroissement du nombre des divorces aux Etats-Unis au cours des années qui suivirent immédiatement la conclusion de la paix fut véritablement extraordinaire et si l'opinion de Gustavus MYERS était considérée comme juste, il nous serait impossible d'expliquer ce phénomène exceptionnel.

(3) Walter F. WILLCOX, « A Study in Vital Statistics », *Political Science Quarterly*, March, 1893, pp. 69-96 ; William F. OGBURN & Dorothy S. THOMAS, « The Influence of the Business Cycle on Certain Social Conditions », *Publications of the American Statistical Association*, September, 1922, pp. 324-340 ; Ernest R. GROVES & Wil-

ple, au cours des années 1870, 1884, 1894, 1908, 1918, 1921, 1930 et 1931, où la situation économique est caractérisée par une stagnation ou une régression, le taux des divorces est en recul. Mais la diminution des divorces au cours de l'année de prospérité 1922 n'est pas nécessairement en contradiction avec cette correspondance, car elle peut indiquer tout simplement le retour à une situation normale après les conditions anormales des années qui ont immédiatement suivi la conclusion de la paix. Quant à la baisse du taux des divorces en 1902 et 1913, qui furent des années prospères, nous ne sommes pas en mesure d'en fournir ici des explications. Il peut y avoir là des exceptions à la règle générale. Les années telles que 1880, 1889, 1899, 1900, 1901, 1906 et 1916 où le taux des divorces fait un brusque bond en avant, furent des années de prospérité économique. Naturellement nous n'allons pas jusqu'à prétendre que la corrélation entre le taux des divorces et la situation économique est absolue. La multiplication des divorces constitue une question d'une extrême complexité, pouvant être régie par d'autres facteurs que la situation économique. Mais, à part quelques exceptions, ce principe se vérifie bien pendant toute cette période (5).

liam F. OGBURN, *American Marriage and Family Relationships*, Henry Holt & Co, New York, 1928, p. 355.

(4) Walter F. WILLCOX, « Divorce in the United States », *Encyclopedia Britannica*, 14th Edit., Encyclopedia Britannica Co, Ltd., London, 1929, vol. VIII, p. 460.

(5) Les renseignements sur la situation économique aux Etats-Unis sont tirés des sources suivantes :

Pour la période 1867-1925 : Willard Long THORP and WESLEY C.

Les raisons pour lesquelles les divorces sont plus rares en période de crise qu'en période normale ne sont pas évidentes, et les statistiques n'éclairent que faiblement cette question. Mais les explications du Dr Joseph A. Hill semblent tout à fait logiques et permettront peut-être de l'élucider. Il dit en effet : « Le nombre des mariages contractés annuellement décroît en période de dépression financière, et les possibilités de divorce s'en trouvent diminuées d'autant. Les autres raisons que l'on peut invoquer pour expliquer ce phénomène sont nécessairement plus ou moins conjecturales. On peut dire que les gens mènent une vie plus sobre et plus décente sous la contrainte de l'adversité financière, et, de ce fait, donnent moins de sujets de divorce. Ou bien, la raison serait-elle plus prosaïque et plus strictement financière ? Serait-ce parce que, dans les moments difficiles, les honoraires des avocats exercent une influence modératrice plus grande sur le mari ou la femme enclin à divorcer. Par ailleurs, les femmes qui peuvent se trouver

B) Explication de l'arrêt dans l'extension des divorces par suite de la dépression économique.

MITCHELL, *Business Annals*, National Bureau of Economic Research, Inc., New York, 1926, pp. 130-145 ; ou encore : *Encyclopedia of the Social Sciences*, The Macmillan Co, New York 1930, vol. 3, p. 95, ou bien : Committee on Recent Economic Changes (President's Conference on Unemployment), *Recent Economic Changes in the United States*, 1st. Edit., vol. 2, Mac Graw-Hill Book Co, Inc., New York, 1929, p. 892.

Pour la période 1926-1931 : League of Nations, *The Course and Phases of the World Economic Depression*, The Secretariat of the League of Nations, Geneva, 1931, p. 109 ; ou bien : « Economic and Business Conditions », *The American Year Book*, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, The American Year Book Corporation, New York.

en présence de l'alternative d'endurer un mariage malheureux ou de gagner elles-mêmes leur vie hésiteraient-elles un peu plus lorsque les perspectives d'emploi rémunéré ne sont pas très encourageantes ? » (6).

Quelques années plus tard, le Professeur Edward T. Devine écrivait encore à cet égard ce qui suit : « Le seul facteur qui ait un effet visible contraire à cette tendance est la dureté des temps. Après chacune des paniques financières ou des crises industrielles, la progression fut ralentie ou même entièrement arrêtée un an ou deux, mais pour reprendre de plus belle au rétablissement de la prospérité. C'est peut-être une conséquence de la sensibilité avec laquelle le taux des mariages réagit aux conditions économiques défavorables, réduisant le nombre des nouveaux mariages, et, de ce fait, des occasions de divorce par rapport aux conditions normales. Il se peut aussi, cependant, que des considérations d'économie interviennent pour faire retarder une action qui exigerait l'entretien de deux foyers au lieu d'un, et, en outre, que l'action des problèmes économiques soit assez puissante pour atténuer, du moins pour un temps, la voix des émotions personnelles et des griefs futiles » (7).

Dernièrement, un article intitulé « Hard Times for Cupid », paru dans le *Literary Digest*, s'exprimait comme suit au sujet de la diminution des divorces en 1930 : « Mari et femme semblent avoir eu trop à faire de joindre

(6) Joseph A. HILL, « Statistics of Divorce, » *Quarterly Publications of the American Statistical Association*, June, 1909, pp. 489-490.

(7) Edward T. DEVINE, *The Normal Life*, 2nd. Ed., Douglas C. Memurtrie, New York, 1917, pp. 158-159.

les deux bouts en 1930 pour trouver encore le temps de se quereller ; en tout cas, il ne leur eût pas resté suffisamment d'argent pour payer les frais de justice s'ils eussent poussé les choses au pire et envisagé de porter l'affaire devant le juge. Et, avec la rareté et l'incertitude des emplois, la chute des traitements et salaires, les hommes et les femmes qui eussent pu envisager de séparer leurs joies et leurs peines s'aperçurent que cela pouvait aboutir à doubler leurs dépenses. Aussi fut-il noué et dénoué moins de liens... Admettant, à ce qu'il semble, que la moitié féminine du ménage est surtout responsable des discordes qui aboutissent au divorce, les *Washington News* observent que les femmes ont été plus occupées qu'elles ne l'avaient été de longtemps. Aussi y a-t-il eu moins de mécontentement et moins de divorces. Nous n'entendons pas prétendre par là, ajoute ce journal, que la pauvreté et les privations sont essentielles à la sérénité conjugale. L'excès de travail et de soucis peut briser autant de foyers que l'excès d'oisiveté. Mais, en cette année d'efforts très terre à terre, bien des femmes peuvent avoir découvert l'effet tonique sur la santé, l'humeur et la félicité conjugale d'une occupation suffisamment absorbante » (8).

(8) *The Literary Digest*, August 22, 1931, p. 16.

CHAPITRE III

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES DIVORCES

SOMMAIRE

I. TAUX COMPARÉS DES DIVORCES DANS LES CINQ DIVISIONS GÉOGRAPHIQUES.

- A) Taux de 1867.
- B) Taux de 1931.
- C) Taux d'accroissement de 1867 à 1931.

II. EXPLICATION DE LA DIFFÉRENCE DANS LE TAUX D'ACCROISSEMENT DES DIVORCES DANS LES CINQ DIVISIONS GÉOGRAPHIQUES.

- A) Accroissement rapide des divorces dans le Sud, dû à l'émancipation des nègres.
- B) Accroissement lent des divorces dans les Etats du Nord Atlantique, dû à la concentration des immigrants et à la sévérité croissante de la législation du divorce.

III. CAUSES DES VARIATIONS DES TAUX DES DIVORCES DANS LES CINQ RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES.

- A) Explication générale.
 - B) Exemples particuliers.
-

Il existe une diversité frappante dans les taux des divorces entre les différentes parties des Etats-Unis. C'est là toutefois un phénomène évident, et qui ne surprendra aucun de ceux qui connaissent la variété des conditions sociales, religieuses et économiques, ainsi que la nature contradictoire des lois de ce pays. Nous allons étudier tout d'abord l'ampleur de cette différence et la rapidité d'accroissement des taux des divorces dans les cinq divisions géographiques, puis nous expliquerons l'inégalité du taux d'accroissement des divorces, et enfin nous déterminerons les causes des disparités considérables des taux des divorces suivant les différentes régions.

I. — TAUX COMPARÉS DES DIVORCES DANS LES CINQ DIVISIONS GÉOGRAPHIQUES

A) Taux de 1867.

En 1867, le taux de divorce maximum, comme le montre le tableau 2 (1), était celui de la région Ouest, le Centre-Nord venant ensuite, le Nord-Atlantique en troisième rang, puis, dans l'ordre, les deux régions méridionales : le Centre-Sud et le Sud-Atlantique. Le taux de la région Ouest était six fois et demie celui du Sud-Atlantique et près de trois fois et demie celui de la région Centre-Sud. Le taux de la région Centre-Nord était près de trois fois supérieur à celui du Centre-Sud, tandis que celui du Nord-Atlantique était plus du triple de celui du Sud-Atlantique. Ainsi donc, dans l'ensemble, les Etats du Sud avaient le taux de divorce le plus faible, tandis

(1) *Marriage & Divorce, 1867-1906, op. cit., pp. 70-71.*

CARTE I
Taux de divorce dans les cinq divisions géographiques
1867

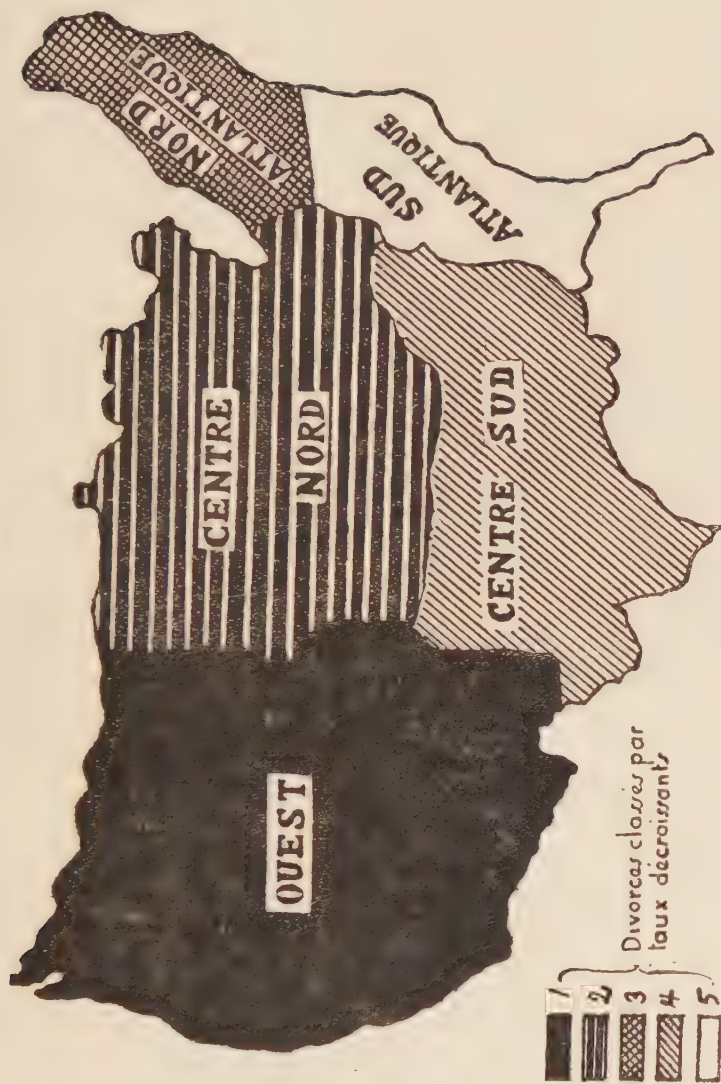


Tableau 2. — *Divorces par 100.000 habitants
dans cinq divisions géographiques
classées par taux décroissants (1867)*

DIVISION GÉOGRAPHIQUE	NOMBRE DE DIVORCES PAR 100.000 HAB.	CLASSE- MENT
—	—	—
Ouest	52	1
Centre-Nord	42	2
Nord-Atlantique	26	3
Centre-Sud	15	4
Sud-Atlantique	8	5

que l'Ouest atteignait le maximum. Les Etats du Nord se trouvaient entre ces deux extrêmes. La carte I indique également les taux de divorce suivant les régions géographiques en 1867.

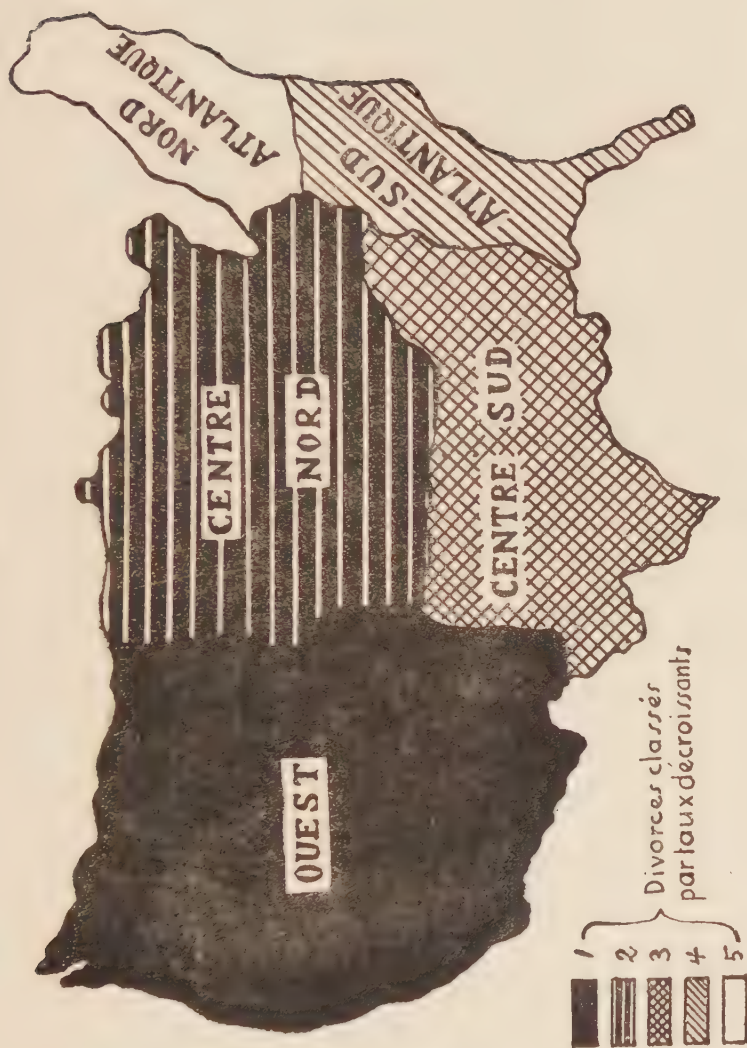
B) Taux de 1931.

Le tableau 3 et la carte 2 montrent les taux de divorce rapportés à 100.000 habitants dans les cinq divisions géographiques pour l'année 1931 (2). On voit immédia-

(2) *Marriage & Divorce*, 1931, *op. cit.*, p. 15.

Pour 1931, les taux des divorces dans les différentes divisions géographiques sont calculés à la fois sur la base de la population totale et de la population mariée. Mais, au lieu d'adopter les taux basés sur la population mariée, nous avons utilisé ceux basés sur la population totale, pour les accorder avec les chiffres de 1867, où les taux relatifs à la population totale étaient seuls indiqués dans les statistiques. Cette méthode nous a paru nécessaire pour permettre les comparaisons. De plus, en 1931, les divisions géographiques étaient au nombre de neuf, tandis qu'en 1867 elles n'étaient que cinq. Pour faciliter les comparaisons, nous avons regroupé les neuf divisions en cinq, pour ajuster l'ordre nouveau à l'ancien. Par suite, les taux

CARTE II
Taux de divorce dans les cinq divisions géographiques
1931



tement que le taux maximum et le suivant se trouvent encore dans la région Ouest et dans la région Centre-Nord, comme 64 ans auparavant. Mais l'évolution n'a pas

*Tableau 3. — Divorces par 100.000 habitants
dans cinq divisions géographiques
classées par taux décroissants (1931)*

DIVISION GÉOGRAPHIQUE	NOMBRE DE DIVORCES PAR 100.000 HAB.	CLASSE- MENT
—	—	—
Ouest	286	1
Centre-Nord	203	2
Centre-Sud	188	3
Sud-Atlantique	91	4
Nord-Atlantique	67	5

été la même dans les autres régions du pays. En 1867, le Nord-Atlantique venait en troisième position, le Centre-Sud en quatrième et le Sud-Atlantique en dernier lieu. En 1931, la région Centre-Sud est passée au troisième rang, prenant ainsi la place de la région Nord-Atlantique. De même le Sud-Atlantique quitte la dernière position et vient occuper la quatrième qui appartenait antérieurement à la région Centre-Sud. Le Nord-Atlantique est repoussé au dernier rang, autrefois occupé par le Sud-Atlantique.

des divorces relatifs à la population totale dans les différentes divisions géographiques de 1931 ont été recalculés. Nous aurions désiré subdiviser les cinq anciennes régions en neuf de façon à adapter l'ancien ordre de choses au nouveau, mais nous n'avons pu y parvenir, faute des renseignements nécessaires.

En 1931, le taux des divorces dans la région Ouest fut encore plus de quatre fois supérieur à celui du Nord-Atlantique et plus du triple de celui du Sud-Atlantique. Le taux de la région Centre-Nord fut le triple de celui du Nord-Atlantique, tandis que celui du Centre-Sud était un peu plus du double de celui du Sud-Atlantique. De plus, si l'on fait abstraction de l'Ouest, le contraste se manifestait en 1867 entre le Nord et le Sud ; en 1931, par contre, les taux des Etats du Centre ont été en général plus élevés que ceux des Etats bordant la côte atlantique, de sorte que la différence essentielle se marque dans les trois fuseaux verticaux du pays : taux faibles dans l'Est, un peu plus élevés dans les Etats du Centre, maximum dans l'Ouest.

Par ailleurs, il est intéressant, et même important, au point de vue social, de noter le taux d'accroissement des divorces dans chacune des cinq divisions géographiques de 1867 à 1931. On voit ainsi que l'augmentation du nombre des divorces a été tout à fait normale dans les régions Ouest et Centre-Nord, où l'on peut dire qu'elle a marché de pair avec le taux national qui a quintuplé pendant la période étudiée. Mais, dans les trois autres régions, il n'en a pas été de même. Dans la région Centre-Sud, le taux des divorces de 1931 a été douze fois et demie supérieur à celui de 1867, et dans la région Sud-Atlantique un peu plus de onze fois plus grand. Contrastant avec ces deux accroissements rapides, la région du Nord-Atlantique n'a marqué, dans le même temps, qu'une progression de deux fois et demie.

C) Taux d'accroissement de 1867 à 1931.

II. — EXPLICATION DE LA DIFFÉRENCE
DANS LE TAUX D'ACCROISSEMENT DES DIVORCES
DANS LES CINQ DIVISIONS GÉOGRAPHIQUES

A) Accroissement
rapide du divor-
ce dans le sud,
dû à l'émancipa-
tion des nègres.

Ainsi que nous venons de le dire, l'accroissement du taux des divorces dans les régions Ouest et Centre-Nord a suivi celui du taux national : ces deux régions ne nécessitent donc pas d'explications spéciales. Mais les phénomènes anormaux constatés dans d'autres parties du pays demandent à être expliqués. Ainsi l'accroissement rapide du divorce dans les Etats du Sud est attribué à l'émancipation des nègres depuis la Guerre civile. Bien qu'il soit difficile, faute de renseignements statistiques, de déterminer la part des divorces noirs dans le Sud, on estime généralement qu'il est probable qu'autrefois les nègres n'avaient pas recours aux tribunaux, de sorte que les taux des divorces dans le Sud étaient remarquablement faibles. Il est vraisemblable que les nègres aient pris de plus en plus goût au divorce, ce qui peut expliquer jusqu'à un certain point l'accroissement rapide des divorces dans le Sud durant ces dernières années (3). Comme ils constituent un pourcentage très élevé de la

(3) Pour les discussions sur les causes de l'augmentation des divorces dans le Sud, voir :

James P. LICHTENBERGER, *Divorce, a Study in Social Causation*, Columbia University, New York, 1909, pp. 201/204 ;

Marriage & Divorce, 1867-1906, *op. cit.*, p. 14 ;

Percy G. KAMMERER, « The New Ethics of Divorce », *Current History*, October, 1931, p. 61.

population du Sud, cette interprétation doit avoir une grande valeur.

Autrefois, le niveau intellectuel des nègres était extrêmement bas et ils ne devaient pas savoir très bien comment se prévaloir des moyens légaux en cas de désaccord conjugal ; en tout cas, leur situation économique pouvait les empêcher de faire appel à la justice. « Ce ne sont pas — pour reprendre l'expression du Professeur Willcox — les classes les plus pauvres et les plus ignorantes qui fréquentent les tribunaux : leur pauvreté et leur ignorance les en détournent. Chez eux, un changement de mari ou de femme, s'il se produit, se fait sans intervention judiciaire. Ce fait général semble devoir s'appliquer tout particulièrement aux nègres » (4). Ainsi s'exprimait Willcox il y a près d'un demi-siècle au sujet des nègres de l'époque qui suivit immédiatement la fin de la Guerre civile. Mais la situation a bien changé depuis. Dans le domaine intellectuel, les nègres ont accompli un immense progrès au cours des trois dernières générations. Ainsi, sans parler de l'augmentation du nombre des étudiants et des institutions d'enseignement, la baisse du pourcentage des illettrés est à elle seule surprenante. En 1866, 90 % de la population nègre étaient illettrés ; en 1930, le nombre des illettrés était descendu à 10 %. Quel magnifique progrès ! Le développement de l'activité économique chez les nègres est tout aussi prodigieux. Le nombre des domaines agricoles exploités par eux s'est

(4) Walter F. WILLCOX, *Divorce, a Study in Statistics*, Columbia University, New York, 1891, p. 30.

multiplié par cinquante de 1866 à 1930 et le nombre de leurs entreprises commerciales a fait un progrès d'environ 35 fois dans la même période. Cette intensification des activités économiques témoigne de l'accroissement de la richesse des hommes de couleur (5). Etant donné ces transformations rapides dans le domaine intellectuel comme dans le domaine économique, il est à prévoir que les éléments de couleur interviennent pour une proportion considérable dans les divorces accordés ces dernières années dans les Etats du Sud.

Quant à la progression relativement plus rapide des divorces dans la région Centre-Sud que dans la région Sud-Atlantique, elle peut s'expliquer par le fait que dans la première les lois sur les divorces ont été adoucies, tandis que dans la seconde elles ont évolué dans le sens d'une sévérité croissante depuis 1867 (6). Au surplus, la situation géographique des Etats du Centre peut les exposer davantage à l'influence du Paradis du divorce qu'est l'Ouest américain.

(5) Pour les renseignements statistiques sur le progrès économique et intellectuel parmi les nègres, voir :

Negro Year Book, 1931-1932, Negro Year Book Publishing Co, Tuskegee Institute, Alabama, p. 118.

(6) Pour les modifications dans les législations du divorce des différents Etats, voir :

Période 1867-1886 : *Marriage & Divorce*, 1867-1886, Revised Edition, Government Printing Office, Washington, 1891, pp. 150-157.

Période 1887-1931 : *Marriage & Divorce*, 1867-1906, *op. cit.*, pp. 277-328 ;

Isabel DRUMMOND, *Getting a Divorce*, Alfred A. Knopf, New York, 1931, pp. 217-466.

Le lent accroissement des divorces dans la région du Nord-Atlantique est probablement la conséquence de l'importance croissante des éléments étrangers dans cette contrée. Nous ne disposons pas de mesure statistique immédiate de la différence entre la population indigène et celle d'origine étrangère touchant la fréquence des divorces, mais, dès 1891, le Professeur Willcox observait que les divorces étaient plus fréquents parmi les indigènes que parmi les gens nés à l'étranger (7). Autrement dit, les éléments étrangers exercent sur ce point une influence conservatrice. Si l'on admet que l'observation du Docteur Willcox est juste, comme elle le semble, plus la proportion d'immigrants sera grande, plus l'accroissement du divorce se trouvera freiné. Or, en 1870, les éléments étrangers constituaient 20,5 % de la population totale du Nord-Atlantique, contre 2,9 % dans le Sud-Atlantique, 3,6 % dans le Centre-Sud, 17,2 % dans le Centre-Nord et 30 % dans l'Ouest (8), alors qu'en 1930, les chiffres correspondants étaient de 20,9 % pour le Nord-Atlantique, contre 2 % pour le Sud-Atlantique, 2,3 % pour le Centre-Sud, 11,3 % pour le Centre-Nord et 15,3 % pour l'Ouest (9). Dans quatre des divisions géographiques, le pourcentage des éléments étrangers a baissé, tandis que dans un seul, le Nord-Atlantique apparaissait une faible augmentation sur une période de soixante années. Il est

B) Accroissement lent du divorce dans les Etats du Nord - Atlantique, dû à la concentration des immigrants et à la sévérité croissante de la législation du divorce.

(7) Walter F. WILLCOX, *op. cit.*, pp. 28-29.

(8) *Abstract of the 11th Census*, 1890, 2nd Ed., Government Printing Office, Washington, 1896, p. 39.

(9) *15th Census of the United States*, 1930, Population, vol. 2, Government Printing Office, Washington, 1933, p. 35.

donc évident que l'influence modératrice de la présence d'immigrants est devenue relativement plus considérable dans la région Nord-Atlantique que dans les autres. De plus, dans cette division, la législation du divorce a une tendance marquée vers une sévérité croissante depuis 1867 (10).

III. — CAUSES DES VARIATIONS DES TAUX DES DIVORCES DANS LES CINQ RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES

A) Explication générale.

En présence de la grande variété des taux des divorces dans les différentes divisions géographiques, on se trouve automatiquement amené à en rechercher les causes. Il est manifeste que cette diversité résulte de multiples influences. Au nombre de celles-ci, on peut citer les différences dans les lois sur les divorces et dans les usages des tribunaux (11), les migrations d'un état à l'autre en vue d'obtenir le divorce (12), les variations dans la pro-

(10) Pour les modifications dans la législation du divorce dans les différents Etats pendant la période 1867-1931, voir note 6.

(11) Pour les exemples, voir :

Benjamin P. CHASS, « The Alarming Increase in Divorce », *Current History*, August, 1925, p. 790 ;

Stephen EWING, « The Mockery of American Divorce », *Harper's Magazine*, July, 1928, pp. 158-159 ;

Marriage & Divorce, 1931, *op. cit.*, p. 14.

(12) Les migrations d'un Etat à l'autre en vue d'obtenir le divorce sont un phénomène bien connu aux Etats-Unis. Les lois sur le divorce étant différentes dans les divers Etats, il faut s'attendre à ce que les personnes désirant divorcer se déplacent d'un Etat à l'autre en vue de bénéficier des lois indulgentes. Avec sa législation libérale sur le

portion des éléments d'origine étrangère dans la population (13), l'importance relative des religions dominantes, et notamment de la religion catholique (14), les différen-

divorce, et son administration complaisante de la justice, l'Etat de Nevada attire particulièrement les personnes voulant divorcer.

On trouvera des histoires intéressantes sur les migrations en vue du divorce en Nevada dans :

Albert J. NOCK, « The Divorce Market », *The American Review of Reviews*, november, 1927, p. 528 ;

Grace Hegger LEWIS, « Just what is Reno Like », *Scribner's Magazine*, January, 1929, pp. 35-45 ;

Genevieve PARKHUST, « In Reno, where they take the Cure », *Pictorial Review*, February, 1929, p. 2 ;

Swift PAINE, « As we see it in Reno », *The North American Review*, June, 1930, pp. 720-726 ;

« The Divorce Business », *The Outlook*, March 18, 1931, pp. 388-389 ;

« Reason for Reno », *The Outlook*, April 8, 1931, p. 483 ;

« Reno's New Rivals », *The Literary Digest*, April 4, 1931, p. 11 ;

« Reno's Two-Minute Divorce Rush », *The Literary Digest*, may 16, 1931, p. 10 ;

Edward ANGLY, « The Road to Reno », *Forum*, November, 1931, pp. 264-265.

(13) En ce qui concerne la question de l'origine de la population en relation avec le taux du divorce, nous ne disposons pas de renseignements statistiques. Mais il est probable, ainsi que nous l'avons dit plus haut, que les divorces sont plus fréquents parmi les Américains de naissance que parmi les immigrants, un grand nombre de ceux-ci provenant de pays où la tradition, la religion et l'opinion publique sont hostiles au divorce ou du moins où les divorces sont moins fréquents qu'aux Etats-Unis. C'est la conviction d'un grand nombre des auteurs qui ont écrit sur la question du divorce en Amérique.

(14) Bien qu'il n'existe pas de statistiques indiquant la répartition exacte des divorces entre les différentes confessions religieuses, on peut admettre à coup sûr que le taux des divorces est plus faible

ces dans le degré d'industrialisation et d'urbanisation (15), les diversités de la situation sociale des femmes (16), etc.

B) Exemples particuliers.

Cette interprétation générale explique donc que l'Ouest, où les lois sur le divorce et l'administration de la justice sont complaisantes, où les migrations en vue du divorce sont courantes, et où les éléments religieux et les traditions sociales sont faibles parmi la population nouvelle, soit la région où l'on trouve le taux de divorce maximum. Le taux plus faible dans les Etats du Centre-Nord que

parmi les catholiques que parmi les autres croyants, en raison de l'hostilité de l'église catholique envers le divorce. La théorie catholique est que « si un mariage chrétien valable a eu lieu, et a été suivi de relations conjugales, l'union est à vie; elle ne saurait être dissoute que par la mort... L'Etat, le pouvoir civil, n'a aucun pouvoir pour accorder le divorce » (*The New Catholic Dictionary*, The Universal Knowledge Foundation, New York, 1929, pp. 299/302). Bien que la sanction de la religion catholique ne puisse être absolue, ses enseignements dogmatiques ne peuvent manquer d'influer sur ses fidèles.

(15) Il faut tenir compte des différences dans le degré de concentration urbaine de la population dans les divers Etats, les statistiques permettant de conclure qu'en général le taux des divorces est plus élevé dans les villes que dans les districts ruraux. (Pour la discussion de l'influence des villes sur le divorce, cf. chapitre IX).

(16) On présume que plus grande sera la liberté sociale dont jouit la femme, plus grand sera le nombre des divorces accordés à la demande des femmes, et vice-versa. Cette hypothèse se trouve renforcée par le fait que dans les Etats du Sud, dans l'ensemble, la proportion de divorces accordés à la femme est faible par rapport à d'autres régions du pays où les femmes jouissent d'une plus grande liberté sociale. (Pour les renseignements statistiques sur la proportion des divorces accordés à la femme dans les différentes régions géographiques, cf. *Marriage & Divorce*, *op. cit.*, pp. 41-42).

dans l'Ouest peut s'expliquer par la relative sévérité des lois et la présence d'une proportion plus considérable de croyants. Les Etats du Centre-Sud, dont les lois sont plus indulgentes, et où s'exercent moins d'influences religieuses, catholiques ou autres, sont de ceux où l'on pourrait prévoir un taux de divorce plus élevé que dans les Etats du Centre-Nord, mais en fait la situation est exactement l'inverse. Cette situation résulte sans doute de la prédominance de la vie rurale et de l'infériorité sociale des femmes dans la division Centre-Sud. Les faibles taux des Etats du Sud-Atlantique vont de pair avec les lois sévères, un protestantisme conservateur, l'isolement rural et le retard dans le développement économique, et, dans le Nord-Atlantique, avec les lois sévères, le conservatisme traditionnel et le fort pourcentage d'éléments catholiques d'origine étrangère. Il est probable aussi que l'influence de l'opinion sociale et le sentiment de l'obligation des liens de la famille sont plus forts dans les anciennes populations qui évoluent lentement, et surtout au moyen des naissances et des décès, que dans les populations nouvelles qui changent rapidement comme celles des grandes villes ou des districts peu exploités (17).

(17) Pour la discussion des causes de la différence dans les taux de divorce dans les diverses divisions géographiques, voir :

Bulletin de l'Institut International de Statistique, tome XVIII, 1^{re} livraison, Paris, 1909, p. 317 ;

E. T. TOWNE, *Social Problems*, The Macmillan Co, New York, 1918, p. 244 ;

Encyclopedia of the Social Sciences, vol. 5, The Macmillan Co,

New York, 1931, p. 133 ;

Marriage & Divorce, op. cit., p. 14.

Pour les lois sur les divorces, consulter le chapitre VIII.

Pour les renseignements statistiques sur les éléments religieux dans les différentes divisions géographiques, cf. *Religious Bodies*, 1926, vol. 1, Government Printing Office, Washington, 1930, p. 132.

Pour les renseignements statistiques sur les éléments catholiques dans les différents Etats, voir :

Religious Bodies, op. cit., pp. 143-275.

Pour les renseignements statistiques sur la concentration urbaine dans les différents Etats, voir :

Statistical Abstract of the United States, 1933, Government Printing Office, Washington, p. 17.

Pour les renseignements statistiques sur les éléments étrangers dans les différentes divisions géographiques, cf. *15th. Census of the United States, op. cit.*, p. 35.

CHAPITRE IV

LES FEMMES ET LE DIVORCE

SOMMAIRE

I. PROPORTION DES DIVORCES ACCORDÉS A LA FEMME.

Proportion comparée des divorces accordés à la femme et au mari en 1867 et en 1931.

Divorces accordés à la femme plus nombreux que ceux prononcés en faveur du mari.

Proportion croissante des divorces accordés à la demande de la femme.

II. EXPLICATION DE LA PRÉDOMINANCE DES DIVORCES ACCORDÉS A LA FEMME.

A) Motifs de divorce plus facilement applicables au mari.

B) Loi sur la pension alimentaire, favorable à la femme.

C) Attitude indulgente des tribunaux envers la femme.

D) Usage des tribunaux favorable à la femme au sujet de la garde des enfants.

E) Opinion publique et galanterie traditionnelle favorables à la présentation de la demande par la femme.

F) Liberté d'action plus grande chez la femme.

G) Intransigeance de la femme touchant le rôle du mari.

En raison de l'importance de la femme dans l'entretien du ménage, il convient d'insister tout particulièrement sur le rôle joué par elle dans le drame des désorganisations de famille aux Etats-Unis. A cet effet, nous avons consacré un chapitre spécial à l'étude de la proportion comparée des divorces accordés à la femme et au mari. Nous indiquerons ensuite les raisons pour lesquelles l'institution du divorce a plus de succès auprès des femmes que des hommes.

I. — PROPORTION DES DIVORCES ACCORDÉS A LA FEMME

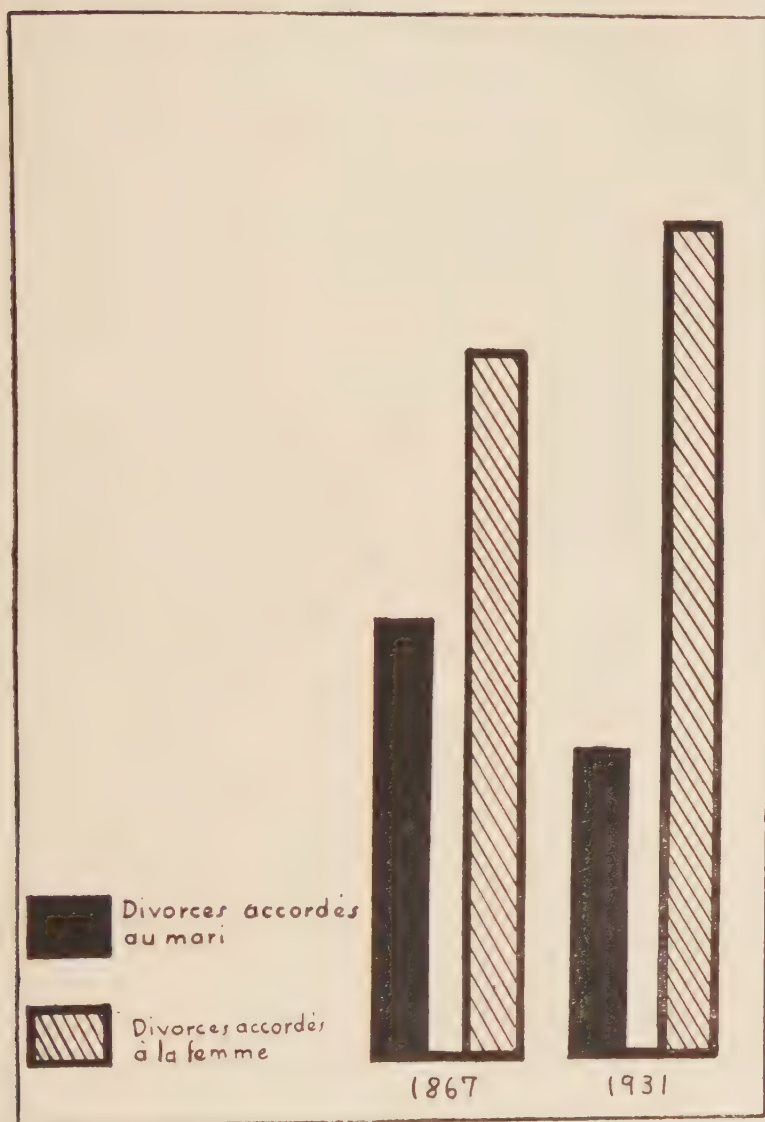
Que le divorce ait beaucoup plus d'attraits pour la femme que pour l'homme, c'est ce que démontre le fait qu'en 1867, 61,8 % du total des divorces furent accordés aux femmes, contre 38,2 % aux maris (1) et qu'en 1931, 72,8 % de tous les jugements furent prononcés à la demande des femmes contre 27,2 % sur l'instance des maris (2). Autrement dit, en 1867, il fut accordé plus des 3/5 de tous les divorces aux femmes, soit plus d'une fois et demie de plus qu'aux maris ; en 1931 la différence s'est même trouvée augmentée, de sorte que près des 3/4 du total des procès furent gagnés par le sexe féminin, plus de deux fois et demie de plus que n'en obtint le sexe masculin. Ainsi donc, non seulement il est accordé à la femme un pourcentage de divorces plus élevé qu'au mari, mais en outre, les femmes ont de plus en plus

(1) *Marriage & Divorce*, 1867-1906, *op. cit.*, p. 96.

(2) *Marriage & Divorce*, 1931, *op. cit.*, p. 17.

GRAPHIQUE II

Proportion des divorces accordés à chacune des parties en 1867
et en 1931, respectivement



recours au divorce ces derniers temps. Chaque année, il y a eu plus de divorces accordés aux femmes qu'aux hommes ; les chiffres ci-dessus sont donc tout à fait caractéristiques de l'orientation de la période entière.

Ces chiffres démentent formellement que, ainsi qu'on l'a dit parfois, l'institution du divorce favorise le sexe fort. Cette affirmation peut être exacte si l'on considère toutes les conséquences lointaines. Cependant, il est flagrant que les femmes profitent très souvent des occasions que leur offrent les lois sur le divorce pour rompre leurs liens matrimoniaux. Le graphique 2 représente la proportion des divorces accordés à chacune des parties pour 1867 et 1931, respectivement.

II. — EXPLICATION DE LA PRÉDOMINANCE DES DIVORCES ACCORDÉS A LA FEMME

A) Motifs de divorce plus facilement applicables au mari.

De multiples raisons expliquent que la majorité des divorces soient accordés à la demande de la femme. La question fait surgir des complications d'ordre légal, judiciaire, économique et social. D'après les résultats de cette étude, ces raisons sont au nombre de sept, que nous allons examiner successivement. En premier lieu, il y a pour la femme plus de motifs légaux de divorce que pour l'homme. Ainsi l'abandon de famille — cas légal de divorce très courant pour la femme — n'est que rarement admis au bénéfice du mari (3). Comme les divorces ne peuvent être prononcés que pour des motifs reconnus

(3) Voir Chapitre VIII.

par la loi, plus le nombre de ces motifs reconnus à la femme est grand, plus elle aura l'occasion de divorce. Bien que dans un certain nombre d'États, le mari ait le droit de demander le divorce parce que sa femme était enceinte au moment du mariage (4), ce droit n'a pas d'importance pratique, car cet argument n'est invoqué que dans des cas très rares. Au contraire, l'abandon de famille est, de l'avis unanime, l'un des griefs les plus fréquents aux États-Unis (5). D'autre part, bien que la loi ne fasse aucune distinction entre les parties, certains motifs de divorce, tels que cruauté, ivresse, condamnation pour crime sont plus facilement applicables au mari qu'à la femme. Les statistiques ne nous renseignent pas sur le véritable degré de cruauté de l'homme, mais il est d'observation courante qu'il est par nature d'un tempérament plus violent que la femme, et qu'ainsi il peut être plus facilement accusé de cruauté. Les crimes sont beaucoup plus fréquents chez les hommes que chez les femmes. Ce n'est pas là une simple conjecture, mais l'enseignement des statistiques. Nous n'avons aucun témoignage direct touchant l'ivresse dans les deux sexes, mais les statistiques signalent que la violation des lois antialcooliques est également beaucoup plus le fait des hommes que celui des femmes (6). Pour ces raisons, l'ivresse et la condamnation pour crime peuvent être plus aisément invoqués contre le mari que contre la femme.

(4) Voir Chapitre VIII.

(5) Voir Chapitre VII.

(6) *Statistical Abstract of the United States*, op. cit., p. 75.

B) Loi sur la pension alimentaire, favorable à la femme.

En second lieu, la loi lui faisant un devoir de verser une pension alimentaire, le mari peut hésiter plus longuement à recourir aux tribunaux, même s'il est malheureux en ménage. Dans le droit coutumier, le mariage entraînant pour l'homme l'obligation de subvenir aux besoins de sa femme, et le divorce étant un privilège inconnu, l'obligation maritale subsistait en dépit de la séparation. De nos jours, certains Etats ont, soit par loi écrite, soit par décision judiciaire, apporté quelques modifications à l'ancienne règle, mais le mari continue malgré tout à supporter la plus grande partie du poids financier de la tradition. Le nombre est très faible des Etats où des lois ont assimilé, au point de vue de la pension alimentaire, le statut de l'homme et celui de la femme. De plus, même dans les Etats où l'homme a reçu des droits limités, ces droits sont enfermés dans les barrières de restrictions sans nombre. Il est rare qu'il reçoive une allocation à titre de pension alimentaire temporaire, ou pour des frais de justice ou des honoraires d'avocat, alors qu'à ce titre il est presque toujours alloué quelque chose à la femme (7). Lorsqu'il y a des enfants, la pension alimentaire est généralement acquittée de bon cœur, mais lorsqu'il n'y en a pas, l'homme condamné à payer ne peut manquer d'avoir l'impression qu'il verse d'interminables acomptes sur un « cheval mort ». La raison de ces pensions alimentaires, comme de la conception intéressée du mariage que l'on impute aux femmes en général, est que le mariage constitue pour elles une question

(7) Isabel DRUMMOND, *op. cit.*, p. 152.

à la fois d'affection et de soutien ; en prenant un mari, elles s'assurent un compagnon et un gagne-pain ; en divorçant, elles s'efforcent donc de conserver le gagne-pain tout en répudiant le compagnon (8). Au surplus, chacun sait qu'un grand nombre d'Américaines considèrent le divorce comme un moyen de s'enrichir. Elles épousent des hommes fortunés, puis divorcent, lorsque le moment leur paraît opportun, afin de réaliser un beau bénéfice sous la forme d'une pension alimentaire. Pour elles le divorce est une entreprise économique plutôt qu'un moyen d'échapper aux discordes conjugales.

Troisièmement, on estime généralement que les tribunaux sont beaucoup plus indulgents pour les actions intentées par les femmes que pour celles présentées par les hommes (9). La puissance des juges en Amérique ne le cède guère à celle des empereurs, des papes et des ecclésiastiques, car ils disposent, dans les questions de divorce, d'un pouvoir d'appréciation presque illimité, à l'intérieur d'un cadre de motifs plus ou moins conventionnels bien que restreints (10).

Quatrièmement, si la présence d'enfants peut faire obstacle à l'aspiration au divorce, il semblerait qu'elle doive avoir une influence plus grande sur la mère que sur le père. Il existe cependant une différence importante

C) Attitude indulgente des tribunaux envers la femme.

D) Usage des tribunaux favorable à la femme au sujet de la garde des enfants.

(8) Willard W. WALLER, *The Old Love and the New*, Horace Liveright, New York, 1930, pp. 20-21.

(9) Ruth REED, *The Modern Family*, Alfred A. Knopf, New York, 1929, p. 15.

(10) Isabel DRUMMOND, *op. cit.*, p. 22.

entre la situation du père et celle de la mère lorsqu'il s'agit d'obtenir le divorce. Cette différence provient surtout sans doute du fait que lorsqu'il existe des enfants en bas âge, le tribunal les laisse généralement à la mère. Pour elle, par conséquent, le divorce n'entraîne le plus souvent que la rupture des liens conjugaux, mais non la privation de ses enfants. Pour le père, au contraire, le divorce constitue en même temps une rupture de ses relations paternelles. Par suite, il peut manifester plus de répugnance que la mère à en prendre l'initiative (11). Les lois de certains Etats confient la garde des enfants à celui des conjoints au profit duquel le divorce est prononcé, mais même dans ces Etats, la garde des enfants peut être refusée au père poursuivant et confiée à la mère coupable si le tribunal décide que les intérêts des enfants seront mieux protégés par la mère (12).

E) Opinion publique et galanterie traditionnelle favorables à la présentation de la demande par la femme.

Cinquièmement, lorsque les époux désirent tous deux le divorce, il est probable que le plus souvent c'est la femme qui engagera l'instance, car le motif qui permettra de prononcer le divorce à son profit n'est pas susceptible d'avoir des conséquences aussi défavorables sur la réputation des deux parties que celui qui donnerait raison au mari (13). Un homme peut être atteint dans sa réputation professionnelle ou commerciale s'il introduit publiquement une instance en divorce contre sa fem-

(11) *Marriage & Divorce, op. cit.*, p. 33.

(12) Isabel DRUMMOND, *op. cit.*, p. 179.

(13) *Marriage & Divorce, op. cit.*, p. 17.

me (14). Le divorce nuit à l'homme dans ses affaires surtout par le fait qu'il affecte ses relations sociales, de sorte qu'il perd tout à la fois sa réputation, la confiance de sa clientèle et ses amis et connaissances. Il est certaines professions, telles que l'enseignement et l'état ecclésiastique, où un homme peut se trouver sérieusement lésé par un désaccord conjugal, que ce soit de sa faute, ou de celle de sa femme. Toutes les fois, d'autre part, que le divorce a soulevé de sérieux problèmes personnels, il se peut que l'habileté professionnelle de l'homme en souffre. Il arrive aussi qu'il soit amené par son tempérament à commettre des actes irréfléchis ou répréhensibles au regard de l'opinion publique, ce qui peut avoir des conséquences défavorables pour lui (15). Or, dans ce pays, il est généralement admis que si le divorce devient indispensable, le mari doit avoir la galanterie de permettre à sa femme d'intenter l'action. On estime que, socialement parlant, il est moins préjudiciable à un homme qu'à une femme de figurer comme défendeur dans un procès de divorce, et l'acceptation générale de cette conception a eu une grande influence sur la jurisprudence (16).

Sixièmement, les occupations commerciales peuvent empêcher l'homme de passer d'un Etat à un autre pour obtenir le divorce. La femme ayant généralement plus

**F) Liberté d'action
plus grande chez
la femme.**

(14) Ruth REED, *op. cit.*, p. 150.

(15) Williard W. WALLER, *op. cit.*, pp. 226-227, 233-234.

(16) John A. RYAN, *Declining Liberty and Other Papers*, The Macmillan C°, New York, 1927, p. 298.

de facilité de changer de résidence en cas de séparation, et possédant plus de loisirs, il lui est souvent plus facile d'entamer l'action judiciaire (17). Il est notoire qu'à Reno (Nevada), la grande majorité des demandeurs se compose de femmes accourues des différentes parties des États-Unis pour bénéficier des lois indulgentes et de l'administration complaisante de la justice.

**G) Intransigeance
de la femme tou-
chant le rôle du
mari.**

Enfin une autre cause est la galanterie excessive manifestée pendant la période des fiançailles et qui tend à imposer dans l'esprit des femmes l'image de la soumission masculine à la supériorité féminine. Il est évident que la grande majorité des hommes fait preuve, après le mariage, de beaucoup moins d'empressement et s'efforce d'adopter un mode de vie plus indifférent. Mais il semble bien que cette politique doive plus que jamais tourner au désastre, car un nombre toujours plus grand de femmes exige de leurs maris les attitudes de galant empressement qu'ils avaient avant leur mariage. L'homme est alors obligé de penser moins à ses droits et plus à ses devoirs et à des égards. Le mariage ne représente plus le moyen par lequel l'homme s'assure la possession d'une femme, mais plutôt la continuation de l'épreuve qu'il a subie avant la cérémonie du mariage. Aussi, beaucoup d'hommes qui n'ont pas su ménager une progression dans leurs rapports constatent-ils que leur changement d'attitude cause la déception et l'inquiétude de leur femme, et, dans certains cas, la perte totale de son

(17) Ruth REED, *op. cit.*, p. 150.

affection. On a peut-être trop tendance à imputer l'échec du mari à l'égoïsme ou à l'indifférence insouciant. Le désastre résulte dans bien des cas de l'opinion intransigente que les femmes se font du rôle du mari (18).

L'accroissement de la proportion de divorces prononcés au profit de la femme depuis trois générations peut s'expliquer par la grande amélioration du statut économique et social de la femme américaine depuis la Guerre Civile, ce qui peut lui fournir des armes plus puissantes pour protester et se rebeller contre toute forme de contrainte et d'injustice. Les idées conventionnelles sur ce qu'une femme doit ou ne doit pas supporter évoluent rapidement et la femme moderne peut s'estimer lésée par une situation que bien des femmes de jadis auraient trouvé parfaitement tolérable.

(18) E. R. GROVES & W. F. OGBURN, *op. cit.*, p. 30.

CHAPITRE V

LES ENFANTS ET LE DIVORCE

SOMMAIRE

I. PROPORTION DES DIVORCES ATTEIGNANT DES ENFANTS.

- A) Enfants touchés dans la minorité des divorces.
- B) Enfants plus souvent atteints dans les divorces accordés à la femme.
- C) Solidité relative des unions fécondes et fragilité des ménages stériles.

II. EXPLICATIONS ET DISCUSSIONS.

- A) Raisons de la solidité relative des unions fécondes et de la fragilité des ménages stériles.
 - B) Pourquoi y a-t-il plus souvent des enfants dans les divorces accordés à la femme ?
 - C) Convient-il de maintenir unis, à cause des enfants, les couples mal assortis ?
-

Les adversaires du divorce facile prétendent souvent que la dissolution de la famille est un désastre pour les enfants et une menace pour la société et que maris et femmes, même s'ils ne s'accordent pas, devraient sacri-

fier leur bonheur conjugal et continuer à vivre ensemble pour élever leur progéniture. Les champions du divorce facile, de leur côté, estiment que l'objet primordial du mariage est la poursuite du bonheur de l'homme et de la femme, et qu'obliger les deux époux désunis à cohabiter serait une menace pour la liberté individuelle et le bien-être des enfants. Sans mettre en cause le bien-fondé de ces opinions, il est utile d'examiner à la lumière des statistiques comment se pose la question des enfants dans le divorce américain. L'objet essentiel de ce chapitre est de montrer la solidité relative des unions fécondes, et la fragilité des ménages stériles.

I. — PROPORTION DES DIVORCES ATTEIGNANT DES ENFANTS

Les statistiques font apparaître une stérilité frappante chez les candidats au divorce. En 1867, on signalait des enfants dans 37,4 % de tous les divorces (1), et dans 38 % en 1931 (2). On peut donc dire que, dans l'ensemble, deux divorces sur cinq atteignent des enfants. Mais il ne faut pas attribuer à cette conclusion une valeur absolue : en effet, il y a encore un certain nombre de divorces dans lesquels on n'a pas signalé l'absence d'enfants d'une manière positive, mais cela ne signifie pas nécessairement qu'il n'y en ait pas. Il se peut qu'il n'y soit fait aucune allusion parce qu'il n'y a pas de mineurs. Cette incertitude oblige à faire preuve de quelque pru-

**A) Enfants touchés
dans la minorité
des divorces.**

(1) *Marriage & Divorce*, 1867-1886, *op. cit.*, p. 210.

(2) *Marriage & Divorce*, 1931, *op. cit.*, p. 32.

GRAPHIQUE III

Proportion des divorces atteignant des enfants: 1867



dence dans l'interprétation des fluctuations légères. Tout porte à croire que le pourcentage des divorces touchant des enfants devrait être un peu plus élevé qu'il n'est indiqué plus haut.

Il y a plus souvent des enfants dans les divorces demandés par la femme que dans ceux prononcés à l'instigation du mari. En 1867, 25,2 % des divorces demandés par le mari atteignaient des enfants ; dans les divorces demandés par la femme, la proportion atteignait 44,9 % (3). En 1931, les proportions correspondantes étaient, pour le mari, de 29,7 %, et de 41,2 % pour la femme (4). Ainsi donc ces pourcentages n'ont pas varié considérablement pour un sexe et pour l'autre au cours de cette période de plus de soixante ans, mais il existe entre ceux des deux sexes une différence très nette. Les graphiques 3 et 4 montrent la proportion des divorces atteignant des enfants respectivement demandés par le mari et par la femme, pour les années 1867 et 1931.

B) Enfants plus souvent atteints dans les divorces accordés à la femme.

Ainsi que nous l'avons dit tout à l'heure, les deux cinquièmes des mariages dissous avaient des enfants, autrement dit, sur cinq divorces prononcés, deux brisent des unions fécondes et trois des couples stériles. Faut-il en conclure que les divorces sont plus fréquents dans la proportion de 50 % parmi les ménages sans enfants que parmi les autres ? C'est ce qu'il semblerait à première vue, mais si l'on examine la question d'un peu plus près,

C) Solidité relative des unions fécondes et fragilité des ménages stériles.

(3) *Marriage & Divorce*, 1867-1886, *op. cit.*, p. 210.

(4) *Marriage & Divorce*, 1931, *op. cit.*, p. 32.

GRAPHIQUE IV

Proportion des divorces atteignant des enfants: 1931



la conclusion sera tout autre. La complication réside dans le fait que le nombre des couples prolifiques peut n'être pas le même que celui des couples sans enfants. Si l'on suppose que la probabilité de divorce soit la même chez les gens sans enfants et chez les autres, plus la proportion de couples sans enfants sera considérable, plus élevé sera le nombre de divorces prononcés dans cette catégorie de mariages, et inversement. Il est donc indispensable de connaître la proportion des couples sans enfants dans le total de la population mariée si l'on veut apprécier la véritable importance de la stérilité au point de vue du divorce.

Il n'a jamais été fait de dénombrement général de la proportion des ménages sans enfants aux Etats-Unis, mais des estimations effectuées pour 1931 montrent qu'un ménage sur six y est stérile (5). La même année, on estimait le total de la population mariée au chiffre de 53.064.000 (6), soit environ 26.532.000 couples (s'il n'y avait pas de maris ou de femmes absents, ce chiffre, moitié de la population mariée, serait exactement celui des ménages). Si un sixième des mariages est stérile, le nombre total des couples sans enfants sera de 26.532.000 divisé par six, soit 4.422.000 et celui des couples ayant des enfants, de 22.110.000.

Sur un total de 183.664 couples divorcés en 1931, 182.203 seulement ont fait connaître leur situation au

(5) James A. TOBEY, « The Control of Human sterility », *Scribner's Magazine*, April, 1931, p. 422.

(6) *Marriage & Divorce*, *op. cit.*, p. 15.

point de vue des enfants. Sur ce dernier nombre, 63.319 en avaient et 112.884 (y compris 9.001 cas dans lesquels on n'a pas signalé l'absence d'enfants d'une manière positive, mais que l'on suppose sans enfants) n'en avaient pas. Pour les 1.461 autres divorces, on ne dispose d'aucun renseignement de cette nature (7). Les statistiques des divorces sont donc incomplètes sur ce point, et il serait difficile de les comparer aux chiffres des couples mariés. Il va donc être nécessaire d'intégrer dans le total les 1.461 cas pour lesquels on ne dispose d'aucun renseignement touchant les enfants. La méthode à suivre ici est de répartir ce nombre entre les deux catégories de divorces — ceux accordés à des couples prolifiques, et ceux accordés à des couples stériles. Les premiers représentant 38 % et les seconds 62 % du total des divorces pour lesquels des statistiques détaillées ont été fournies, il conviendrait de répartir ces 1.461 cas suivant ces proportions. L'application de cette méthode a conduit à ajouter 555 cas aux 69.319 indiqués plus haut, ce qui donne un total de 69.874 divorces accordés à des couples prolifiques et de 906 aux 112.884 couples sans enfants, ce qui porte leur nombre à 113.790 pour 1931.

Pour plus de clarté, il convient maintenant d'établir une récapitulation. En 1931, le nombre total de couples stériles était de 4.422.000, tandis que celui des couples prolifiques était de 22.110.000. La même année, le nombre des divorces de couples stériles fut de 113.790, contre 69.874 couples prolifiques. Autrement dit, 113.790 cou-

(7) *Ibid.*, p. 32.

ples sans enfants divorcent, sur un total de 4.422.000, tandis que seulement 69.874 couples ayant des enfants, sur un total de 22.110.000 demandent leur dissolution. Le calcul montre qu'ainsi 2.573 couples stériles sur 100.000 finissent par divorcer, tandis que la proportion correspondante pour les couples prolifiques n'est que de 316 sur 100.000. Il est donc évident que la probabilité de divorce est huit fois plus forte pour les ménages sans enfants que pour ceux qui ont eu de la progéniture.

II. — EXPLICATIONS ET DISCUSSIONS

De la forte proportion de divorces qui n'atteignent pas d'enfants, il ne faudrait pas conclure nécessairement que les dissensions conjugales sont plus fréquentes dans les familles stériles que dans les autres. Mais on peut cependant en déduire que l'instinct paternel contribue puissamment à maintenir l'union du mari et de la femme. Il est probable que beaucoup de gens qui désireraient divorcer y renoncent à cause des enfants. Il en résulte que dans bien des cas, des parents mal assortis continuent à vivre ensemble, et les enfants au profit desquels l'union est maintenue grandissent dans une atmosphère contrainte d'hostilité, de mécontentement et de dispute (8). Par ailleurs, on fait généralement remarquer que deux personnes qui aiment toutes deux tendrement leurs enfants trouveront plus facilement un compromis et un

A) Raisons de la solidité relative des unions fécondes et de la fragilité des ménages stériles.

(8) Peter H. ODEGARD, *The American Public Mind*, Columbia University Press, New York, 1930, p. 52.

accommodement dans les frictions de leur vie intime que celles qui n'ont pas d'enfants. Les enfants cimentent l'union ; s'il n'y en a pas, il y aura moins de facilité à pardonner, plus d'entêtement, ce qui conduira au divorce (9).

Il faut bien reconnaître, d'ailleurs, que lorsqu'un homme ou une femme ayant de jeunes enfants à élever obtient un divorce, l'affaire ne se termine pas avec l'accomplissement des formes légales. Il lui faut ensuite subir une épreuve aussi pénible et douloureuse peut-être que tout ce qui a pu se produire dans les phases antérieures du mariage. Les difficultés rencontrées ont trait surtout à la garde des enfants, à leur éducation et à leur entretien (10). C'est à cause d'elles que les couples ayant des enfants peuvent hésiter plus longtemps à recourir aux tribunaux en cas de mésentente conjugale.

Il est extrêmement probable que les gens sans enfants auront plus de chances de se remarier que les autres, aussi endurent-ils avec moins de patience les souffrances d'un mariage malheureux. Si les gens ne divorcent pas nécessairement en vue de se remarier, ils ne peuvent cependant manquer d'envisager de créer un nouveau

(9) George L. KOEHN, « Is Divorce a Social Menace », *Current History*, May, 1922, p. 294.

(10) Morris ERNST, « Children and Property », *The Nation*, February 12, 1930, pp. 172-173 ;

« Divorce and the Child », *The Nation*, March 5, 1930, pp. 268-269 ;

« The After-math of divorce », *Harper's Magazine*, August, 1934, p. 373.

foyer avant de rompre l'ancien. Au surplus, les couples sans enfants sont généralement plus jeunes, plus vigoureux, plus ambitieux, plus individualistes, et par suite plus acharnés à revendiquer leurs droits.

Ils sont également plus libres et mènent une vie plus désordonnée que ceux qui sont chargés d'enfants, et, de ce fait, peuvent donner prise à plus de causes de divorce. Il leur est également plus facile de se déplacer d'un endroit à l'autre afin de divorcer. Serait-ce aussi que les tribunaux sont plus enclins à accorder le divorce aux couples sans enfants ? Cette dernière hypothèse ne doit pas être négligée, car, par exemple, « l'ex-juge Lindsey ne serait pas partisan des divorces faciles lorsqu'il y a des enfants » (11).

Il y a plus fréquemment des enfants dans les divorces accordés à la femme que dans ceux prononcés à la demande du mari. Dans la mesure où l'existence d'enfants peut faire obstacle à l'aspiration au divorce, il semblerait qu'elle doive avoir une influence plus grande sur la mère que sur le père. Mais, comme nous l'avons établi dans le chapitre précédent, la différence peut provenir du fait que lorsqu'il existe des enfants en bas âge, le tribunal les confie habituellement à la mère. Le divorce constitue donc généralement pour elle une rupture des relations conjugales seulement et n'entraîne pas la séparation d'avec les enfants. Pour le père, au contraire, le divorce constitue en même temps une rupture de ses relations

B) Pourquoi y a-t-il plus souvent des enfants dans les divorces accordés à la femme ?

(11) A. G. KELLER, « Divorce », *The Outlook*, January 22, 1930. p. 143.

paternelles. Il a donc de bonnes raisons d'hésiter plus que la mère à prendre l'initiative de la demande en divorce.

C) Convient-il de maintenir unis, à cause des enfants, les couples mal assortis ?

On a beaucoup parlé de la nécessité de maintenir l'union dans l'intérêt des enfants. On admet ainsi implicitement que l'enfant qui n'est pas en contact permanent avec ses père et mère est fortement handicapé dans son éducation et dans ses possibilités d'harmonieuse adaptation aux responsabilités de la vie adulte (12). Privé des influences familiales normales, et de la direction continue de son père et de sa mère, il éprouve des sentiments et affections fort divisés au regard de ses parents, une sensibilité excessive, des luttes intérieures et un sentiment d'infériorité qui lui rendent toute réflexion impossible, en font un élève médiocre et le rendent très malheureux. Le plus souvent, c'est l'enfant qui est la principale victime du divorce (13).

D'autre part, il ne faudrait pas croire qu'il soit toujours désirable, même du point de vue de l'enfant d'empêcher la dissolution du foyer malheureux, mal assorti, ni que la défense de la cause des enfants renforce la position des partisans du maintien de la famille malheureuse. Nous sommes intimement persuadé, et cette conviction est fortifiée par l'observation et l'étude, que dans la grande majorité des cas les enfants ont un bien meilleur sort et des chances accrues de vie heureuse et

(12) Ruth REED, *op. cit.*, p. 151.

(13) S. A. QUEEN & D. M. MANN, *Social Pathology*, Thomas Y. Crowell Co, New York, 1925, p. 64.

utile s'ils sont confiés à la garde de l'un des parents au lieu d'être élevés dans une atmosphère de discordes et de dissensions. Le bien-être des enfants est sans doute une considération primordiale. Mais la question de savoir si le divorce leur sera néfaste ou profitable ne peut être résolue qu'à la lumière des conditions particulières à chaque cas. Prétendre qu'il est toujours néfaste est certainement une généralisation sans fondement. Il se peut que de deux maux, il représente le moindre (14).

(14) *Ibid.*, p. 64.

CHAPITRE VI

LE DIVORCE ET LA DURÉE DU MARIAGE

SOMMAIRE

I. RÉPARTITION DES DIVORCES SUIVANT LA DURÉE DU MARIAGE.

- A) Statistiques de 1867.
- B) Statistiques de 1931.
- C) Comparaisons entre 1867 et 1931.
- D) Divorces demandés respectivement par le mari et par la femme.

II. EXPLICATION DE LA FORTE PROBABILITÉ DE DIVORCE DANS LES PREMIÈRES ANNÉES DE VIE CONJUGALE.

- A) Raisons psychologiques.
 - B) Raisons techniques.
-

Il y a un intérêt considérable à savoir combien d'années dure le mariage avant d'être dissous par le divorce, et si la proportion des divorces dans lesquels le mariage a été de courte durée s'est accrue depuis la Guerre Civile.

I. — RÉPARTITION DES DIVORCES SUIVANT LA DURÉE DU MARIAGE

A) Statistiques de 1867.

En 1867, comme le montre le tableau 4 (1), 25,7 % des divorces, soit un quart, furent accordés à des couples

(1) *Marriage & Divorce*, 1867-1886, *op. cit.*, pp. 818-819.

qui avaient été mariés moins de quatre ans, 33,6 %, soit un tiers, à des gens mariés depuis moins de cinq ans, 40,1 %, soit deux cinquièmes à des gens dont la vie conjugale avait duré moins de six ans et 63,9 % à des personnes de moins de dix ans de mariage.

Tableau 4

*Répartition centésimale, en fonction de la durée
du mariage, des divorces accordés en 1867*

NOMBRE D'ANNÉES DE VIE CONJUGALE	POURCENTAGE GLOBAL	DIVORCES ACCORDÉS AU MARI	DIVORCES ACCORDÉS A LA FEMME
1 an et moins..	6,6	7,0	6,4
2 ans	9,6	10,4	9,2
3 —	9,5	8,1	10,3
4 —	7,9	8,5	7,6
5 —	6,5	6,3	6,7
6 —	6,7	7,1	6,5
7 —	7,4	7,9	7,0
8 —	5,4	5,0	5,7
9 —	4,3	4,6	4,2
10 —	4,4	4,8	4,2
11 —	3,9	4,1	3,7
12 —	3,4	3,4	3,5
13 —	2,9	3,0	2,9
14 —	2,5	2,4	2,6
15 —	2,8	2,2	3,2
16 —	2,0	1,9	2,1
17 —	2,1	2,1	2,1
18 —	1,4	1,4	1,4
19 —	1,6	1,2	1,8
20 —	1,2	1,1	1,3
21 ans et plus...	7,7	7,6	7,7
Total.....	100,0	100,0	100,0

**B) Statistiques de
1931.**

Pour faire ressortir la tendance de l'évolution du divorce en fonction de la durée du mariage, nous avons donné dans le tableau 5 les chiffres comparatifs pour 1931 (2). Au cours de cette année, 28,5 % de tous les divorces furent accordés à des couples mariés depuis moins de quatre ans, 36,3 % survinrent dans les cinq premières années de vie conjugale, 49,7 %, soit près de la moitié, dans les sept premières années et 64,8 % dans les dix premières années. En général, plus un mariage dure, moins il est probable qu'il sera dissous par divorce. La faible proportion de divorces survenus dans les deux premières années de vie conjugale n'indique pas que le désir de divorcer soit faible pendant cette période ; il faut l'attribuer au fait que la procédure habituelle des tribunaux en matière de divorce exige un certain temps, et que, dans différentes législations, l'abandon de domicile, ainsi que certaines autres causes, doit avoir une durée notable avant de pouvoir être considéré comme motif légal de divorce.

**C) Comparaisons
entre 1867 et 1931.**

Dans l'ensemble, la proportion des divorces survenus dans les premières années du mariage a augmenté depuis la Guerre Civile. En effet, en 1867, 25,7 % des divorces concernaient des couples dont la vie conjugale avait duré moins de quatre ans, tandis qu'en 1931, le chiffre correspondant atteignait 28,5 %. De même, pour les divorces prononcés avant cinq ans de mariage, les chiffres correspondants étaient de 36,3 % en 1931 contre 33,6 % en 1867. La réduction de la durée des ménages qui se termi-

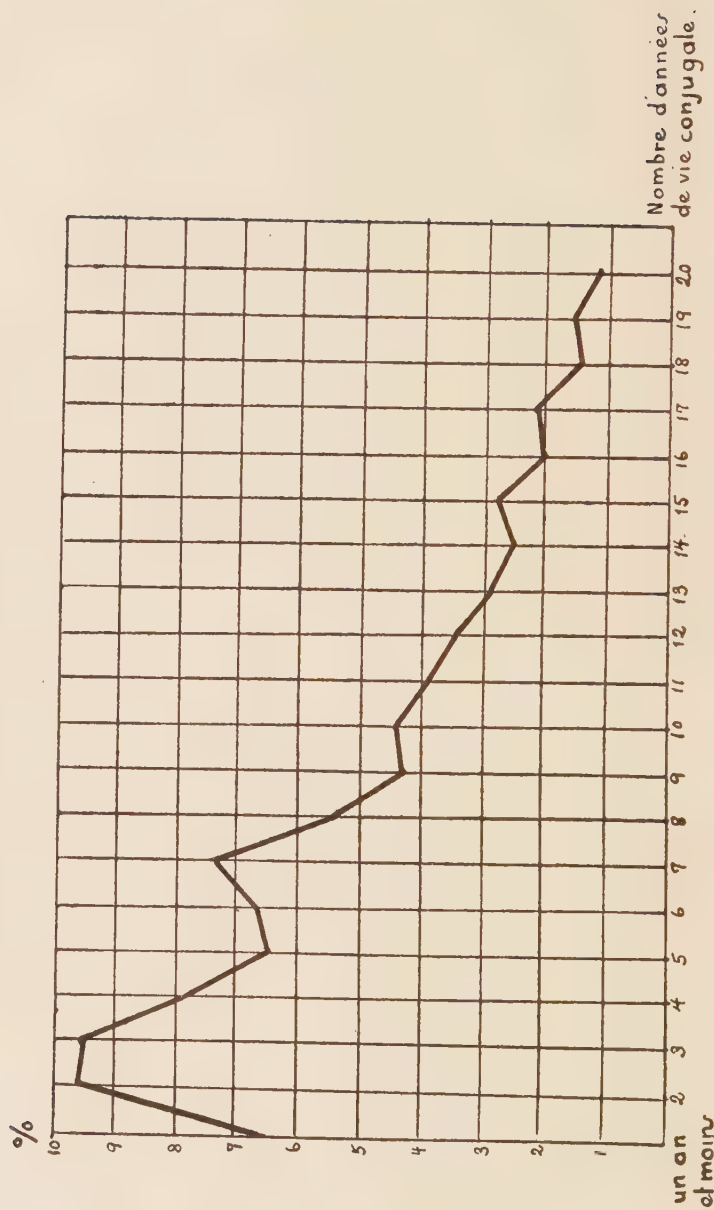
(2) *Marriage & Divorce*, 1931, *op. cit.*, pp. 30/44.

Tableau 5

*Répartition centésimale, en fonction de la durée
du mariage, des divorces accordés en 1931*

NOMBRE D'ANNÉES DE VIE CONJUGALE	POURCENTAGE GLOBAL	DIVORCES ACCORDÉS	DIVORCES ACCORDÉS
		AU MARI	A LA FEMME
moins d'un an ..	4,2	4,2	4,2
1 an	7,6	6,9	7,9
2 ans	8,4	8,0	8,6
3 —	8,3	8,0	8,3
4 —	7,8	7,5	7,9
5 —	7,0	7,0	7,0
6 —	6,4	6,5	6,4
7 —	5,8	5,7	5,8
8 —	4,9	5,0	4,9
9 —	4,4	4,5	4,3
10 —	4,4	4,5	4,4
11 —	4,1	4,3	4,1
12 —	2,9	3,1	2,8
13 —	2,7	2,7	2,7
14 —	2,4	2,4	2,5
15 —	2,0	1,9	2,0
16 —	1,7	1,8	1,7
17 —	1,7	1,8	1,7
18 —	1,6	1,6	1,6
19 —	1,4	1,4	1,4
20 —	1,3	1,4	1,3
21 —	1,1	1,2	1,1
22 —	1,0	1,0	0,9
23 —	0,9	0,9	0,9
24 —	0,8	0,9	0,8
25 —	0,7	0,8	0,7
26 —	0,6	0,7	0,6
27 —	0,6	0,6	0,6
28 —	0,5	0,5	0,4
29 —	0,4	0,5	0,4
30 ans et plus...	2,2	2,7	2,0
Total....	100,0	100,0	100,0

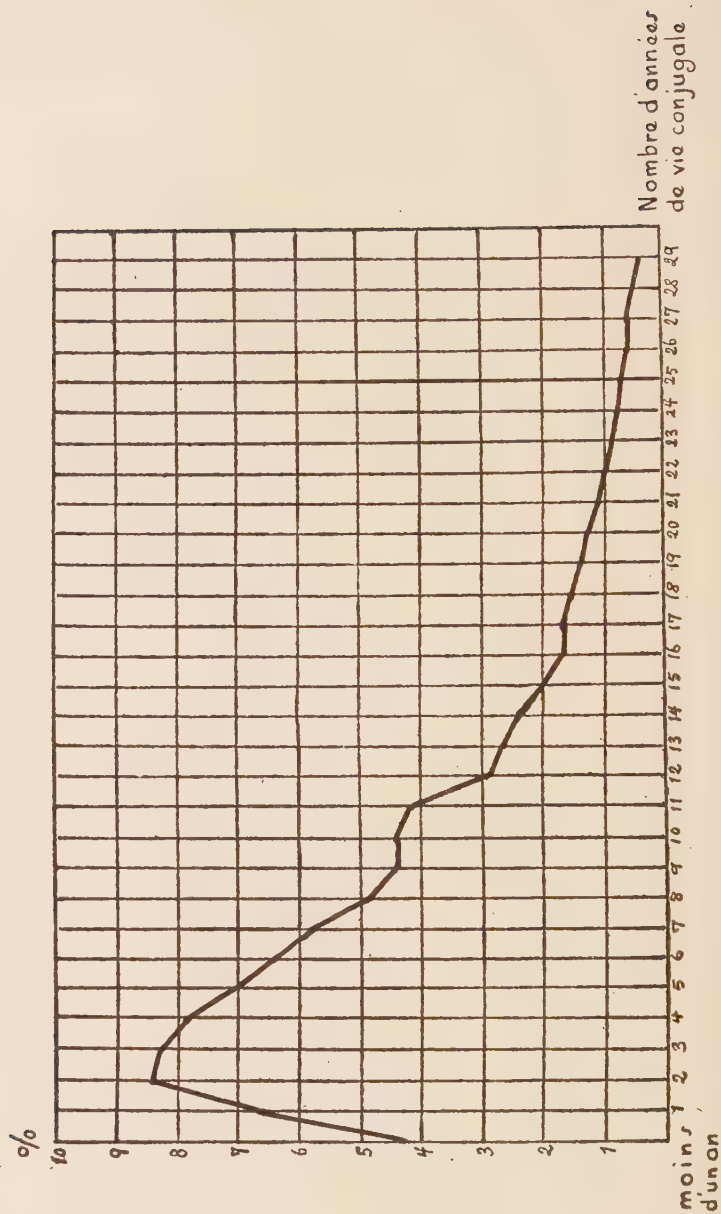
GRAPHIQUE V
Répartition centésimale, en fonction de la durée du mariage,
des divorces accordés en 1867



nent par un divorce peut indiquer l'impatience croissante de la part des candidats au divorce.

Ce qui est particulièrement sensible dans les changements touchant la proportion de divorces accordés dans les différentes périodes de la vie conjugale, c'est qu'en 1867 le nombre des divorces accordés dans la catégorie « un an et moins » ne s'élevait qu'à 6,6 %, tandis qu'en 1931, le nombre des divorces cumulés des catégories « moins d'un an » et « un an » atteignait 11,8 %. Cette divergence considérable peut, naturellement s'expliquer par le désir croissant de divorcer dans la première ou les deux premières années de vie conjugale, manifesté par les couples de notre époque, mais elle résulte aussi, tout au moins en partie, de la différence dans les méthodes de classement appliquées à la durée du mariage. D'après le rapport fédéral sur « Marriage & Divorce », la catégorie « un an » de 1867 avait un développement moindre que celle de 1931 et de nombreux mariages qui, en 1867, auraient été considérés comme ayant duré deux ans furent classés en 1931 dans la catégorie « un an ». En conséquence, la proportion de divorces classés dans la catégorie « un an ou au-dessous » en 1867 ne peut guère se comparer à celle des deux catégories cumulées « moins d'un an » et « un an » de 1931. Pour les catégories au-dessus d'un an, la classification n'a probablement pas varié suffisamment d'une étude à l'autre pour que l'on ne puisse confronter les statistiques. Les graphiques 5 et 6 représentent la répartition centésimale, en fonction de la durée du mariage, des divorces accordés respectivement en 1867 et en 1931.

GRAPHIQUE VI
Répartition centésimale, en fonction de la durée du mariage,
des divorces accordés en 1951



Aucune différence marquée touchant la durée des mariages dissous par divorce n'apparaît entre les cas où la demande a été présentée par le mari et ceux où l'initiative est venue de la femme. La répartition des deux catégories par durée est d'une similitude frappante.

D) Divorces demandés respectivement par le mari et par la femme.

II. — EXPLICATION DE LA FORTE PROBABILITÉ DE DIVORCE DANS LES PREMIÈRES ANNÉES DE VIE CONJUGALE

Les raisons pour lesquelles il est plus probable que les gens demanderont le divorce dans les premières années de vie conjugale sont complexes, mais peuvent s'expliquer de la façon suivante. C'est évidemment dans les premières années de mariage que les différences de tempérament et d'opinion se manifestent, et ces divergences, si elles deviennent intolérables, aboutissent au divorce. Au bout de quelques années, la communauté d'intérêts et d'occupations tend à prévenir le divorce et à mesure que les conjoints vieillissent ils mettent moins d'âpreté à défendre leurs intérêts. On peut admettre que les mariages qui ont duré plus de dix ans représentent un état d'arrangement amiable sur la base d'intérêts communs. Il se peut également, d'autre part, que les époux qui ont consenti à subir pendant dix ans et plus une union malheureuse soient tellement habitués à leurs peines et désespèrent à ce point de trouver une situation plus convenable qu'ils abandonnent simplement la lutte et se résignent à leur infortune (3).

A) Raisons psychologiques.

(3) Ruth REED, *op. cit.*, p. 153.

Ce qui se produit apparemment dans la plupart des cas, c'est que la passion domine les jeunes gens jusqu'à ce que les enfants grandissent ; à ce moment ils sont tellement accoutumés à la vie qu'ils se sont faite que le moindre changement leur serait fort incommode, sinon d'une difficulté insurmontable ; et au surplus ils ont passé l'âge et l'état où ils peuvent prétendre à beaucoup de séduction. Ils tiennent l'un à l'autre par inertie et parce que le changement serait vraisemblablement défavorable. Si ce sont des gens normalement aimables, ils auront probablement de bonnes raisons, indépendamment de l'habitude, d'être plus ou moins épris l'un de l'autre. Des relations prolongées avec une personne convenable suffisent chez la plupart d'entre nous pour faire naître une douce affection. Mais il convient peut-être de faire remarquer aux jeunes gens que le mariage, même le plus romantique, a ses aspects sociaux, qu'à mesure que les années s'écouleront, ils se trouveront, non seulement de simples amoureux, mais maîtres de maison, parents, et membres d'un groupe social et que ces autres relations comportent des plaisirs aussi bien que des responsabilités (4). On peut faire remarquer encore que les jeunes gens sont plus sensibles aux influences extérieures, et, si ces influences sont puissantes, le divorce s'ensuivra. Au contraire, lorsqu'il s'agit de personnes plus âgées, les habitudes et les caractères sont relativement fixés et les influences extérieures ont moins de prise sur eux.

(4) Katharine FULLERTON GEROULD, « Romantic Divorce », *Scribner's Magazine*, November, 1930, p. 490.

Il convient d'attirer l'attention sur le fait qu'en raison des décès et des divorces antérieurs, le nombre des mariages existants va en diminuant dans chaque catégorie chronologique. Autrement dit, au point de vue de la durée, les mariages existants peuvent être considérés comme constituant une pyramide dont la base est représentée par les mariages nouvellement célébrés et le sommet par les plus anciens mariages subsistants. Il en résulte que si la tendance au divorce était la même à toutes les périodes de la vie conjugale, le nombre des divorces dans chacune des catégories successives serait, malgré tout, plus faible que dans la catégorie précédente. Les divorces se représenteraient également par une pyramide.

B) Raisons techniques.

Un autre fait important à retenir est qu'en général le nombre de mariages célébrés a augmenté chaque année avec l'accroissement de la population. Par là même, indépendamment de l'action de la mort et des divorces, le nombre des mariages de faible durée, qui sont les mariages récents, excéderait celui des mariages ayant déjà duré longtemps, qui sont des mariages plus anciens. Autrement dit, les mariages récents sont plus nombreux que les anciens, non seulement parce qu'ils ont été moins décimés par la mort et les divorces, mais encore parce qu'ils étaient plus nombreux dès l'origine. L'accroissement général d'année en année du nombre de mariages célébrés modifie sérieusement l'utilisation que l'on peut faire des chiffres donnés plus haut pour la durée du mariage en tant qu'indication de l'époque à laquelle le

divorce a le plus de chances de se produire dans l'histoire d'un mariage donné quelconque, car ils exagèrent les chances apparentes de divorce dans les premières années de mariage et sous-estiment les probabilités des années ultérieures.

CHAPITRE VII

MOTIFS DE DIVORCE

SOMMAIRE

I. STATISTIQUES DES MOTIFS DE DIVORCE INVOQUÉS.

- A) Répartition, par motifs, des divorces accordés en 1867.
- B) Répartition, par motifs, des divorces accordés en 1931.
- C) Comparaison des répartitions, par motifs, des divorces accordés en 1867 et en 1931.

II. EXPLICATIONS RELATIVES AUX MOTIFS DE DIVORCE INVOQUÉS.

- A) Causes de la différence dans la répartition, par motifs, des divorces.
 - B) Causes du changement dans la répartition des divorces par motifs, de 1867 à 1931.
 - C) Motifs invoqués et causes réelles de divorce.
-

L'extension du divorce aux Etats-Unis conduit tout naturellement à étudier les motifs pour lesquels les

mariages sont dissous. A cet effet, nous examinerons tout d'abord les statistiques des motifs invoqués, ensuite nous expliquerons pourquoi il existe une différence considérable dans les proportions de divorces accordés pour les différents motifs légaux et enfin nous rechercherons dans quelle mesure les motifs invoqués peuvent être considérés comme les causes réelles.

I. — STATISTIQUES DES MOTIFS DE DIVORCE INVOQUÉS (1)

A) Répartition, par motifs, des divorces prononcés en 1867.

Les divorces accordés en 1867 se répartissaient, d'après les motifs légaux, comme l'indique le tableau 6. Le grief le plus fréquent était l'abandon de domicile, qui déterminait 34,2 %, soit plus d'un tiers du total des divorces accordés cette année-là. Ensuite venait l'adultère qui représentait 28,5 % du total. La cruauté occupait le troisième rang avec 11,4 %. L'ivresse et l'abandon de famille se classaient respectivement en quatrième et cinquième lignes. 13,3 % de tous les jugements étaient signalés comme accordés pour des groupements de plusieurs de ces cinq motifs. Les divorces prononcés pour tous les autres motifs étaient en nombre insignifiant, puisqu'ils représentaient seulement 8,3 % de ce total. On voit immédiatement que les trois quarts — exactement 74,1 % — de tous les divorces résultaient de trois motifs, pris

(1) Les renseignements statistiques sont tirés des sources suivantes :
Pour 1867, voir *Marriage & Divorce*, 1867-1886, *op. cit.*, pp. 818-819.

Pour 1931, voir *Marriage & Divorce*, 1931, *op. cit.*, p. 18.

isolément : désertion, adultère et cruauté, et que les cinq arguments : désertion, adultère, cruauté, ivresse et abandon de famille répondaient au total de plus des 9/10 de tous les mariages terminés par un divorce en 1867.

Si nous considérons maintenant les divorces accordés respectivement à chaque partie, nous constatons que certains motifs étaient plus volontiers invoqués par le mari, et certains autres par la femme. Dans les divorces prononcés à la demande du mari, l'adultère était le motif le plus fréquent : il représentait 42,5 % de tous les cas ; venait ensuite l'abandon de domicile avec 36,5 %. Pour ceux demandés par la femme, l'ordre était renversé : le motif principal était l'abandon de domicile, avec 32,7 % des cas, suivi par l'adultère avec 19,8 %. La cruauté et l'ivresse étaient plus fréquemment invoquées par la femme que par le mari, et tous les jugements pour abandon de famille avaient été prononcés à la demande de la femme.

A titre de comparaison, nous avons donné dans le tableau 7 les chiffres correspondants de 1931. Le motif le plus fréquemment utilisé seul était la cruauté, qui occasionnait 42,4 %, soit plus des 2/5 des divorces. Le suivant était l'abandon de domicile, qui formait 27,9 % du total. L'adultère, avec 7,5 %, venait au troisième rang par ordre de fréquence. L'abandon de famille et l'ivresse étaient classés respectivement quatrième et cinquième. 8 % de tous les divorces étaient signalés comme accordés pour des groupes de plusieurs des cinq motifs pré-

B) Répartition, par motifs, des divorces prononcés en 1931.

Tableau 6
Répartition centésimale, par motifs
des divorces prononcés en 1867

	POURCENTAGE	DIVORCES ACCORDÉS	DIVORCES ACCORDÉS
	GLOBAL	AU MARI	A LA FEMME
Adultère	28,5	42,5	19,8
Cruauté	11,4	3,7	16,2
Abandon de domicile	34,2	36,5	32,7
Ivresse	2,9	1,0	4,1
Abandon de famille	1,4	0	2,3
Groupes de plusieurs des motifs précé-			
dents	13,3	7,4	17,0
Autres motifs	8,3	8,9	7,9
Total	100,0	100,0	100,0

Tableau 7
Répartition centésimale, par motifs, des divorces
prononcés en 1931

	POURCENTAGE	DIVORCES ACCORDÉS	DIVORCES ACCORDÉS
	GLOBAL	AU MARI	A LA FEMME
Adultère	7,5	10,8	6,3
Cruauté	42,4	35,0	45,1
Abandon de domicile	27,9	41,9	22,7
Ivresse	1,5	0,4	2,0
Abandon de famille	4,1	0	5,6
Groupes de plusieurs des motifs précé-			
dents	8,0	3,9	9,5
Autres motifs	8,6	7,9	8,9
Total	100,0	100,0	100,0

cédents, tandis que 8,6 % étaient dus à d'autres griefs moins importants. On voit immédiatement qu'un peu moins des quatre cinquièmes — exactement 77,8 % — de tous les divorces accordés en 1931 l'ont été pour les trois griefs de cruauté, abandon de domicile et adultère. Les cinq motifs, savoir : cruauté, abandon de domicile, adultère, abandon de famille et ivresse ont provoqué un total de 91,4 % de tous les divorces prononcés en 1931.

Dans les divorces demandés par le mari, l'abandon de domicile était le motif le plus fréquent : il représentait 41,9 % de tous les cas, et la cruauté, avec 35 % venait au second rang. Pour ceux demandés par la femme, la cruauté — 45,1 % de tous les cas — était le motif principal, suivi par l'abandon de domicile, avec 22,7 %. Le pourcentage des divorces accordés au mari pour adultère fut près de deux fois celui des divorces accordés à la femme pour le même motif. Les divorces pour ivresse furent surtout prononcés à la demande de la femme, et ceux pour abandon de famille furent tous accordés à la femme.

Entre 1867 et 1931, il faut constater certains changements dans la répartition des divorces par motifs. On voit immédiatement que le pourcentage des divorces accordés pour les cinq griefs principaux (adultère, abandon de domicile, cruauté, ivresse et abandon de famille) n'a dans l'ensemble subi que des modifications insignifiantes au cours des trois dernières générations, car ces motifs représentent encore au total plus des neuf dixiè-

**C) Comparaison
des répartitions,
par motifs, des
divorces accor-
dés en 1867 et en
1931.**

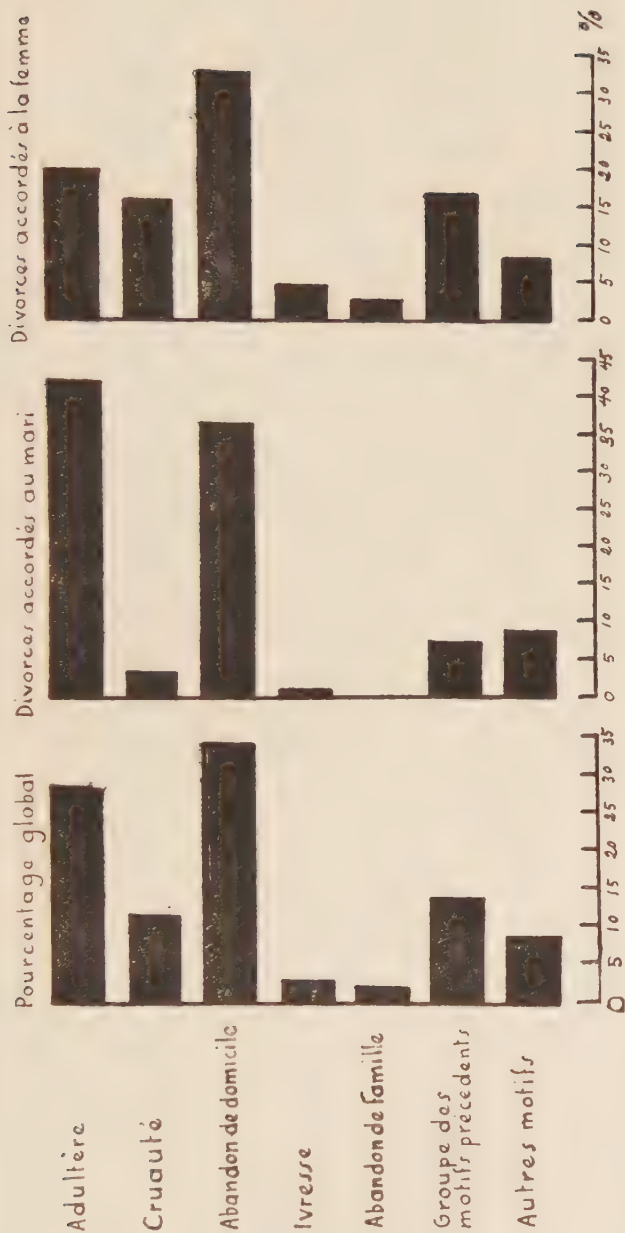
mes des divorces accordés en 1931, tout comme en 1867. Mais lorsqu'on considère ces motifs individuellement, la situation change du tout au tout. Les principales modifications portent sur les motifs d'adultère et de cruauté. L'adultère est quatre fois moins fréquent, tandis que la cruauté l'est quatre fois plus. En effet, l'adultère représente seulement 7,5 % du nombre total des divorces prononcés en 1931, contre 28,5 en 1867 ; la cruauté, par contre, a été invoquée dans 42,4 % des cas en 1931, contre 11,4 % en 1867.

De plus, parmi les divorces accordés au mari, le motif le plus important en 1867 était l'adultère, et l'abandon de domicile venait en second rang ; en 1931, au contraire, le motif le plus fréquent était l'abandon de domicile, et le suivant, la cruauté. Parmi les divorces accordés à la femme, le motif le plus fréquemment invoqué en 1867 était l'abandon de domicile, et l'adultère en second lieu ; en 1931, la cruauté constituait le pourcentage le plus élevé, et l'abandon de domicile venait en seconde ligne.

Par ailleurs, le taux d'accroissement pour la cruauté a été beaucoup plus considérable dans le cas des divorces accordés au mari que pour ceux prononcés à la requête de la femme. En ce qui concerne l'abandon de domicile, il est devenu plus fréquent dans les divorces demandés par le mari, et plus rare dans ceux demandés par la femme. Les graphiques 7 et 8 représentent la répartition, par motifs, des divorces prononcés respectivement en 1867 et en 1931.

GRAPHIQUE VII

Répartition, par motifs, des divorces prononcés en 1867



II. — EXPLICATIONS RELATIVES AUX MOTIFS DE DIVORCES INVOQUÉS

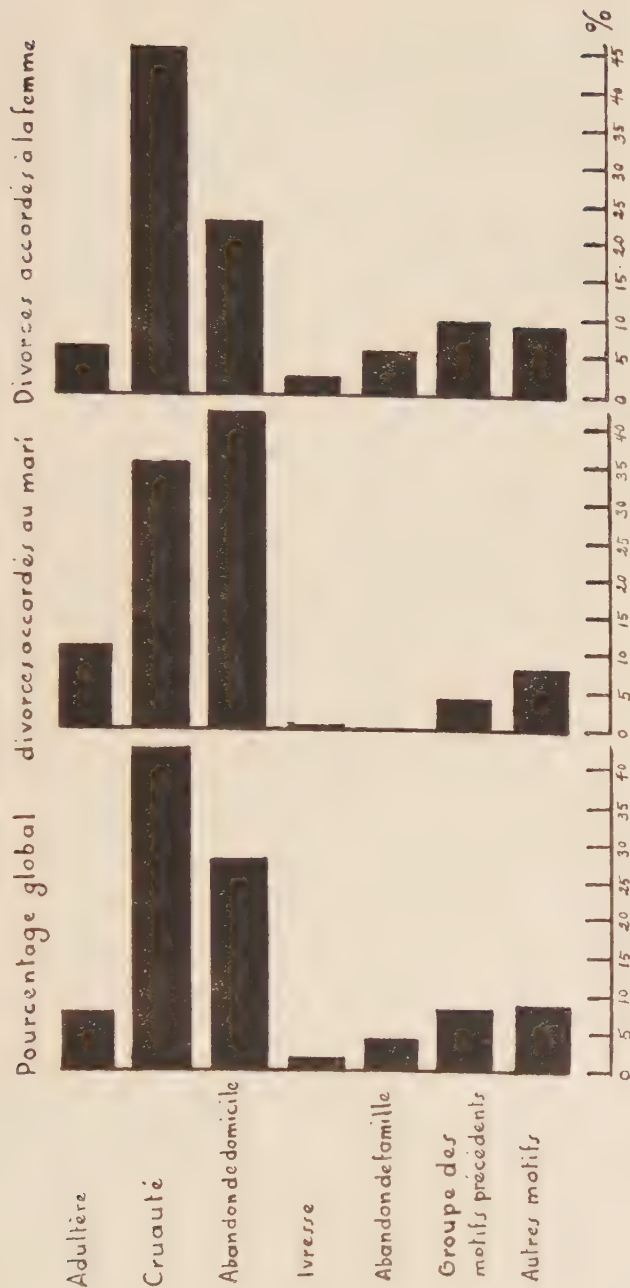
A) Causes de la différence dans la répartition, par motifs, des divorces.

En présence de l'amplitude des variations dans la répartition entre les divers motifs légaux des divorces, on se trouve évidemment amené à se demander pourquoi certains arguments sont plus fréquemment invoqués que d'autres. Pourquoi, par exemple, sur des dizaines de motifs légaux reconnus par les Etats, il en est trois : adultère, cruauté et désertion, qui à eux seuls provoquent la grande majorité des divorces prononcés aux Etats-Unis. La réponse paraît simple et immédiate : c'est que certains motifs sont reconnus par un plus grand nombre d'Etats que d'autres. Presque toutes les législations, en effet, autorisent le divorce pour adultère, cruauté et désertion, et, comme les jugements ne peuvent être prononcés qu'en vertu de motifs légalement reconnus, il est tout naturel que ces trois griefs se trouvent à la base de la grande majorité des divorces accordés. Il convient de dire aussi que ce sont tous les motifs graves, que le conjoint lésé tolère avec le moins de patience, et qui, par suite, sont plus susceptibles d'aboutir au divorce. Les autres motifs ne sont pas aussi généralement reconnus ; ils sont également moins sérieux ; il est donc logique qu'ils ne déterminent qu'une proportion insignifiante des jugements rendus.

Une explication de ce genre pourrait peut-être suffire à l'étudiant moyen pour éclairer la situation. Mais, pour celui qui réfléchit, elle est loin d'être satisfaisante, car il

GRAPHIQUE VIII

Répartition, par motifs, des divorces prononcés en 1931



pourrait se demander pourquoi l'on accorde plus de divorces aujourd'hui pour cruauté que pour adultère (cet argument étant basé sur les statistiques de 1931, évidemment), alors que ce dernier motif est encore plus généralement reconnu que le premier. L'objection est très forte au point de vue technique, mais on n'y peut apporter aucune réponse technique. Il faut bien se dire que les gens peuvent ne pas commettre telle ou telle mauvaise action reconnue comme motif légal de divorce, ou encore que, s'ils la commettent, le conjoint lésé peut ne pas s'en prévaloir. Par exemple, lorsque l'adultère et la cruauté sont tous deux reconnus dans un même Etat, il se peut que les gens soient cruels plus souvent qu'adultères, et par conséquent plus de divorces seront accordés pour cruauté que pour adultère ; ou bien encore les gens seront plus disposés à tolérer l'adultère que la cruauté alors que tous deux seront commis, ou enfin, si une personne commet les deux, celle qui demande le divorce pourra invoquer la cruauté plutôt que l'adultère qui est généralement considéré comme infamant. De plus, le terme « cruauté » est assez ambigu, et il est utilisé actuellement par de nombreuses personnes pour désigner toute une variété de difficultés conjugales. Nous reviendrons plus en détail sur ce point.

Si l'adultère est le prétexte d'une proportion de divorces plus grande au profit du mari qu'au profit de la femme, il n'en faut pas conclure que les femmes sont plus infidèles que les hommes. Il est même possible que les hommes soient moins fidèles que les femmes. Mais si les hommes invoquent plus souvent l'adultère, proportion-

nellement, c'est sans doute que le mari se trouve là sur le terrain le plus solide, car les probabilités pour l'octroi du divorce dans ces conjonctures sont très fortes. L'imputation est tout particulièrement avantageuse pour le mari, en vertu de l'argument biologique, qui est toujours très en faveur dans l'esprit public (2). Bien que la loi ne fasse aucune différence entre les sexes à cet égard, il est incontestable que le sentiment public condamne la femme plus fortement que l'homme. Il est possible que les tribunaux s'en trouvent influencés. Il est probable aussi que l'homme peut obtenir le divorce plus facilement du fait de l'abandon de domicile : c'est pourquoi il invoque fréquemment cet argument.

Le taux extraordinaire de divorces accordés à la femme sur l'accusation de cruauté est dû au fait que les femmes peuvent obtenir le divorce plus facilement que les hommes pour ce motif, et par suite l'emploient plus souvent (3). L'ivresse est plus fréquente chez les hommes que chez les femmes, c'est pourquoi les femmes l'invoquent plus souvent que les hommes. Il est clair que les divorces pour abandon de famille doivent être accordés à la demande de la femme, car il est rare que la loi autorise le mari à engager une instance pour ce motif.

De l'accroissement considérable dans la proportion de divorces accordés pour cruauté, ainsi que de la diminution correspondante de la proportion de ceux accordés

B) Causes du changement dans la répartition des divorces, par motifs, de 1867 à 1931.

(2) Ruth REED, *op. cit.*, p. 153.

(3) *Ibid.*, p. 153.

pour adultère, de 1867 à 1931, il ne faut pas conclure que la législation est devenue beaucoup plus sévère touchant l'adultère, ou encore qu'elle a été fortement adoucie en ce qui concerne la cruauté ; cela n'indique pas non plus que les gens soient beaucoup plus cruels, mais moins adultères aujourd'hui. C'est bien plutôt que le terme de « cruauté » est utilisé à présent pour désigner toute une série de difficultés conjugales, en dissimulant les causes considérées comme infamantes ou qui portent atteinte à l'amour-propre du plaignant (4). De plus, le terme de cruauté est interprété par les tribunaux d'une façon très élastique ; dans bien des cas il équivaut à l'incompatibilité d'humeur (5). La cruauté est le plus souple de tous les motifs : c'est un terme qui embrasse à peu près tout, depuis les brutalités constantes, mettant en danger la vie de la victime, jusqu'à la dureté des manières ou des gestes, ou un traitement entraînant l'indignité du mari ou de la femme. Il n'est pas rare que ce mot signifie tout simplement que le mari et la femme ne s'aiment pas et qu'ils seraient plus heureux s'ils pouvaient dissoudre une union malheureuse (6).

L'accroissement de la proportion de divorces accordés au mari pour abandon de domicile résulte de l'indépendance économique croissante des femmes qui est devenue si grande dans la présente génération et qui

(4) *Encyclopedia of the Social Sciences*, op. cit., p. 182.

(5) John A. RYAN, op. cit., p. 298.

(6) « American Divorce Rate still Increasing », *The World's Work*, July, 1919, p. 247.

a influencé la nouvelle psychologie féminine d'une façon si décisive (7). Autrement dit, une plus grande indépendance économique rend les femmes plus libres de quitter leurs foyers et c'est pourquoi il est accordé une proportion croissante de divorces au mari pour abandon de domicile par la femme.

Les statistiques relatives aux causes de divorce sont basées sur les motifs légaux tels qu'ils figurent aux registres des tribunaux. Mais les motifs légaux peuvent fort bien ne pas être les vraies causes déterminantes de l'action en divorce. Lorsque le mari et la femme désirent tous deux divorcer, il est probable que la véritable cause de la séparation n'est pas celle invoquée au cours de la procédure. Il se peut aussi que la véritable cause ne soit pas légalement reconnue dans l'Etat où se produit l'action judiciaire. Par exemple, l'abandon de famille n'est pas considéré comme un motif de divorce dans tous les Etats. Dans certains, les procès intentés surtout pour cette raison se terminent par un jugement rendu pour cruauté, dans d'autres, il est question d'abandon de domicile ; dans trois Etats au moins, le grief retenu est celui de négligence grave de ses devoirs, tandis que dans d'autres encore le mari est déclaré vagabond aux yeux de la loi, et le divorce est prononcé du chef de vagabondage (8).

**C) Motifs invoqués
et causes réelles.**

(7) V. F. CALVERTON, *The Bankruptcy of Marriage*, The Macaulay Co, New York, 1928, pp. 75-76.

(8) *Marriage & Divorce*, *op. cit.*, p. 19.

En outre, le conjoint qui désire divorcer peut faire valoir un faux motif, ou bien commettre ou faire commettre à la partie adverse tel ou tel délit statutaire afin de remplir les exigences légales. Par exemple : « Une femme va demander conseil à son avocat sur la façon dont elle doit procéder pour obtenir le divorce. L'avocat, après une enquête approfondie sur sa vie conjugale ne trouve rien qui prouve que son mari ait eu une conduite scandaleuse en compagnie d'une autre femme, ni qu'il lui soit arrivé d'être ivre, ni qu'il ait négligé de subvenir aux besoins de sa femme, ou qu'il l'ait quittée, ou même frappée ou maltraitée. Il a tout simplement cessé de l'aimer, et, par ses critiques continuelles, ses reproches, et sa mauvaise humeur, lui rend la vie insupportable. La désaffection et la mauvaise humeur ne sont pas des motifs légaux dans cet Etat, mais l'extrême cruauté en est un. Que fait alors l'avocat ? Il introduit une instance en divorce du chef d'extrême cruauté. Ni lui, ni les témoins qui viennent déposer, ni le juge qui accorde le divorce, ne croient que l'extrême cruauté soit la cause fondamentale de l'effondrement de ce mariage » (9). Si l'on en croit le juge Harry A. Lewis, de 50 à 60 % de tous les jugements prononcés à Chicago sont obtenus pour le motif de cruauté faussement invoqué (10).

Ce n'est pas tout : le conjoint désireux de divorcer peut

(9) Carrington T. MARSHALL, « New Divorce Courts for Old », *Scribner's Magazine*, September, 1929, p. 251.

(10) Dorothy DUNBAR BROMLEY, « Civilized Divorce », *The Nation*, May 22, 1929, p. 608.

lui-même commettre intentionnellement un délit statutaire. Le mari « peut, par exemple, laisser dans une poche une lettre bien apparente, adressée à une femme à qui il donne rendez-vous tel ou tel soir à tel ou tel hôtel. Sa femme la trouve, prend note des faits et envoie des détectives pour surprendre le couple en flagrant délit. Par la suite, elle porte le témoignage à un avocat qui, s'il n'est pas extrêmement scrupuleux, introduit l'instance sans trop se renseigner sur les méthodes par lesquelles elle s'est procuré l'information. Dans les délais voulus, l'affaire vient à l'audience parmi tant d'autres d'un rôle chargé ; la demanderesse dépose sa plainte formelle en répondant à une série de questions conventionnelles qui lui sont posées par son avocat, et en jurant qu'elle n'était pas de connivence avec son mari pour demander le divorce ; les détectives débitent leur témoignage, le mari ne se montre pas ; l'avocat de la demanderesse introduit une demande de pension alimentaire et de remboursement de frais d'honoraires, et le juge ne peut que prononcer le divorce puisque l'avocat lui a présenté une affaire techniquement parfaite » (11). Des cas de ce genre ont les plus grandes chances de se présenter dans l'Etat de New York, où le divorce ne peut être prononcé que pour adultère.

Celui des époux qui désire le divorce peut encore inciter l'autre à commettre un délit légalement reconnu. Dans l'Etat de New York, où le seul motif légal de divorce est l'adultère, « il est arrivé plus d'une fois qu'une

(11) Stephen EWING, *op. cit.*, p. 157.

femme, poussée au désespoir par la dureté cruelle de son mari, ait payé une femme de mauvaise vie pour qu'elle sollicite les caresses de celui-ci ; à ce moment survient un témoin opportun qui les surprend en flagrant délit » (12). On a dit spirituellement et judicieusement que dans l'Etat de New York il y a deux causes de divorce : l'adultère et le parjure.

Nous pouvons donc facilement voir qu'une analyse adéquate des facteurs déterminants du divorce doit aboutir à reconnaître que les motifs allégués dans un grand nombre de procès ne sont pas les raisons réelles. Les candidats au divorce invoquent le motif nécessaire ou le plus vraisemblable. Le Professeur Willcox observe que « le procès plaidé dévoile rarement les mobiles qui ont conduit à introduire l'instance. Il est déterminé par la loi plutôt que par l'état d'esprit des parties, et, en ce qui concerne les individus, le prétexte invoqué est donc un manteau plutôt qu'un indice ou une révélation. De plus les motifs qui ont été introduits dans la loi par les législatures des divers Etats sont l'expression même des revendications admises par le jugement social des différentes collectivités » (13).

Malheureusement nous ne disposons pas de données sûres touchant les causes profondes des divorces lorsqu'elles diffèrent des motifs indiqués dans les registres

(12) LAWYER, *The Laws of American Divorce*, Mitchell Kennerley, New York & London, 1912, p. 85.

(13) Walter F. WILLCOX, « Divorce in the United States », *op. cit.*, p. 459.

des tribunaux, et leur nature doit immédiatement faire comprendre qu'il soit impossible d'obtenir ces renseignements qui eussent fourni les éléments d'une meilleure compréhension du problème.

CHAPITRE VIII

LÉGISLATION DU DIVORCE

SOMMAIRE

I. CHANGEMENTS DANS LES LOIS SUR LE DIVORCE.

- A) Première période : 1867-1886.
- B) Seconde période : 1887-1906.
- C) Troisième période : 1906-1931.
- D) Conclusions pour toute la période 1867-1931.

II. ABRÉGÉ DES LOIS SUR LE DIVORCE.

On s'imagine généralement que l'indulgence des lois est responsable, au moins partiellement, de la progression du taux des divorces aux Etats-Unis. Sans mettre en doute la validité de cette opinion, nous nous proposerons dans ce chapitre d'examiner si les changements dans les lois ont été dirigés vers une indulgence plus grande, de façon à constituer une cause substantielle d'accroissement du divorce depuis les années qui ont suivi la Guerre Civile. Nous présenterons également un abrégé

gé des lois sur le divorce afin de faire ressortir le statut légal général du problème.

I. — CHANGEMENTS DANS LES LOIS SUR LE DIVORCE

Aux Etats-Unis, toute la question du divorce est de la compétence des Etats. Le Gouvernement Fédéral ne possède aucune autorité sur ce point. Il existe 48 statuts différents pour les Etats, plus le code fédéral pour le District de Colombie. A l'exception de la Caroline du Sud, tous les Etats autorisent le divorce. De là la complexité et l'antagonisme des lois qui rendent une telle étude difficile. Une discussion complète des mesures législatives touchant le divorce prises dans les différents Etats depuis la Guerre Civile n'exigerait sans doute pas moins d'un volume spécial. Et d'ailleurs cette étude ne serait pas très profitable, car certaines modifications, comme, par exemple, le changement de nom après divorce, la légitimation ou la garde des enfants, etc. ont un caractère technique qui peut influencer peu ou pas sur le taux des divorces. Pour cette raison, notre étude doit être simplifiée de manière à porter sur les faits qui sont généralement considérés comme susceptibles d'exercer une influence sur le taux du divorce. Par suite, les motifs de divorce, le délai de résidence exigé pour intenter une action et les stipulations relatives au remariage des personnes divorcées sont les dispositions légales les plus importantes dans lesquelles on peut noter des changements.

Pour plus de clarté, nous diviserons notre étude en trois périodes. La première s'étend des années 1867 à 1886, la seconde de 1887 à 1906, et la troisième de 1906 à 1931. Nous attirons en passant l'attention sur le fait que les mesures législatives qui pourraient avoir été prises au cours d'une période, mais n'auraient pas conservé leur valeur légale à la fin de cette période seront négligées. Notre intention est de comparer les lois sur les divorces dans les différents Etats de l'Union, en vigueur au début d'une certaine période, avec celles valables à la fin de celle-ci, en vue de déterminer si les modifications législatives peuvent avoir constitué une cause notable d'accroissement du divorce pendant ce temps.

A) Première période : 1867-1886.

Pendant la période de 1867 à 1886, douze Etats ont apporté des changements notables à leurs lois sur les divorces. Certains de ces changements étaient restrictifs, les autres libéraux. Les mesures restrictives comprenaient : un cas de limitation des possibilités de remariage des personnes divorcées, deux cas de prolongation de la durée préalable d'une certaine cause pour permettre d'intenter l'action, trois cas d'extension des conditions de résidence préalables du demandeur et quatre cas de suppression de la clause omnibus, autrement dit des motifs laissés à la discrétion du juge. Les mesures libérales consistaient en quatre cas de réduction de la durée d'existence d'une certaine cause pour permettre d'engager l'instance, ainsi que l'addition de six nouveaux motifs (1). Les restrictions et les facilités pouvaient donc

(1) *Marriage & Divorce, 1867-1886, op. cit., pp. 150-157.*

largement se balancer réciproquement, et, dans l'ensemble, les lois sur le divorce des différents Etats restèrent presque inchangées tout au long de la période. Et cependant, le taux des divorces par 100.000 habitants est passé de 27 en 1867 à 44 en 1886 (2). Il est évident que les causes déterminantes de cet accroissement doivent être recherchées en dehors de la législation.

A la suite de la publication du premier rapport sur le mariage et le divorce, la majorité des Etats modifia les codes de divorce durant la période 1887-1906. Ces modifications furent nombreuses, mais le nombre des restrictions dépassa de beaucoup celui des facilités. Les restrictions consistaient surtout en obstacles apportés au remariage des divorcés et en allongements des délais de résidence préalable exigés pour que l'action soit recevable. Les facilités consistèrent surtout dans la création de nouveaux motifs de divorce (3). La conclusion est que la législation du divorce dans l'ensemble des différents Etats a été orientée au cours de cette période de vingt ans vers une sévérité croissante, et qu'elle ne saurait être rendue responsable de l'accroissement du divorce dont le taux passe de 47 pour 100.000 habitants en 1887 à 86 en 1906 (4).

B) Seconde période : 1887-1906.

De 1906 à 1931, un nombre considérable d'Etat a modifié ses lois sur le divorce, mais les mesures législatives

C) Troisième période : 1906-1931.

(2) *Marriage & Divorce*, 1867-1906, *op. cit.*, p. 70.

(3) *Ibid.*, pp. 277-328.

(4) *Ibid.* p. 70.

furent moins animées pendant cette période que pendant la précédente. Certains Etats ont cessé d'admettre un certain nombre de motifs légaux de divorce, d'autres en ont ajouté. Mais la législation relative aux causes de divorce marque une tendance de plus en plus libérale au cours de ces vingt-cinq ans. Par contre, les changements relatifs au remariage des divorcés et au délai de résidence préalable exigible pour engager l'instance étaient plutôt dirigés vers une sévérité croissante (5.) Ainsi donc dans l'ensemble, il ne s'est pas produit de changement radical dans la question des lois sur le divorce depuis le début du siècle, et malgré cela, le taux des divorces est passé de 86 par 100.000 habitants en 1906 à 148 en 1931 (6).

**D) Conclusions
pour toute la pé-
riode 1867-1931.**

Si l'on compare les lois en vigueur en 1931 à celles existant en 1867, on constate qu'il s'est produit une augmentation du nombre des motifs légaux pour lesquels le divorce peut être accordé. Mais, par contre, les clauses omnibus (celles en vertu desquelles le divorce pouvait être accordé pour une raison quelconque à la discrétion du tribunal), qui étaient considérées comme particulièrement favorables à l'extension du divorce, ont toutes entièrement disparu. Quant aux modifications légales relatives au remariage des divorcés et au délai de résidence préalable exigé du demandeur, elles ont été orientées, comme nous venons de le dire plus haut, dans le

(5) *Ibid.*, pp. 277-328; Isabel DRUMMOND, *op. cit.*, pp. 217-466.

(6) *Marriage & Divorce*, 1931, *op. cit.*, p. 12.

sens d'une sévérité croissante. On peut donc dire que les mesures législatives prises dans l'ensemble dans les différents Etats depuis la Guerre Civile ont eu un caractère restrictif plutôt que libéral.

Si le mouvement du divorce était commandé par le caractère des lois, l'orientation qu'a prise ce mouvement indiquerait certainement qu'il s'est produit un relâchement général dans la législation du divorce. En fait, c'est exactement le contraire qui s'est produit. Il est donc clair que les modifications de la législation du divorce ne sont pas responsables de l'accroissement du divorce aux Etats-Unis pendant ces dernières décades. A cet égard, le Professeur Lichtenberger, l'un des écrivains les plus versés dans la question du divorce aux Etats-Unis, écrivait récemment : « De nombreux Etats ont révisé leurs lois touchant le remariage des divorcés. La plupart ont imposé des délais : généralement un an, parfois plus, ou allongé les délais existants, dans lesquels le remariage ne saurait avoir lieu, plusieurs rendent tous les jugements provisoires pendant un an. La procédure de divorce a été rendue de plus en plus stricte. Des sauvegardes contre les divorces hâtifs ont été établies en prévoyant comme il convient l'avis au défendeur, en désignant un conseil pour servir de défendeur au procès s'il n'y avait pas d'opposition, et en exigeant une période de résidence plus longue dans l'Etat, si le demandeur n'est pas citoyen de bonne foi de l'Etat, avant d'engager l'instance. Sauf dans de rares cas, l'évolution s'est produite dans le sens d'une sévérité plus grande. En ce qui concerne les modifications aux lois touchant les motifs légaux de divorce,

aucune orientation nette ne se manifeste. Certains Etats ont ajouté de nouvelles causes, tandis que d'autres en diminuaient le nombre. Les uns ont abandonné certains motifs, et en même temps en adoptaient de nouveaux. Aucune modification radicale ne s'est produite dans un sens ou dans l'autre et les changements survenus ont surtout porté sur des motifs secondaires... Dans l'ensemble, donc, la tendance de la législation du divorce au cours des dernières décades a été nettement répressive, et l'accroissement rapide du taux du divorce a eu lieu en dépit de cette sévérité toujours renforcée de la loi, et non pas en raison de son indulgence plus grande » (7).

II. — ABRÉGÉ DES LOIS SUR LE DIVORCE

En vue de montrer les aspects légaux généraux du problème, il sera nécessaire de présenter un abrégé des lois sur le divorce en vigueur dans les diverses juridictions des Etats-Unis. Mais la présentation détaillée de ces codes exigerait peut-être des centaines de pages ; elle n'est donc pas recommandable dans un traité aussi bref que celui-ci. Nous ne mentionnerons ici que les trois points les plus importants : causes de divorce, conditions de résidence préalable pour le demandeur, stipulations relatives au mariage des divorcés. Nous donnons ci-dessous un abrégé des dispositions légales relatives à ces

(7) James P. LICHTENBERGER, « Divorce Legislation », *The Annals of American Academy of Political & Social Science*, March, 1932, pp. 117-118.

trois points, en vigueur dans les différents Etats et le District de Colombie en 1931 (8).

ALABAMA

Causes : Incapacité physique ; adultère ; abandon volontaire de domicile depuis deux ans ; emprisonnement au pénitencier depuis deux ans, le jugement étant prononcé pour sept ans ou plus ; culpabilité de crime contre nature, avant ou après le mariage ; ivresse habituelle après le mariage ; le mari s'adonnant aux stupéfiants après le mariage ; internement après le mariage dans un asile d'aliénés pendant vingt années successives, si le malade est atteint de folie incurable et irrémédiable au moment de la présentation de l'instance ; la femme étant enceinte au moment du mariage, à l'insu du mari ; voies de fait de la part du mari.

Résidence : Un an pour les causes autres que l'abandon de domicile, pour lequel est exigée une résidence préalable de trois ans.

(8) Isabel DRUMMOND, *op. cit.*, pp. 217-466.

Note relative à l'abrégé des lois sur le divorce : « Causes » signifie « causes de divorce ». — Certaines causes dont la formulation est assez compliquée dans le texte original ont eu leur traduction simplifiée. — « Résidence » signifie « période de résidence préalable dans l'Etat pour le demandeur ». — Dans certains Etats il n'y a aucune stipulation spéciale touchant le remariage des divorcés. — Le remariage entre les deux conjoints divorcés est toujours permis et n'est soumis à aucune réglementation légale prohibitive. — Les stipulations relatives au remariage des divorcés envisagées dans ce texte sont celles qui se rapportent au remariage de l'un des époux divorcés avec une tierce personne.

Remariage : Le remariage, s'il est permis par le tribunal, peut avoir lieu soixante jours après le jugement final de divorce.

ARIZONA

Causes : Adultère ; incapacité physique ; conviction de crime et condamnation à l'emprisonnement ; abandon volontaire de domicile depuis un an ; ivresse habituelle ; traitement cruel ; abandon de famille de la part du mari depuis un an ; conviction de crime, ou crime infamant avant le mariage ; la femme étant enceinte au moment du mariage, à l'insu du mari ; séparation depuis cinq ans et plus.

Résidence : Un an.

Remariage : Le remariage peut avoir lieu un an après le jugement final de divorce.

ARKANSAS

Causes : Incapacité physique ; abandon volontaire de domicile depuis un an ; mariage antérieur existant ; conviction de crime ou crime infamant ; ivresse habituelle depuis un an ; traitements cruels ; indignité rendant intolérable la vie de l'autre conjoint ; adultère.

Résidence : Trois mois.

CALIFORNIE

Causes : Adultère ; cruauté excessive ; abandon volontaire de domicile depuis un an ; abandon volontaire de

famille depuis un an ; ivresse habituelle depuis un an ; conviction de crime.

Résidence : Un an.

Remariage : Le remariage peut avoir lieu un an après le jugement final de divorce.

CAROLINE DU NORD

Causes : Adultère ; incapacité physique ; la femme étant enceinte au moment du mariage, à l'insu du mari ; séparation depuis cinq ans ; conviction de crime contre nature.

Résidence : Deux ans.

Remariage : Le remariage peut avoir lieu immédiatement.

COLORADO

Causes : Incapacité physique ; mariage antérieur existant ; adultère ; abandon de domicile depuis un an ; cruauté excessive ; abandon de famille de la part du mari depuis un an ; ivresse habituelle depuis un an ou plus ; conviction de crime ; démence incurable depuis cinq ans.

Résidence : Un an pour les causes autres que la cruauté et l'adultère, pour lesquels aucun délai de résidence n'est exigé.

Remariage : Le remariage peut avoir lieu six mois après le jugement final de divorce.

CONNECTICUT

Causes : Adultère ; contrat frauduleux ; abandon volontaire de domicile depuis trois ans et négligence totale de ses devoirs ; sept ans d'absence sans donner de ses nouvelles ; ivresse habituelle ; cruauté intolérable ; condamnation à l'emprisonnement à vie ou culpabilité de crime infamant ; démence incurable et internement dans un asile d'aliénés depuis cinq ans.

Résidence : Trois ans.

Remariage : Les deux parties sont libres de se remarier après le jugement de divorce.

DAKOTA DU NORD

Causes : Adultère ; cruauté excessive ; abandon volontaire de domicile depuis un an ; abandon volontaire de famille depuis un an ; ivresse habituelle depuis un an ; conviction de crime ; démence depuis cinq ans.

Résidence : Un an.

DAKOTA DU SUD

Causes : Adultère ; cruauté excessive ; abandon volontaire de domicile ; abandon volontaire de famille ; ivresse habituelle ; conviction de crime ; démence depuis cinq ans ou plus.

Résidence : Un an.

Remariage : Le conjoint coupable d'adultère ne peut pas se marier pendant la vie de l'autre.

DELAWARE

Causes : Adultère ; conviction et condamnation pour crime, suivies d'un emprisonnement de deux ans ; cruauté excessive ; abandon volontaire de domicile depuis deux ans ; ivresse habituelle depuis deux ans ; pour la femme, si elle n'avait pas seize ans au moment du mariage, à moins qu'elle n'ait confirmé le mariage après avoir atteint cet âge ; pour le mari, s'il n'avait pas 18 ans au moment du mariage, à moins qu'il n'ait confirmé le mariage après avoir atteint cet âge ; abandon de famille de la part du mari.

Résidence : Deux ans pour les causes autres que l'adultère et la bigamie, pour lesquelles aucun délai de résidence n'est exigé.

DISTRICT DE COLOMBIE

Causes : Adultère.

Résidence : Trois ans.

Remariage : La partie innocente peut se remarier.

FLORIDE

Causes : Conjoints présentant des degrés de consanguinité et de parenté interdits par la loi ; incapacité physique ; adultère ; cruauté excessive ; tempérament violent ; ivresse habituelle ; abandon volontaire de domicile depuis un an ; parce que le défendeur a obtenu le divorce d'avec le demandeur dans un autre Etat ou pays ; mariage antérieur existant.

Résidence : Deux ans pour les causes autres que l'adultère ; pour celui-ci, on n'exige aucun délai de résidence.

GEORGIE

Causes : Mariage entre parents à des degrés interdits ; incapacité mentale ; incapacité physique ; force, menaces, contrainte ou fraude pour obtenir le mariage ; la femme étant enceinte au moment du mariage, à l'insu du mari ; adultère ; abandon volontaire de domicile depuis trois ans ; conviction de crime et condamnation à l'emprisonnement pour deux ans ou plus ; traitements cruels ; ivresse habituelle.

Résidence : Un an.

Remariage : Le remariage des divorcés peut être permis ou refusé, à la discrétion du tribunal.

IDAHO

Causes : Adultère ; cruauté excessive ; abandon volontaire de domicile ; abandon volontaire de famille ; ivresse habituelle ; conviction de crime ; démence permanente, suivie d'un internement dans un asile d'aliénés depuis six ans.

Résidence : 90 jours.

ILLINOIS

Causes : Incapacité physique ; mariage antérieur existant ; adultère ; abandon de domicile depuis un an ; ivresse habituelle depuis deux ans ; tentative de meurtre

sur la personne de l'autre ; cruauté excessive ; conviction de crime ou crime infamant ; transmission à l'autre conjoint d'une maladie vénérienne contagieuse.

Résidence : Un an.

INDIANA

Causes : Adultère ; incapacité physique ; abandon de domicile depuis deux ans ; traitements cruels ; ivresse habituelle ; abandon de famille de la part du mari depuis deux ans ; conviction de crime infamant.

Résidence : Deux ans.

Remariage : Le demandeur ne peut pas se remarier dans les deux ans qui suivent le jugement de divorce.

IOWA

Causes : Adultère ; abandon volontaire de domicile depuis deux ans ; conviction de crime après le mariage ; ivresse habituelle après le mariage ; traitements barbares ; la femme étant enceinte au moment du mariage, à l'insu du mari, à moins que le mari n'ait un ou plusieurs enfants illégitimes vivants, à l'insu de la femme, au moment du mariage.

Résidence : Un an.

Remariage : Aucune des deux parties ne peut se remarier moins d'un an après le jugement de divorce, sauf permis spécial du tribunal.

KANSAS

Causes : Mariage antérieur existant ; abandon de domicile depuis un an ; adultère ; incapacité physique ; la femme étant enceinte au moment du mariage ; cruauté excessive ; contrat frauduleux ; ivresse habituelle ; négligence totale de ses devoirs ; conviction de crime suivie d'emprisonnement ; démence depuis cinq ans ;

Résidence : Un an.

Remariage : Aucune des deux parties ne peut se remariar dans les six mois qui suivent le jugement de divorce.

KENTUCKY

Causes : Incapacité physique ou mauvaise conformation empêchant les rapports sexuels ; séparation depuis cinq années consécutives ; abandon de domicile depuis un an ; adultère ; condamnation pour crime ; dissimulation à l'autre conjoint d'une maladie honteuse existant au moment du mariage, ou contraction d'une telle maladie après le mariage ; force, contrainte ou fraude pour obtenir le mariage ; adhésion à une société religieuse considérant le mariage comme illégal ; habitude confirmée d'ivresse de la part du mari depuis un an, accompagnée d'un gaspillage de sa propriété et du fait de n'avoir pas pourvu convenablement aux besoins de sa femme et de ses enfants ; cruauté du mari depuis six mois ; tempérament violent du mari ; la femme étant enceinte au moment du mariage, à l'insu du mari ; ivresse habituelle de la part de la femme depuis un an ;

adultère de la femme, ou conduite impudique, lascive de sa part qui prouve qu'elle n'est pas chaste, sans preuve réelle d'un acte d'adultère.

Résidence : Un an.

Remariage : Un jugement de divorce autorise les deux parties à se remarier.

LOUISIANE

Causes : Adultère ; condamnation à une peine infamante.

Résidence : Deux ans.

Remariage : La femme ne doit pas se remarier dans les dix mois qui suivent le jugement de divorce. Si le divorce est prononcé pour cause d'adultère, le conjoint coupable ne peut pas se remarier avec son complice.

MAINE

Causes : Adultère ; incapacité physique ; cruauté excessive ; abandon de domicile depuis trois ans ; habitudes grossières et confirmées d'intoxication par l'usage des liqueurs spiritueuses, d'opium et d'autres stupéfiants ; traitements cruels et abusifs ; abandon de famille de la part du mari.

Résidence : Un an.

MARYLAND

Causes : Incapacité physique ; le mariage étant dès le début nul et annulable par la loi ; adultère ; abandon de

domicile depuis trois ans ; relations charnelles illicites de la femme avant le mariage, à l'insu du mari.

Résidence : Deux ans.

MASSACHUSETTS

Causes : Adultère ; incapacité physique ; cruauté excessive ; abandon de domicile depuis trois ans ; habitudes grossières et confirmées d'intoxication ou d'ivresse par l'usage volontaire et excessif de liqueur, d'opium ou d'autres stupéfiants ; traitements cruels et abusifs ; condamnation à l'emprisonnement à vie ou pour cinq ans et plus ; abandon de famille de la part du mari.

Résidence : Cinq ans.

Remariage : Les deux parties peuvent se remarier après le divorce, mais le conjoint coupable ne doit pas se remarier dans les deux années qui suivent le jugement final.

MICHIGAN

Causes : Adultère ; incapacité physique ; emprisonnement depuis trois ans ou plus ; abandon de domicile depuis deux ans ; ivresse habituelle ; l'une des deux parties a obtenu le divorce dans un autre Etat.

Résidence : Un an.

Remariage : Le Tribunal se réserve le droit de décider si le conjoint coupable ne doit pas se remarier dans une certaine période de temps n'excédant pas deux ans après le jugement final de divorce.

MINNESOTA

Causes : Adultère ; incapacité physique ; traitements cruels et barbares ; condamnation à l'emprisonnement après le mariage ; abandon volontaire de domicile depuis un an ; ivresse habituelle depuis un an ; démence incurable suivie d'un internement dans une institution depuis dix ans.

Résidence : Un an pour les causes autres que l'adultère, pour lequel aucun délai de résidence n'est exigé.

Remariage : Le remariage ne doit pas avoir lieu dans les six mois qui suivent le jugement de divorce.

MISSISSIPPI

Causes : Incapacité physique ; adultère ; abandon volontaire de domicile depuis deux ans ; condamnation au pénitencier ; ivresse habituelle ; emploi habituel et excessif d'opium, de morphine ou d'autres stupéfiants ; traitements cruels et barbares habituels ; démence ou idiotie au moment du mariage à l'insu de l'un des époux ; mariage antérieur existant ; la femme étant enceinte au moment du mariage, à l'insu du mari ; mariage entre parents à des degrés interdits.

Résidence : Un an.

Remariage : Le tribunal peut interdire au conjoint coupable de se remarier.

MISSOURI

Causes : Incapacité physique ; mariage antérieur existant ; adultère ; conviction de crime ou crime infamant après le mariage ; un an d'absence ; ivresse habituelle depuis un an ; traitements cruels ; indignités rendant intolérable la vie de l'autre ; vagabondage du mari ; conviction de crime ou crime infamant avant le mariage ; la femme étant enceinte au moment du mariage, à l'insu du mari.

Résidence : Un an.

MONTANA

Causes : Adultère ; cruauté excessive depuis un an ; abandon volontaire de famille depuis un an ; abandon volontaire de domicile depuis un an ; ivresse habituelle depuis un an ; conviction de crime.

Résidence : Un an.

NEBRASKA

Causes : Adultère ; incapacité physique ; condamnation à l'emprisonnement pour trois ans ou plus ; abandon volontaire de domicile depuis deux ans ; ivresse habituelle ; condamnation à l'emprisonnement à vie.

Résidence : Un an.

NEVADA

Causes : Incapacité physique ; adultère ; abandon volontaire de domicile depuis un an ; conviction de

crime ou crime infamant ; ivresse habituelle ; cruauté excessive ; abandon de famille de la part du mari depuis un an ; démence depuis deux ans ; séparation sans cohabitation depuis cinq années consécutives.

Résidence : Six semaines.

NEW HAMPSHIRE

Causes : Incapacité physique ; adultère ; cruauté excessive ; conviction de crime et condamnation à l'emprisonnement pour un an ou plus ; traitements cruels ; trois ans d'absence sans donner de ses nouvelles ; ivresse habituelle depuis trois ans consécutifs ; adhésion à une société religieuse considérant le mariage comme illégal et refus de cohabiter depuis six mois ; abandon de domicile depuis trois ans ; abandon de famille de la part du mari ; absence de la femme sans consentement du mari depuis trois ans ; la femme résidant hors de l'Etat depuis dix ans consécutifs sans le consentement du mari ; le mari étant absent de l'Etat depuis trois ans avec intention de devenir citoyen d'un autre pays et négligence de sa part de pourvoir aux besoins de sa femme.

Résidence : Un an.

NEW JERSEY

Causes : Adultère ; abandon volontaire de domicile depuis deux ans ; cruauté excessive depuis six mois.

Résidence : Un an pour les causes autres que l'adultère, pour lequel aucun délai de résidence n'est exigé.

NEW MEXICO

Causes : Abandon de domicile ; adultère ; incapacité physique ; la femme étant enceinte au moment du mariage, à l'insu du mari ; traitements cruels et barbares ; abandon de famille de la part du mari ; ivresse habituelle ; conviction de crime suivie d'emprisonnement.

Résidence : Un an.

NEW YORK

Cause : Adultère.

Résidence : Un an.

Remariage : Le demandeur peut se rémarier immédiatement, mais le conjoint coupable ne peut pas se remarier pendant la vie de l'autre, sauf preuve de bonne conduite par le tribunal trois ans après le jugement de divorce.

OHIO

Causes : Mariage antérieur existant ; absence volontaire depuis trois ans ; adultère ; incapacité physique ; cruauté excessive ; contrat frauduleux ; négligence totale de ses devoirs ; ivresse habituelle depuis trois ans ; condamnation à l'emprisonnement ; obtention d'un divorce hors de l'Etat.

Résidence : Un an.

OKLAHOMA

Causes : Mariage antérieur existant ; abandon de domicile depuis un an ; adultère ; incapacité physique ; la

femme étant enceinte au moment du mariage, à l'insu du mari ; cruauté excessive ; contrat frauduleux ; ivresse habituelle ; négligence totale de ses devoirs ; conviction de crime suivie d'emprisonnement après le mariage.

Résidence : Un an.

Remariage : Le remariage ne peut avoir lieu dans les six mois qui suivent le jugement de divorce.

OREGON

Causes : Incapacité physique ; adultère ; conviction de crime ; ivresse habituelle après le mariage ; abandon volontaire de domicile depuis un an ; traitements cruels et barbares ou indignités personnelles rendant la vie pénible ; démence incurable suivie d'un internement dans une institution depuis cinq ans.

Résidence : Un an.

Remariage : Le remariage ne peut avoir lieu dans les six mois qui suivent le jugement de divorce.

PENNSYLVANIE

Causes : Incapacité naturelle et incurable ; mariage antérieur existant ; adultère ; abandon volontaire de domicile depuis deux ans ; traitements cruels ; indignités rendant la vie pénible ; fraude, force, contrainte pour obtenir le mariage ; conviction de crime, suivie de condamnation à l'emprisonnement pour une période de deux ans ou plus ; mariage entre parents à des degrés interdits ; bigamie.

Résidence : Un an.

Remariage : Le conjoint coupable d'adultère ne doit pas se marier avec son complice pendant la vie de l'autre.

RHODE ISLAND

Causes : Le mariage étant dès le début nul et annulable par la loi ; lorsque l'un des deux conjoints a été considéré civilement comme mort pour crime, ou est présumé mort réellement par suite d'absence ou autre cause ; incapacité physique ; adultère ; cruauté excessive ; abandon volontaire de domicile depuis cinq ans ou une période plus courte, à la discrétion du tribunal ; ivresse continue ; emploi habituel, excessif et immodéré d'opium, morphine ou chloral ; abandon de famille de la part du mari depuis un an ; inconduite grossière et méchanceté ; à la discrétion du tribunal lorsque les conjoints vivent séparés depuis un an.

Résidence : Deux ans.

Remariage : Le remariage peut avoir lieu six mois après le jugement de divorce.

TENNESSEE

Causes : Incapacité physique ; mariage antérieur existant ; adultère ; abandon volontaire de domicile depuis deux ans ; conviction de crime infamant ; conviction de crime suivi d'emprisonnement ; tentative de meurtre sur la personne de l'autre conjoint ; refus de la femme de venir cohabiter dans l'état avec son mari et absence volontaire de celle-ci depuis deux ans ; la femme étant

enceinte au moment du mariage, à l'insu du mari ; ivresse habituelle après le mariage ; traitements cruels et barbares.

Résidence : Deux ans.

Remariage : Le conjoint coupable d'adultère ne peut pas se marier avec son complice pendant la vie de l'autre.

TEXAS

Causes : Cruauté ; adultère ; abandon de domicile depuis trois ans ; séparation sans cohabitation depuis dix ans ; conviction de crime suivi d'emprisonnement.

Résidence : Douze mois.

Remariage : Le remariage peut avoir lieu immédiatement après le jugement de divorce, à moins que le divorce soit prononcé pour cause de traitements cruels, auquel cas le remariage est interdit pendant les douze mois qui suivent le jugement final.

UTAH

Causes : Incapacité physique ; adultère ; abandon volontaire de domicile depuis un an ou plus ; abandon volontaire de famille ; ivresse habituelle ; conviction de crime ; traitements cruels ; démence incurable depuis cinq ans.

Résidence : Un an.

Remariage : Aucune des deux parties ne peut se remarier avec une tierce personne pendant la période fixée par la loi pour interjeter appel.

VERMONT

Causes : Adultère ; condamnation à vie à la détention, aux travaux forcés dans une prison de l'état, à trois ans ou plus dans une prison quelconque en dehors de l'état pour une durée identique, étant réellement détenu au moment du procès ; sévérité insupportable ; abandon volontaire de domicile depuis trois ans ; abandon de famille de la part du mari ; sept ans d'absence sans donner de ses nouvelles ; démence incurable depuis cinq ans.

Résidence : Un an.

Remariage : Le remariage ne peut avoir lieu dans les deux ans qui suivent le jugement final de divorce.

VIRGINIE

Causes : Adultère, incapacité naturelle ; condamnation à l'emprisonnement ; conviction de crime infamant avant le mariage ; contumace et absence depuis deux ans ; abandon de domicile depuis trois ans ; la femme étant enceinte au moment du mariage, ou se livrant à la prostitution avant le mariage, à l'insu du mari.

Résidence : Un an.

Remariage : Le remariage est interdit dans les six mois qui suivent le jugement de divorce, mais le conjoint coupable d'adultère ne peut pas se remarier, sauf preuve de bonne conduite.

VIRGINIE DE L'OUEST

Causes : Adultère ; conviction de crime et condamnation à l'emprisonnement ; abandon de domicile depuis trois ans.

Résidence : Un an.

Remariage : Le remariage ne peut avoir lieu dans les six mois qui suivent le jugement de divorce.

WASHINGTON

Causes : Obtention du consentement au mariage par force ou fraude et sans cohabitation volontaire ultérieure ; adultère ; incapacité physique ; abandon de domicile depuis un an ; traitements cruels ; ivresse habituelle ; abandon de famille de la part du mari ; emprisonnement ; séparation depuis cinq ans ; manie ou démence incurable depuis cinq ans.

Résidence : Un an.

WISCONSIN

Causes : Adultère ; incapacité physique ; condamnation à l'emprisonnement pour trois ans ou plus ; abandon volontaire de domicile depuis un an ; cruauté ; ivresse habituelle ; séparation depuis cinq ans.

Résidence : Deux ans pour les causes autres que l'adultère et la bigamie, pour lesquels aucun délai de résidence n'est exigé.

WYOMING

Causes : Adultère ; incapacité physique ; conviction de crime et condamnation à l'emprisonnement ; abandon volontaire de domicile depuis un an ; ivresse habituelle ; cruauté excessive ; abandon de famille de la part du mari ; indignités rendant la vie pénible ; vagabondage du mari ; conviction de crime ou crime infamant avant le mariage à l'insu de l'autre conjoint ; la femme étant enceinte au moment du mariage, à l'insu du mari ; démence incurable, suivie d'un internement dans un asile d'aliénés depuis cinq ans.

Résidence : Un an.

Remariage : Le remariage ne peut avoir lieu dans l'année qui suit le jugement de divorce.

CHAPITRE IX

CAUSES D'ACCROISSEMENT

SOMMAIRE

I. DÉVELOPPEMENT URBAIN.

- A) Développement de la population urbaine depuis 1870.
- B) Développement de la population urbaine, cause de l'augmentation des divorces.
- C) Explication de la fréquence des divorces dans les régions urbaines.

II. DÉNATALITÉ.

- A) Forces poussant vers la diminution du taux de la natalité.
- B) Indices de baisse de la natalité depuis 1870.
- C) Baisse du taux de natalité et instabilité des institutions matrimoniales.

III. PROGRÈS INTELLECTUEL.

- A) Développement de l'instruction populaire.
- B) Vulgarisation des connaissances juridiques.

IV. MODIFICATIONS DU STATUT DE LA FAMILLE.

- A) Déclin de la fonction économique de la famille.
- B) Déclin de la fonction éducative de la famille.
- C) Déclin de la fonction protectrice de la famille.

- D)* Déclin de la fonction religieuse de la famille.
- E)* Déclin de la fonction récréative de la famille.
- F)* Déclin de la fonction de formation du caractère de la famille.

V. EMANCIPATION DES FEMMES.

- A)* Emancipation intellectuelle.
- B)* Emancipation économique.
- C)* Emancipation juridique.
- D)* Emancipation politique.

VI. CHANGEMENT DANS LE DOMAINE RELIGIEUX.

- A)* Régression du nombre des fidèles.
- B)* Déclin des pratiques religieuses dans la famille.
- C)* Déclin de la théorie religieuse du mariage.
- D)* Déclin de l'influence religieuse dans les établissements d'instruction.
- E)* Déclin de la proportion des écrits religieux.
- F)* Evolution des croyances.
- G)* Indifférence aux sanctions religieuses.
- H)* Expression dans les statistiques des divorces de l'affaiblissement des sanctions religieuses.

VII. EFFONDREMENT DE LA VIEILLE CONCEPTION MORALE.

- A)* Effondrement des idéaux théoriques de morale et naissance d'une moralité pratique.
- B)* Idéaux de conduite, produit du milieu.
- C)* Difficulté d'appliquer les vieilles règles de conduite dans une société nouvelle et dynamique.

VIII. MULTIPLICATION DES MARIAGES PRÉCIPITÉS.

- A)* Exemples de mariages précipités.
 - B)* Mariages précipités, cause de l'extension du divorce.
-

L'augmentation du taux du divorce aux Etats-Unis dépend en première ligne du progrès scientifique extraordinaire et de la rapidité du développement de la civilisation industrielle à la suite de la Guerre Civile. Tous les autres changements dans le domaine social, religieux et économique, qui peuvent être considérés comme des causes d'accroissement du divorce ne sont guère que des conséquences de ces deux éléments dynamiques. Ces causes sont si nombreuses et si enchevêtrées qu'il est impossible de les citer toutes, ni même de les classer par ordre d'importance. Tout ce que nous pouvons faire est d'examiner quelques-unes des causes essentielles les plus évidentes et qui peuvent être démontrées d'une façon générale par le témoignage des faits.

Ce sont : le développement urbain, la dénatalité, le progrès intellectuel, les modifications du statut de la famille, l'émancipation des femmes, les changements dans le domaine religieux, l'effondrement de la vieille conception morale, et la multiplication des mariages précités.

I. — DÉVELOPPEMENT URBAIN

Avec le développement de l'industrie et du commerce, il s'est produit aux Etats-Unis une rapide extension des villes depuis la Guerre Civile. En 1870, la vie rurale prédominait encore dans tout le pays : en effet, 20,9 % de la population, soit un cinquième, était classé urbain, tandis

**A) Développement
de la population
urbaine depuis
1870.**

qu'en 1930, 49,1 % de la population américaine, soit la moitié, était considéré comme urbain (1).

B) Développement de la population urbaine, cause de l'augmentation des divorces.

Le taux des divorces étant généralement plus élevé dans les villes que dans les régions agricoles (2), il est naturel que la proportion croissante des éléments urbains tend à multiplier les divorces. En d'autres termes, l'urbanisation a été une cause d'accroissement des divorces.

C) Explication de la fréquence des divorces dans les régions urbaines.

Si les divorces sont plus fréquents dans les districts urbains, c'est parce qu'il y a habituellement moins d'interdépendance économique entre mari et femme en ville qu'à la campagne. Les ramifications sociales sont moindres en ville, de sorte que l'on n'est pas connu de tous les voisins et que le divorce est considéré moins comme une honte, et plus comme une question purement personnelle. Les contrastes plus marqués en ville conduisent à manifester une attitude plus critique vis-à-vis du conjoint. De plus, il y a peu, sinon pas d'enfants pour maintenir l'union de la famille (3).

On peut encore faire remarquer, par ailleurs, que le niveau intellectuel des citadins est plus élevé que celui

(1) *Statistical Abstract of the United States*, 1932, Government Printing Office, Washington, p. 48.

Par districts urbains, on entend les localités de 8.000 habitants et plus. C'est le seul moyen de mesurer le développement urbain aux États-Unis depuis 1870. D'après la classification nouvelle, une localité d'au moins 2.500 habitants est considérée comme urbaine.

(2) *Marriage & Divorce*, 1867-1906, *op. cit.*, pp. 17-19; *Marriage & Divorce*, 1924, Government Printing Office, Washington, 1926, pp. 33-34.

(3) Ernest W. Burgess, *The Urban Community*, The University of Chicago Press, Chicago, 1926, pp. 85-86.

des ruraux (si l'on prend comme critérium, par exemple, les proportions relatives d'illettrés dans les deux catégories de population) (4). De ce fait, les torts seront plus aisément ressentis, et les droits plus volontiers revendiqués parmi les citoyens que parmi les gens vivant à la campagne. Les mariages hâtifs sont particulièrement fréquents dans les villes où les jeunes gens peuvent ne pas être très bien renseignés l'un sur l'autre ou sur les familles l'un de l'autre (5), et les mariages conclus sans réflexion ont de grandes chances de se terminer par un divorce. Il est notoire que le vice et le crime sont beaucoup plus communs dans les régions urbaines que dans les districts ruraux, et ces phénomènes indésirables peuvent influencer sur le taux des divorces.

La ville est une région de haute mobilité, tandis que la campagne en est une de mobilité relativement faible. On peut donc s'attendre à ce qu'en ville il y ait plus de désorganisation, en raison de l'accroissement du nombre et de l'intensité des stimulants qui tendent tous à démoraliser l'individu. Il en résulte que, dans un domaine quelconque des relations sociales, on trouvera une relation étroite entre le degré de mobilité et la tendance à se dégager des formes traditionnelles. Lorsque ce changement aboutit à la confusion et à la démoralisation individuelle, il provoque une certaine forme de désorganisation sociale (6).

(4) *Statistical Abstract of the United States*, 1933, *op. cit.*, p. 41.

(5) President's Research Committee on Social Trends, *Recent Social Trends in the United States*, vol. 1, MacGraw-Hill Book Co, New York & London, 1933, p. 704.

(6) Ernest R. MOWRER, « Family Disorganization and Mobility »,

Les habitudes ne naissent que dans une atmosphère relativement stable. Tout changement qui apporte une modification notable aux rites de la vie sociale tend à supprimer des habitudes, et, en rompant les habitudes sur quoi repose l'organisation sociale existante, elle détruit cette organisation elle-même. Toute innovation qui atteint la vie sociale et la pratique sociale est, dans cette mesure, désorganisatrice (7).

II. — DÉNATALITÉ

A) Forces poussant vers la diminution du taux de la natalité.

En raison de l'élévation du coût de la vie, du développement intellectuel et du sentiment croissant de l'individualisme, on constate une diminution du taux de la natalité aux Etats-Unis après la Guerre Civile. Les gens des classes pauvres redoutent que les enfants deviennent un fardeau économique écrasant pour leurs épaules, et, par suite, ils limitent leurs naissances. Pour ceux des classes plus favorisées de la fortune, mais qui recherchent un confort plus grand, le contrôle des naissances est également nécessaire. Si les revenus croissent en même temps que le coût de la vie, les premiers n'ont pas marché du même pas que le dernier. La naissance d'un enfant est donc devenue une question économique brûlante, non seulement pour les classes ouvrières, mais même pour les classes moyennes. Une autre cause déterminante de la

Publications of the American Sociological Society, October, 1929, p. 134.

(7) Robert E. PARK, Ernest W. BURGESS & Roderick B. MACKENZIE, *The City*, The University of Chicago Press, Chicago, 1925, p. 107.

baisse de la natalité, et qui n'est peut-être pas moins puissante que la raison économique, est le développement intellectuel et le sens croissant de l'individualisme. Pour les intellectuels, le soin des enfants est une atteinte à leur liberté individuelle, un obstacle à leur développement personnel (8).

La meilleure illustration, peut-être, que l'on puisse donner de la baisse du taux de la natalité, est la diminution de l'effectif de la famille, et du pourcentage des enfants dans la population totale. En 1870, il y avait cinq personnes — exactement 5,09 — par famille (9), tandis qu'en 1930, le chiffre correspondant n'était plus que de 4,1 (10), ce qui revient à dire que la famille américaine a diminué d'un cinquième au cours des soixante dernières années. De même, en 1930, le nombre des enfants en dessous de cinq ans était de 9,3 par cent habitants (11), alors qu'il était de 14,3 en 1870 (12). Le pourcentage des enfants en dessous de cinq ans par rapport à la population totale a donc diminué d'un tiers depuis la Guerre Civile.

B) Indices de baisse de la natalité depuis 1870.

(8) Pour la corrélation entre le taux de la natalité et certaines conditions sociales, voir: Sandfort WINSTON, *Illiteracy in the United States*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1930, p. 93.

(9) *9th Census of the United States*, 1870, vol. I, Government Printing Office, Washington, 1872, p. 595.

(10) *15th Census of the United States*, 1930, Population. vol. 4, Government Printing Office, Washington, 1933, p. 10.

(11) *Statistical Abstract of the United States*, op. cit., p. 39.

(12) *13th Census of the United States*, 1910, vol. 1, Government Printing Office, Washington, p. 301.

**C) Baisse du taux
de natalité et
instabilité des
institutions ma-
trimoniales.**

Les enfants étant considérés comme un intérêt commun à l'homme et à la femme, et servant habituellement à maintenir l'union des deux conjoints, la diminution de leur nombre décèle le relâchement des liens de la famille et l'accroissement consécutif des divorces. Le fait que les enfants jouent le rôle d'une force de conservation des familles est confirmé par cette circonstance qu'ils sont relativement peu nombreux dans celles qui finissent par un divorce. Si le coût de la vie croît et que le niveau intellectuel s'élève, on peut se hasarder à prédire que, les autres facteurs restant constants, le taux de la natalité des familles américaines continuera à aller décroissant, rendant de plus en plus instables les institutions matrimoniales.

III. — PROGRÈS INTELLECTUEL

Le développement de l'éducation et la vulgarisation des connaissances juridiques doivent également être considérés comme un facteur important du mouvement de libération sociale. Mais, comme nous n'avons aucune méthode pour mesurer directement la véritable puissance intellectuelle de l'Américain moyen, il faut recourir à des procédés indirects. On peut utiliser pour cela les statistiques relatives au pourcentage des illettrés et des élèves inscrits dans les écoles publiques élémentaires et secondaires pour indiquer le degré d'éducation populaire atteint. En ce qui concerne la diffusion des connaissances juridiques, nous avons pris comme indices les données relatives au nombre des avocats, des Ecoles de Droit, des étudiants en droit et des journaux.

En 1870, 20 % de la population de dix ans et au-dessus étaient illettrés, chiffre qui était tombé en 1930 à 4,3 % (13). Par ailleurs, en 1870, 57 % de la population de cinq à dix-sept ans étaient inscrits dans des écoles publiques élémentaires et secondaires, tandis qu'en 1930, ce chiffre était monté à 81,3 % (14). La diminution de l'ignorance et l'avancement de l'instruction populaire ont donc été remarquables dans les six dernières décades.

Les gens ayant une certaine culture intellectuelle ressentent plus vivement les abus et les injustices, et, par suite, sont plus prompts à défendre leurs droits. Doués d'un jugement sain, les injures de toute sorte leur sont devenues intolérables. Ils ont d'ailleurs une conception plus scientifique de la vie et sont moins retenus par les coutumes et les traditions. La poursuite du bonheur individuel passe pour eux avant le respect des tabous sociaux. La prévoyance leur rend insupportables des souffrances qui auraient pu autrefois être considérées comme négligeables, et la confiance en eux-mêmes leur fait revendiquer leurs droits avec plus d'insistance. Le mariage est créé pour l'homme et non l'homme pour le mariage. Le Professeur Willcox dit que « ce ne sont pas les classes les plus pauvres et les plus ignorantes qui fréquentent les tribunaux : leur pauvreté et leur ignorance les en détournent » (15). En d'autres termes, l'ignorance ou le manque d'éducation est un facteur qui tend à maintenir fai-

(13) *15th Census of the United States*, vol. 2, *op. cit.*, p. 1223.

(14) *Statistical Abstract of the United States*, *op. cit.*, p. 103.

(15) Walter F. WILLCOX, *Divorce, a Study in Statistics*, *op. cit.*, p. 30.

ble le taux du divorce. Aussi, avec la diffusion de l'instruction populaire, faut-il naturellement s'attendre à un taux de divorce plus élevé.

**B) Vulgarisation
des connaissances
juridiques.**

L'expansion a été également phénoménale dans le domaine juridique depuis les années suivant la Guerre Civile. En 1870, il y avait 40.736 avocats (16) et 28 Ecoles de Droit, comptant un total de 1.653 étudiants (17). En 1930, les chiffres correspondants atteignaient respectivement 139.059 (18), 135 et 41.426 (19). Autrement dit, le nombre des avocats s'était accru de 241 %, celui des Ecoles de Droit, de 382 % et celui des étudiants en droit de 2.406 % au cours d'une période de soixante ans. La population, de son côté, n'augmentait pendant le même temps que d'un peu plus de 200 %. En comparaison de l'accroissement de la population totale, les progrès de la profession juridique et de l'enseignement du droit ont donc été nettement plus rapides.

Sans doute, la proportion croissante des avocats et des étudiants en droit n'est pas une source de malheur nouvelle dans le cercle de la famille. Mais ces personnes peuvent favoriser la diffusion des connaissances juridiques parmi les masses, et faciliter, au besoin, l'introduction d'une instance en divorce. Il n'est pas rare que des avocats encouragent les personnes malheureuses en ménage

(16) *9th Census of the United States*, op. cit., p. 674.

(17) *Report of the Commissioner of Education*, 1906, vol. 1, Government Printing Office, Washington, 1907, p. 595.

(18) *15th Census of the United States*, 1930, Population, vol. 5, Government Printing Office, Washington, 1933, p. 576.

(19) *Statistical Abstract of the United States*, op. cit., p. 116.

à aller devant les tribunaux, de manière à grossir leur cabinet. Stephen Ewing déclare à ce sujet : « A vrai dire, ce sont les avocats qui profitent le plus de nos lois sur le divorce... Un avocat prudent, cependant, prendra le témoignage pour ce qu'il vaut et n'encouragera pas son client à entrer dans des détails... Certains avocats sont plus prudents et plus scrupuleux que d'autres... Mais on peut trouver toute une quantité d'avocats qui savent louvoyer entre les bancs de sable de la collusion » (20). Touchant le divorce à Cleveland, Manuel Levine et Raymond Moley observent que « sur les cas où le divorce a été accordé, il y en avait incontestablement un grand nombre où la réconciliation eût pu avoir lieu, n'était l'avocat appelé pour le divorce... L'avocat est un intermédiaire. Il existe parce qu'une masse de particularités techniques sépare le citoyen de son tribunal. L'homme moyen doit s'en remettre aveuglément à son avocat du soin de pénétrer dans ce labyrinthe pour lui en ramener la satisfaction de quelque désir. C'est moins de l'objet visé que de l'habileté de l'expert employé que dépend la réussite » (21). Le Juge Sabath estime que les couples devraient parler de leurs différents tout d'abord avec un juge tolérant plutôt qu'avec des avocats qui attisent souvent les ressentiments réciproques du mari et de la femme (22).

La vulgarisation des connaissances juridiques doit être attribuée probablement dans une large mesure au déve-

(20) Stephen EWING, *op. cit.*, p. 159.

(21) Manuel LEVINE & Raymond MOLEY, « The Middleman in Divorce », *The New Republic*, December 2, 1916, p. 125.

(22) Stephen EWING, *op. cit.*, p. 161.

loppement de la presse. En 1930, il y avait 2.299 journaux quotidiens aux Etats-Unis (23), contre 574 en 1870 (24). C'est donc un accroissement de 300 % dans le nombre des quotidiens entre 1870 et 1930, accroissement qui prend une plus grande importance encore quand on le compare à l'augmentation du chiffre de population. Aux Etats-Unis, contrairement à ce qui se passe en France où la publication des comptes-rendus des procès de divorce est interdite, les journaux sont d'excellents intermédiaires pour faire connaître les péripéties des procès de divorce. La publication de ces comptes rendus n'augmente pas les discords familiales, mais beaucoup de personnes dont la situation conjugale n'est pas heureuse et qui, autrement, n'auraient pas songé au divorce, ou même auraient ignoré jusqu'à son existence, n'hésiteront plus pour trouver un remède adéquat en suivant les renseignements ainsi obtenus. Sur ce point, un article du *Scribner's Magazine*, intitulé « The Ex-Married Confess », déclare : « Les psychanalistes expliquent les mariages malheureux, mais il est rare qu'ils empêchent le divorce. Je ne suis pas sûr du tout que la lecture de tous ces procès ne conduise pas certains à s'exagérer leurs propres difficultés. Le divorce est aussi contagieux que la rougeole. Certains milieux et certaines collectivités en sont exempts. Dans d'autres, le divorce est l'insigne de l'affiliation. Il y a partout des couples indécis, chez qui ces histoires éveillent le désir de constater par eux-mêmes en quoi la

(23) *The Statesman's Year Book*, 1934, Macmillan & Co Ltd, London, p. 464.

(24) 9th Census of the United States, *op. cit.*, p. 497.

chose consiste. Si personne n'attirait leur attention sur le divorce, ils pourraient oublier son existence, mais, dans la situation présente, son existence leur est constamment rappelée » (25). La connaissance et le progrès produisent toujours l'inquiétude sociale. L'institution matrimoniale ne fait pas exception à la règle.

IV. — MODIFICATIONS DU STATUT DE LA FAMILLE (26)

Le statut de la famille américaine a radicalement changé depuis la Guerre Civile. Certaines fonctions qui, autrefois, concouraient à fortifier les relations domestiques, échappent à la famille, ce qui a conduit à une augmentation des divorces. Ces fonctions peuvent être classées en économiques, éducatives, protectrices, religieuses, récréatives et de formation du caractère.

(25) « The Ex-married confess », *Scribner's Magazine*, April, 1930, p. 382.

(26) Ernest R. GROVES & William F. OGBURN, *op. cit.*, pp. 21-25; William F. OGBURN, « The Changing Family », *Publication of the American Sociological Society*, October, 1929, The University of Chicago Press, Chicago, pp. 128-133; Lawrence K. FRANK, « Social Change and the Family », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, March, 1932, p. 97; Andrew G. TRUXAL, « The Present Status of the American Family », *Journal of Home Economics*, September, 1932, pp. 774-778; Paul H. DOUGLAS, « Some Recent Social Changes and Their Effects upon Family Life », *Journal of Home Economics*, May, 1933, p. 367; President's Research Committee on Social Trends, *op. cit.*, pp. 161-163/708; W. J. BROCKELBANK, *op. cit.*, pp. 46-51.

**A) Déclin de la
fonction écono-
mique de la fa-
mille.**

La famille américaine souffre actuellement d'un défaut de cette cohésion qui lui était assurée dans le passé par l'importance de sa fonction économique. Pour la grande majorité des Américains, elle a cessé d'être un ensemble économique de production. Dans les collectivités les plus arriérées, on peut encore trouver, parmi les ruraux, des familles qui, jusqu'à un certain point, continuent à travailler en commun en vue de maintenir leur existence économique. Chez les agriculteurs les plus prospères, la famille a perdu une grande partie de sa valeur économique, bien qu'à un degré beaucoup moindre que la famille urbaine. Chacun sait, évidemment, que ce n'est plus à la maison, mais à l'usine, qu'on file et qu'on tisse. mais, s'il faut en croire certaines statistiques, d'autres fonctions économiques encore échappent à la famille. Ainsi le nombre croissant des restaurants, des cafés, des fabriques de conserves, des boulangeries, confiseries, fabriques de crème glacée, etc., montrent que l'intervention du foyer dans l'alimentation de la population disparaît rapidement au profit d'organismes extérieurs. Dans le blanchissage des vêtements et du linge de maison, on constate un semblable déplacement de fonctions de la famille vers l'industrie. C'est ce que prouve la multiplication des blanchisseries. Les machines à coudre sont également moins utilisées dans les familles, comme le démontre la régression du nombre des constructeurs de ces machines, de l'effectif de leur personnel, et de la consommation d'énergie de cette industrie.

Le déclin de ces fonctions économiques équivaut, pour les femmes, à la disparition d'une partie de leurs occu-

pations domestiques. Ce mouvement est en corrélation avec l'augmentation du nombre des femmes — et notamment des femmes mariées — exerçant une occupation lucrative au dehors. Bien que beaucoup continuent à tenir leur ménage et apportent par leur travail des valeurs économiques que se partagent tous les membres de la famille, l'attention de la famille se tourne dans la majorité des cas vers l'emploi des sommes que lui ont apportées ses membres occupés hors du foyer. De cette façon, les ménages américains sont devenus en général des groupes de consommation et non plus des organismes de production. Cette évolution, qui met en relief la dépense, et non plus la production, tend à augmenter les exigences de l'individu et à faire naître la discorde dans la famille.

Lorsque la sécurité et le confort de la famille dépendaient directement de la collaboration de ses différents membres, le lien de l'intérêt commun était naturellement puissant. La nécessité de la coopération était d'une évidence incontestable et les divergences un peu sérieuses aboutissaient aussitôt à des conséquences douloureuses ; dans les cas extrêmes, elles mettaient en danger l'existence même de la famille et de ses membres. Tant que la famille était un organisme économique de production, il existait un lien qui ne pouvait être rompu qu'au prix d'un sacrifice considérable de la part de tous les intéressés. Comme ce n'est plus le cas aujourd'hui, du moins dans la majorité des familles américaines, il faut naturellement s'attendre à une augmentation du taux des divorces.

**B) Déclin de la
fonction éducati-
ve de la famille.**

Autrefois les travaux des champs et de l'intérieur constituaient une grande partie des études des enfants. Le garçon travaillait à la maison, aidant son père dans ses nombreuses besognes, et accomplissant ainsi sa période d'apprentissage. Par là, il devenait capable de tenir sa place dans un foyer à lui. La fille, elle aussi, en aidant aux travaux du ménage, apprenait à faire la cuisine, à tricoter, à coudre, à tisser, et à élever les petits enfants. Ces années d'instruction la rendaient capable de jouer à l'avenir son rôle de mère et de ménagère. A présent, avec la multiplication des écoles qui attirent une proportion toujours croissante d'enfants pendant un temps considérable, la fonction éducative de la famille s'estompe fortement. Les écoles remplacent la maison et les professeurs se substituent aux parents. Ce n'est pas uniquement parce que les écoles sont animées du désir d'étendre le domaine de leur activité, mais bien plutôt parce que la famille se trouve dans une situation telle qu'elle désire, ou se voit obligée à céder de plus en plus à l'école, la situation sociale tendant à mettre en évidence les opérations effectuées par l'école, tout en décourageant et limitant celles qui étaient jadis l'apanage de la famille.

**C) Déclin de la
fonction protec-
trice de la fa-
mille.**

Le déclin de la fonction protectrice de la famille est mis en évidence par l'accroissement rapide du nombre des policemen et des tribunaux, ainsi que par le développement des lois sur le travail des enfants, l'adoption de l'instruction obligatoire, et la prospérité des affaires d'assurances. L'augmentation du nombre des jeunes délinquants montre bien l'insuffisance de la protection

offerte par la famille. Les lois sur le travail des enfants défendent ceux-ci contre leurs parents aussi bien que contre leurs employeurs. Les lois sur l'instruction obligatoire constituent en somme une protection des enfants contre l'insuffisance du soutien qu'ils trouvent dans certaines familles. La prospérité des affaires d'assurances est un autre indice du déclin de la fonction protectrice de la famille, car, jadis, les enfants devenus adultes, et les autres membres de la famille constituaient une sorte d'assurance. Mais, à l'heure actuelle, avec la régression du nombre des enfants, et la dispersion des membres d'une même famille, résultant de la mobilité des occupations, la protection offerte aux vieilles gens et aux veuves est fort restreinte.

L'instruction religieuse et rituelle faisait autrefois partie de la vie familiale. On estimait essentiel à la réussite d'un mariage que les deux époux eussent la même religion. Mais, de nos jours, la vie religieuse intime semble s'effacer ou perdre beaucoup de l'importance et du sens qu'elle avait dans la famille de jadis.

D) Déclin de la fonction religieuse de la famille.

Le foyer familial était anciennement le centre des réjouissances et de l'amusement. C'est là qu'avaient habituellement lieu les divertissements, les bals et les réunions. L'influence du cercle de famille était toujours présente. A présent, ces fonctions récréatives de la maison paternelle ont, pour la plupart, cédé le pas aux théâtres, cinémas, salles de danse, clubs, parcs et maisons de jeux.

E) Déclin de la fonction récréative de la famille.

F) Déclin de la fonction de formation du caractère de la famille.

La formation du caractère par la famille a quelque peu souffert de la diminution du nombre des enfants dans la famille moyenne, et de l'augmentation de la proportion des familles absolument stériles, de l'influence croissante des écoles, et peut-être aussi du fait que la ville moderne permet une foule de relations au-delà des limites du cercle de famille. Les hommes, en particulier, semblent dépendre beaucoup moins qu'autrefois de leur famille en ce qui concerne leurs relations sociales.

Le déclin de ces six fonctions de la famille a pour résultat d'affaiblir les liens entre mari et femme, d'une part, et entre parents et enfants, de l'autre. Il est donc, aux yeux de bien des gens, une cause de l'extension du divorce aux États-Unis.

V. — EMANCIPATION DES FEMMES

La supériorité de l'homme, et la forme patriarcale de la famille, qui en était la conséquence, ont résulté surtout dans le passé de l'infériorité mentale et de la sujétion économique des femmes. Faute de facultés intellectuelles propres, elles ne pouvaient distinguer le bien du mal et le juste de l'injuste. Et même si elles avaient possédé une telle faculté de jugement, elles eussent encore été obligées de supporter les souffrances que leurs maris pouvaient leur infliger, car, incapables de gagner leur vie, ou n'ayant aucune occasion de le faire, elles craignaient de mourir de faim si elles se risquaient à demander le divorce. De plus, même si elles avaient possédé une intelligence supérieure et l'indépendance économi-

que, elles auraient peut-être encore hésité à demander le divorce en cas de dissensions conjugales, car, en vertu du droit coutumier, la femme en puissance de mari n'avait pas le droit de contrôler et administrer ses propriétés personnelles. Aussi la meilleure chose qu'elles pussent faire était de se soumettre docilement à l'autorité masculine. Elles étaient la propriété personnelle plutôt que les égales et les compagnes de leurs maris. Dans ces conditions, la famille était stable et les divorces rares.

Avec le développement des idéaux démocratiques et le progrès de l'industrie, le statut des femmes a considérablement changé aux Etats-Unis depuis la Guerre Civile. Loin de rester soumises, elles se sont révoltées contre la prédominance masculine. De leur position inférieure, elles se sont élevées jusqu'à l'égalité de droits avec les hommes. La forme patriarcale de la famille a fait place à une institution démocratique basée sur l'égalité de la volonté des deux parties. La conséquence logique de ce mouvement féministe a été l'instabilité de l'institution matrimoniale et la multiplication des divorces. La libération des femmes américaines peut se suivre dans le domaine intellectuel, économique, juridique et politique ; nous la discuterons plus en détail de façon à mesurer son importance réelle au point de vue du divorce.

Au point de vue intellectuel, on constate une diffusion rapide de l'instruction populaire parmi le sexe féminin, comme l'indique l'accroissement du nombre d'élèves des écoles primaires et secondaires. Mais, en ce qui concerne le mouvement féministe, c'est surtout le progrès de l'en-

C. T.-Y.

**A) Emancipation
intellectuelle.**

seignement supérieur féminin qui mérite d'attirer l'attention. Avant la Guerre Civile, les occasions d'enseignement supérieur pour les femmes étaient maigres, car il n'existait à cette époque que quelques collèges à leur intention, et bien peu d'universités avaient adopté le système dit de « coéducation ». Mais, depuis, des progrès rapides ont été réalisés dans ce domaine. L'un après l'autre, des collèges séparés furent créés à l'intention des jeunes filles, si bien qu'en 1931, il y avait dans l'ensemble du pays une centaine de collèges exclusivement féminins. De nombreuses universités d'Etat, suivant l'exemple du Michigan, ouvrirent successivement leurs portes aux femmes après 1870. En 1931, toutes les Universités d'Etat, à l'exception de celle de Floride, admettaient les femmes dans quelque partie de leur enseignement. Certaines institutions privées leur ouvrirent également leurs portes dans les années qui suivirent la Guerre Civile (27). D'après les statistiques de 1930, le nombre total des femmes immatriculées dans les collèges et universités était supérieur à la moitié de celui des étudiants masculins (28). La même année, 2.024 étudiants des universités américaines reçurent le grade de docteur en

(27) John Henry MacCracken, *American Universities and Colleges*, 2nd Ed., The Williams & Wilkins Co, Baltimore, 1932, pp. 10-12, 1039-1040.

Consulter également : « Higher Education of Women in the United States », *A Cyclopedia of Education*, vol. 5, The Macmillan Co, New York, 1917, pp. 803-806.

(28) *Statistical Abstract of the United States*, op. cit., p. 115.

philosophie ; sur ce nombre, il y avait 332 étudiantes (29).

Ces facilités d'instruction toutes nouvelles ont élargi l'horizon intellectuel des Américaines, accru leur confiance, et leur ont donné plus d'assurance et d'efficacité dans la revendication de leurs droits. L'éducation combat la soumission et la subordination, elle limite l'exploitation et fait naître le besoin d'égalité dans les satisfactions. Des situations autrefois supportées seraient maintenant intolérables. Non seulement la femme instruite prétend à une égalité aussi poussée que possible dans sa vie conjugale, mais elle sert encore d'exemple à ses sœurs moins cultivées (30). Le Professeur E. R. Groves écrit, à cet égard : « La pression sociale, même en ce qui touche à l'accroissement du taux des divorces, perd rapidement son action hostile et la femme instruite supporte avec une impatience toujours plus grande le peu qui en reste. La femme cultivée est à l'avant-garde d'une classe formée par elle-même, mais celles qui suivent s'orienteront certainement dans la même direction générale. C'est le prestige qui transmet les idées aussi bien que les styles. » (31)

Dans le domaine économique, les femmes ont également accompli des progrès extraordinaires au cours des dernières décades. En 1870, 13,1 % des personnes du

**B) Emancipation
économique.**

(29) President's Research Committee on Social Trends, *op. cit.*, p. 343.

(30) Ernest R. GROVES, « Social Influences affecting Home Life », *The American Journal of Sociology*, September, 1925, pp. 229-230 ; Ernest R. GROVES & William F. OGBURN, *op. cit.*, p. 70.

(31) Ernest R. GROVES, *op. cit.*, p. 231.

sexe féminin, âgées de 10 ans et au-dessus, avaient une occupation lucrative, contre 22 % en 1930. Naturellement, le pourcentage des personnes du sexe masculin ayant une occupation lucrative a, lui aussi, augmenté pendant la même période, mais moins rapidement. En effet, en 1870, 74,8 % de tous les individus du sexe masculin, de 10 ans et au-dessus, étaient déjà occupés hors de chez eux dans un but lucratif ; en 1930, le chiffre correspondant ne dépassait pas cependant 76,2 % (32). Par conséquent si on la compare à la progression qui s'est produite chez les hommes, l'amélioration de la situation économique des femmes a une importance bien plus grande. De plus, en 1890, première année où fut établie aux États-Unis une statistique des femmes mariées travaillant au dehors, 4,6 % de toutes les femmes mariées de quinze ans et au-dessus avaient une occupation lucrative ; en 1930, la proportion était passée à 11,7 % (33). Ainsi donc le pourcentage des femmes mariées travaillant au dehors était plus de deux fois et demie plus élevé en 1930 que quarante ans auparavant, alors que pour les personnes du sexe féminin en général, de dix ans et au-dessus, le pourcentage de 1930 n'était pas même deux fois plus fort que soixante ans plus tôt. Autrement dit, le pourcentage des femmes mariées ayant un travail extérieur a augmenté beaucoup plus rapidement que celui de la population laborieuse féminine en général. Il convient d'ailleurs de faire remarquer que, sans le ralentissement

(32) *15th Census of the United States, op. cit.*, p. 37.

(33) *Ibid.*, p. 272.

de l'activité commerciale, qui s'était déjà fait bien sentir au moment du recensement de 1930, il est probable que la proportion des femmes travaillant au dehors eût été encore plus considérable (34).

De plus, dans bien des spécialités importantes les femmes non seulement ont acquis une situation de direction mais ont atteint la notoriété. Elles sont devenues médecins, chirurgiens, directrices d'hôpitaux, avocates, juges, savantes, auteurs, artistes, directrices d'écoles, professeurs etc. Certaines d'entre elles ont déjà été élues gouverneurs d'Etat ou déléguées fédérales. Fait digne de remarque, les femmes exercent actuellement une grande influence financière aux Etats-Unis. « C'est du moins ce qui ressort d'une statistique publiée naguère par le *Banker's Magazine* et établie avec les documents fournis par les Départements des Finances : D'après les chiffres d'impôts sur le revenu payés à l'Etat en 1926 par les hommes et les femmes, les héritages échus cette année-là aux uns et aux autres, les assurances sur la vie contractées à leur bénéfice et les titres nominatifs qu'ils possédaient dans les grandes entreprises industrielles et commerciales, il résulte qu'à cette date 41 % de la richesse individuelle se trouvaient déjà entre les mains des femmes. Et ce pourcentage n'a fait qu'augmenter d'année en année. Autres constatations, d'ailleurs concordantes, de la même statistique : des déclarations de revenus faites au Trésor, il ressort que 44 femmes et seulement 42

(34) President's Research Committee on Social Trends, *op. cit.*, pp. 712-713.

hommes avaient un revenu supérieur à un million de dollars et que dans les quatre Etats les plus riches des Etats-Unis — New-York, Pensylvanie, Illinois, Californie — les revenus féminins étaient, dans l'ensemble, supérieurs aux revenus masculins » (35).

La proportion croissante des femmes ayant une occupation lucrative et la progression de leur fortune a entraîné différentes conséquences économiques et sociales. Le mouvement dût-il être en définitive avantageux à la société, il n'en a pas moins, dans la période de transition, certaines répercussions indésirables. La femme capable de gagner sa vie ne considère plus le mariage comme le seul moyen de subvenir à ses besoins et le divorce peut lui offrir une issue à une vie conjugale malheureuse. Même celle qui n'a pas de situation, mais qui était habituée à gagner sa vie avant son mariage, ne supportera pas non plus des dissensions conjugales constantes, parce qu'elle estime qu'en cas de séparation elle pourra retrouver une situation égale à celle qu'elle occupait avant son mariage. A cet égard, Benjamin P. Chass écrivait il y a dix ans : « Et de même que la femme commence à avoir plus d'indépendance avant son mariage, de même, après, elle insiste plus sur ses droits. Tout ce que sa situation l'obligeait hier à souffrir et à tolérer, elle refuse aujourd'hui de le souffrir et de le tolérer. C'est l'une des raisons de l'augmentation d'année en année du taux des divorces » (36). Dernièrement, Paul H. Douglas

(35) Marcel BRAUNSCHVIG, *La Vie Américaine et ses Leçons*, Librairie Armand Colin, Paris, 1931, pp. 97-98.

(36) Benjamin P. CHASS, *op. cit.*, p. 792.

disait encore : « L'emploi croissant des femmes... a, à mon sens, été la cause primordiale de l'extension du divorce... Les femmes, à présent, ont d'autres occupations que le mariage. Elles ne sont plus sans secours. Elles sont donc plus libres de vivre à leur guise qu'autrefois, et les hommes n'ont plus l'impression de laisser les femmes sans défense si le divorce se produit. » (37)

L'indépendance économique des femmes n'eût pas été complète si leurs droits de propriété n'avaient été reconnus. En vertu du droit coutumier, toute leur propriété, mobilière, ou immobilière, acquise avant ou après le mariage, était sous le contrôle absolu de leur mari. Elles ne pouvaient disposer de leurs propres biens sans son consentement. Au début du XIX^e siècle, certains Etats commencèrent à modifier leur législation des relations domestiques. L'année 1848 vit une révolution prodigieuse dans les Etats les plus avancés de l'Union, touchant la propriété des femmes mariées. Mais, avant la Guerre Civile, la majorité des Etats leur refusait encore le droit de contrôler leurs propres biens. Depuis lors de rapides progrès ont eu lieu, si bien qu'aujourd'hui sur tout le territoire fédéral, elles ont pratiquement les mêmes droits que les hommes d'acquérir, posséder et

**C) Emancipation
juridique.**

(37) Paul H. DOUGLAS, *op. cit.*, p. 368.

Consulter également : Gustavus MYERS, *op. cit.*, p. 817 ; George L. KOEKN, *op. cit.*, p. 295 ; Ernest R. GROVES, *op. cit.*, pp. 230-231 ; « The Psychology of the Married Woman who works », *Publications of the American Sociological Society*, 1927, pp. 269-270.

administrer leur propriété (38). Autrefois beaucoup de femmes souffrant d'un mariage mal assorti ne pouvaient demander le divorce, car, n'ayant pas le droit d'administrer leurs biens, tant qu'elles étaient en puissance de mari, elles n'avaient pas la possibilité de payer les frais de justice, de voyage, etc. Du fait de l'adoption des lois sur les femmes mariées, et de la possibilité, pour celles-ci, de disposer de leur propriété, il faut s'attendre à ce que les femmes soient plus à l'aise pour intenter une action contre leurs maris.

**D) Emancipation
politique.**

Les droits politiques ont été également reconnus aux femmes depuis la Guerre Civile. Le premier Congrès des Droits de la Femme, tenu en 1848, peut être considéré comme le début de l'agitation en faveur du suffrage féminin, mais il a été fait peu de chemin dans cette direction dans les premières années qui suivirent. Le mouvement reçut une impulsion nouvelle après la Guerre Civile. Le premier succès date de 1869, où la Législa-

(38) James SCHOULER, *A Treatise on the Law of Domestic Relations*, 2nd Ed., Little, Brown & Co, Boston, 1874, p. 209; Joel Prentiss BISHOP, *Commentaries on the Law of Married Women*, vol. 2, Little, Brown & Co, Boston, 1875, pp. 588-830; *Cyclopedia of American Government*, vol. 3, D. Appleton & Co, New York & London, 1914, pp. 698-699; *Hubbell's Legal Directory*, The Hubbell Publishing Co, New York, 1929, Part 2, pp. 3-1072; « Legal Position of Women in the United States », *Encyclopedia Britannica*, 14th Ed., vol. 23, *op. cit.*, pp. 707-708; « Woman's Rights », *Dictionary of United States History*, Revised Ed., Historical Publishing Co, Philadelphia, 1931, pp. 557-558; Willystim Goodsell, « The American Family in the 19th Century », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, March, 1932, pp. 15-16/20-21.

ture du Wyoming accorda le droit de vote aux femmes. Le Colorado, l'Idaho et l'Utah suivirent. En 1911 fut constituée une « Ligue Nationale des Hommes pour le Suffrage des Femmes ». Après 1910, les droits politiques furent reconnus successivement dans les différents Etats. En 1916, onze Etats avaient accordé le suffrage féminin. A ce moment, les dirigeants du mouvement eurent recours à l'amendement constitutionnel. En juin 1919, le Congrès vota un amendement à la Constitution qui fut ratifié en août 1920 par les trois quarts des législatures d'Etats (39). Il ne semble pas que l'octroi des droits de suffrage aux femmes ait apporté de la perturbation dans le taux des divorces, mais il est bien évident qu'il a exalté l'orgueil féminin.

L'émancipation des femmes depuis la Guerre Civile a eu sans contredit pour résultat l'augmentation des divorces dans bien des cas. C'est ce que démontre la proportion croissante des divorces prononcés à la demande de la femme ces dernières années. Elle n'indique pas que les maris soient beaucoup plus mauvais aujourd'hui qu'il y a soixante ans, mais que les femmes tendent à se révolter contre l'autorité masculine. Par ailleurs, on peut penser aussi que la liberté croissante des femmes crée plus de frictions et de conflits domestiques, qui peuvent être pour le mari l'occasion d'engager une instance en divorce. Ce sont les femmes, plutôt que les hommes, qui ont bénéficié de rapides changements sociaux depuis la

(39) « Woman Suffrage », *Dictionary of United States History*, *op. cit.*, p. 557.

Guerre Civile ; ce sont elles qui constatent la différence entre le passé et le présent.

VI. — CHANGEMENT DANS LE DOMAINE RELIGIEUX

Autrefois la religion était un facteur déterminant essentiel de la conduite, un moteur puissant de l'action individuelle au regard de la société et de ses institutions. Le mariage, question d'intérêt religieux, était considéré comme une institution solennelle, et les divorces étaient relativement peu fréquents. Avec le développement de la science et la progression de la capacité intellectuelle, la religion a subi des transformations rapides aux Etats-Unis depuis la Guerre Civile. En ce moment nous assistons à la disparition de l'ère dogmatique et à l'apparition d'une nouvelle époque de la religion. Ces modifications s'accompagnent d'une augmentation des divorces.

Cependant, la législation ecclésiastique relative au divorce ne s'est pas relâchée depuis la Guerre Civile ; ce n'est donc pas elle qui peut être considérée comme une cause d'instabilité de l'institution matrimoniale. Il faut recourir à d'autres indices pour montrer le changement survenu dans la situation de la religion aux Etats-Unis.

L'examen du nombre des églises aux Etats-Unis ne montre aucun signe de déclin de la religion. En 1870, il y avait 63.082 églises dans l'ensemble du pays (40), tandis qu'en 1930 leur nombre était passé à 237.282 (41). En

(40) *9th Census of the United States, op. cit.*, p. 526.

(41) *The Americana Annual*, 1931, Americana Corporation, New York, p. 654.

d'autres termes le nombre des églises a crû de près de 300 % en soixante ans. Dans le même temps, la population avait augmenté d'un peu plus de 200 %. Le nombre des églises s'était donc accru plus rapidement que la population. Mais le nombre d'églises ne représente pas le degré de religiosité des Américains. M. Marcel Braunschvig dit avec raison : « Ils construisent des églises sans se demander quels fidèles les fréquenteront » (42). La multiplication des églises peut témoigner de leur fortune considérable, de leur civilisation matérielle et de leur goût de l'apparence. Les églises sont des choses concrètes, tandis que l'esprit religieux est immatériel. Lucien Lehman, dernièrement, écrivait sur ce point ce qui suit : « Ce sont les Etats-Unis qui possèdent à la fois le maximum d'églises de tous les pays et le minimum de religion. J'entends par là la religion vraie, profonde, désintéressée, basée sur d'ardentes convictions. Pour l'Américain, la religion est, soit une forme d'adoration vide, qu'il continue à pratiquer par la force de l'habitude... soit une nécessité sociale, soit enfin, dans la plupart des cas, une commodité personnelle » (43).

Cependant, lorsqu'on se place à d'autres points de vue, le déclin de la religion devient évident. D'abord le nombre des fidèles a diminué par rapport à la population. En 1870, toutes les confessions des Etats-Unis groupaient

A) Régression du nombre des fidèles.

(42) Marcel BRAUNSCHVIG, *op. cit.*, p. 35.

(43) Lucien LEHMAN, *The American Illusion*, The Century Co, New York & London, 1931, pp. 166-167.

21.665.062 adhérents (44), contre 50.301.245 en 1930 (45). Autrement dit, le nombre des adhérents aux différentes confessions ne s'est accru que de 130 %, au cours des six dernières décades, alors que la population augmentait de plus de 200 %. Sans doute, la baisse du pourcentage des fidèles des différentes confessions ne prouve pas nécessairement le déclin de l'esprit religieux du peuple américain, mais elle constitue un élément du problème qu'on ne saurait négliger.

B) Déclin des pratiques religieuses dans la famille.

En second lieu, la religion perd également de son importance en tant qu'élément de la vie familiale. Immédiatement avant la Guerre Civile, Schaff observait que « l'habitude de la dévotion familiale et l'observation stricte du dimanche chrétien étaient presque universelles dans les familles américaines » (46). Mais après la Guerre Civile, différentes forces concoururent à affaiblir l'emprise de la religion sur la famille. Ainsi, plus récemment, Jerome Davis déclarait que « une fois sur deux la religion n'a plus sa place reconnue à la maison. Fréquemment on n'y fait plus de dévotions en commun, pas même les prières avant les repas qui étaient jadis universelles. En l'absence de cet élément mystique qui tend à souligner le caractère sacré et la dignité de l'humanité, ainsi que la nécessité d'un stimulant pour l'accomplissement des devoirs, se sont développés progressivement une grossièreté et un matérialisme qui conduisent imperceptiblement

(44) *9th Census of the United States, op. cit.*, p. 526.

(45) *The Americana Annual, op. cit.*, p. 654.

(46) Willystim GOODSSELL, *op. cit.*, p. 18.

aux frictions et à l'égoïsme » (47). D'après une enquête sur les parents et les enfants, faite en 1930, et portant entre autres, sur des enfants de districts ruraux, de villages et de villes plus ou moins grands, un sur huit environ des élèves blancs d'origine américaine des 7^e, 8^e et 9^e classes participe aux prières en famille. La même étude montre que la fréquentation de l'église par la famille est beaucoup plus répandue que les prières familiales. Dans les régions rurales, 85 % des enfants allaient à l'église avec leur famille, tandis que dans le groupe des grandes villes 40 % seulement allaient à l'église accompagnés des leurs. La lecture de la Bible en famille était déclarée par 22 % des enfants ruraux blancs, et par 10 % des petits citadins. La récitation des grâces aux repas était pratiquée chez 30 % des enfants interrogés des grandes villes choisies, et chez 38 % des petits campagnards enquêtés. Malheureusement on ne dispose pas de renseignements analogues pour les années antérieures, ce qui eût permis de dégager la tendance de l'évolution. Cependant, il est possible d'indiquer l'orientation de cette évolution en comparant la ville et la campagne la même année ou au même moment, car la localité rurale a précédé chronologiquement la ville et la ville est souvent le centre de la diffusion de la culture à la campagne (48).

(47) Jerome DAVIS & H. E. BARNES, *An Introduction to Sociology*, D. C. Heath & C^o, New York, 1927, p. 726.

(48) President's Research Committee on Social Trends, *op. cit.*, p. 674.

**C) Déclin de la
théorie religieuse
du mariage.**

Troisièmement, nombre d'autorités estiment que le déclin de la théorie religieuse du mariage est également un facteur d'instabilité de la famille. Comme philosophie personnelle de la vie, la religion était considérée dans le passé comme une base importante sur laquelle devaient être contractées les relations matrimoniales. On jugeait nécessaire au succès du mariage que les deux époux eussent la même foi. La religion a servi, de cette façon, à cimenter l'union du mari et de la femme. Mais cette conception du mariage a beaucoup perdu de terrain et aujourd'hui la religion n'est plus considérée généralement comme la base nécessaire sur laquelle doit être contracté le mariage. Faute de cet élément d'unité, l'instabilité de la famille devient évidente.

**D) Déclin de l'in-
fluence religieuse
dans les établis-
sements d'ins-
truction.**

Quatrièmement, l'influence de la religion et de ses ministres dans les établissements d'enseignement est en baisse. Exclues des écoles publiques où elles jouaient autrefois un très grand rôle, se retirant petit à petit des grandes universités et des collèges, les différentes sectes et confessions voient leur rayon d'action limité aux écoles qu'elles dirigent encore. Pendant la période suivant immédiatement la Guerre Civile, la presque totalité des recteurs ou directeurs des universités et collèges étaient des ecclésiastiques. Aujourd'hui, ils ont été remplacés par des techniciens, des savants. Au début du xx^e siècle, l'assistance à l'office célébré dans la chapelle de l'université ou du collège était obligatoire. Aujourd-

d'hui l'assistance est facultative, si même l'office est encore célébré (49).

E) Déclin de la proportion des écrits religieux.

Cinquièmement, on constate depuis le début du xx^e siècle une diminution de la proportion des livres religieux inscrits au *United States Catalog*, et dans le pourcentage des articles d'inspiration religieuse énumérés au *Reader's Guide*. Le pourcentage de la circulation des publications protestantes sur le total des publications périodiques a baissé parallèlement (50).

Sixièmement, l'analyse des ouvrages religieux montre que le nombre des articles sur les sujets religieux habituels a relativement diminué depuis le début du siècle, tandis que certaines revisions des croyances traditionnelles bénéficiaient d'une attention croissante, indice d'un bouleversement des convictions religieuses. Certaines confessions s'appuient sur la conception scientifique du moment ; toute nouvelle conquête de la science entraîne alors à sa suite une revision des croyances religieuses (51).

F) Evolution des croyances.

Septièmement, il faut apprécier comme il convient l'attitude relative aux sanctions religieuses de la conduite sexuelle, exprimée dans les articles de magazines sur la vie familiale et la vie sexuelle. Certaines opinions exprimées étaient favorables aux sanctions religieuses touchant la conduite sexuelle, divorce compris. D'autres

G) Indifférence aux sanctions religieuses.

(49) *Revue des Deux Mondes*, 15 juillet 1930, p. 339.

(50) President's Research Committee on Social Trends, *op. cit.*, p. XLIX.

(51) *Ibid.*, p. XLIX.

déniaient à la religion tout droit d'intervention et se prononçaient pour l'émancipation des tabous et des dogmes religieux. En général, depuis le début du xx^e siècle, la proportion des opinions exprimées approuvant les sanctions religieuses tend à décroître graduellement par rapport à la proportion des opinions contraires à l'intervention de la religion dans les questions sexuelles. Par ailleurs, les opinions défendant les sanctions scientifiques sont en progrès. Les partisans de la liberté la plus large se basent essentiellement sur l'affirmation de principes prétendus fondamentaux, comme celui-ci : l'amour est la seule justification des relations sexuelles. On proclame aussi que la vie sexuelle d'un individu est une affaire purement privée qui ne regarde ni la loi, ni l'opinion publique. Il résulte de tout ceci que les sanctions religieuses ont été remplacées dans une large mesure par les sanctions scientifiques au cours des dernières années (52).

H) Expression dans les statistiques des divorces de l'affaiblissement des sanctions religieuses.

Enfin, les statistiques montrent qu'en 1867, un peu plus d'un dixième seulement du total des divorces était accordé pour le motif de cruauté, tandis qu'en 1931 plus des deux cinquièmes des jugements prononcés l'étaient pour ce motif (53). Il faut en conclure que les violations de la législation ecclésiastique se multiplient dans une proportion alarmante depuis la Guerre Civile, car en général les églises protestantes n'admettent d'autres

(52) *Ibid.*, pp. 420-421 ; consulter également : W. J. BROCKELBANK, *op. cit.*, pp. 72-74.

(53) Voir chapitre VII.

motifs de divorce que l'adultère et l'abandon de domicile (54). Le dédain croissant pour la législation ecclésiastique démontre le déclin des sanctions de la religion. Il n'y a pas longtemps, la revue « Eagle » de Brooklyn, allait jusqu'à dire que : « Probablement toutes les églises protestantes sont dépourvues de l'autorité qui dirige réellement la conduite, même de leurs seuls fidèles » (55).

Tous ces renseignements indiquent donc le changement dans la condition de la religion aux Etats-Unis. En ce qui touche le divorce, il importe surtout d'observer le changement d'attitude envers les croyances et les sanctions religieuses. Si autrefois le divorce était rare, c'était surtout grâce à la puissance des religions et de l'ambiance. Aujourd'hui, les vieux dogmes perdent du terrain au bénéfice d'une nouvelle conception de la religion fondée sur la science. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant de voir que les gens sont plus libres, plus égoïstes, plus individualistes, et par suite plus opiniâtres dans la revendication de leurs droits.

L'esprit actuel de la religion aux Etats-Unis est décrit d'une façon frappante par Bernard Iddings Bell dans un récent article du *Scribner's Magazine*, intitulé : « The Present Status of Religion among Thinking Men ». On y lit : « Beaucoup de gens intelligents, mais tournés vers les choses pratiques plutôt que vers la philosophie, ont l'impression que d'une façon ou de l'autre, le christia-

(54) *Encyclopedia of the Social Sciences*, op. cit., p. 179.

(55) « Limiting Divorce for Presbyterians », *The Literary Digest*, December 10, 1927, p. 29.

nisme et le déisme en général livrent une bataille désespérée à la pensée scientifique et spéculative moderne et que les enseignements fondamentaux de l'église deviennent de plus en plus incertains au point de vue intellectuel à mesure que les années s'écoulent... Aucun honnête homme n'oserait s'opposer à la vérité, et si les experts — savants et philosophes — ont été obligés d'abandonner l'idée de Dieu, nous sentons bien qu'il nous faut, nous aussi, abandonner en toute honnêteté les convictions et les pratiques religieuses, si chères qu'elles nous puissent être. Nous avons perdu tout enthousiasme pour la religion et pour l'église dont la fonction est de conserver et d'enseigner la vérité religieuse et de dispenser la grâce divine aux hommes par le moyen des sacrements. Longtemps, peut-être, nous avons éprouvé quelque répugnance à lui faire de réels sacrifices, financiers ou autres. Pourquoi les faire, si tout cela descend la pente qui conduit à l'oubli ? Nous avons été, peut-être, un peu confus d'être aperçus adorant la divinité et notamment à l'autel. Nul n'aime à se donner comme un obscurantiste, désavouant les attitudes qui passent pour modernes. Nous avons hésité à enseigner la religion à nos enfants. Pourquoi les importuner à ce sujet, si ses jours — hélas ! — sont comptés ? » (56).

(56) Bernard IDDINGS BELL, « The Present Status of Religion among Thinking Men », *Scribner's Magazine*, December, 1934, p. 340.

Consulter également : Albert C. DIEFFENBACH, « The Breakdown in Religion », *Current History*, July, 1933, pp. 406-413.

VII. — EFFONDREMENT DE LA VIEILLE CONCEPTION MORALE

L'effondrement des vieux standards de morale théorique et la naissance d'une moralité nouvelle et pratique doivent également être considérés comme l'une des raisons de l'accroissement du divorce. Dans le passé, la conduite des hommes et des femmes était strictement guidée par des règles morales arbitrairement établies par l'église et la société, et, par suite, la famille était relativement plus stable, les idéaux moraux généralement adoptés alors condamnant l'institution du divorce. L'attachement à l'institution du mariage était considéré comme une vertu et le divorce comme un péché. Dans ces conditions, bien des gens enduraient les souffrances des dissensions conjugales sans oser rechercher un remède adéquat. Ils sacrifiaient leur bonheur individuel à l'observation des tabous sociaux. Mais avec l'avancement de la science, et le progrès intellectuel, ces contraintes ont disparu en grande partie, et jeunes gens et jeunes femmes ont pris une tournure d'esprit plus individualiste. On en est venu à considérer les relations sexuelles comme d'intérêt personnel et non plus social. La raison d'être du mariage ne consiste plus à obliger un homme et une femme à vivre ensemble en vue d'élever des enfants, mais bien plutôt à maintenir l'affection mutuelle des parties du contrat. Une telle tendance représente un relèvement et non pas une baisse du niveau moral.

A) Effondrement des idéaux théoriques de morale et naissance d'une moralité pratique.

Dans la jeunesse des personnes mûres d'à présent, c'est-à-dire, par exemple, dans la dernière partie du

B) Idéaux de conduite, produits du milieu.

xix^e siècle, les sanctions du système de morale établi, bien que minées, étaient toujours debout, du moins en apparence. Les jeunes des deux sexes pouvaient bien n'être pas religieux, ne pas s'intéresser d'une façon consciente aux sanctions sociales des idées morales, mais par ailleurs rien dans leur instruction ni leur éducation ne pouvait les inciter à mettre sérieusement en question les codes et règles traditionnels. Cependant, bien que la jeune fille ou le jeune homme de cette époque ait accepté les conceptions traditionnelles de la morale sur le monde, de nombreuses forces de différentes sortes avaient incontestablement agi, qui étaient sur le point de faire sauter le vieux monde et d'en créer un nouveau. On ne pouvait espérer que la vieille morale et les vieilles sanctions s'adaptassent parfaitement à toutes les transformations de ce nouveau monde. Et, si elle ne s'y adaptait pas, la seule chose à faire était de voir la chose en face et d'essayer de réaliser quelque nouveau compromis entre les idéaux de conduite et la nouvelle ambiance. C'est ce besoin que l'ancienne génération a, dans la plupart des cas, refusé de constater, mais que les jeunes ont reconnu. Qu'il puisse être indispensable de reviser la morale, c'est pour eux l'évidence même. D'une part, les jeunes d'à présent ont reçu une nourriture intellectuelle différente de celle qu'ont reçue leurs parents. Il ne faut pas perdre de vue, cependant, que cette nourriture intellectuelle leur a été préparée par leurs parents, ou tout au moins par leurs aînés. La morale des jeunes ne comporte aucune sanction religieuse établissant des règles de morale déterminées. D'autre part, du fait de leurs études anthro-

pologiques et sociologiques, ils se rendent compte qu'il existent d'innombrables modes de vie et de choix de conduite, qui tous ont été ou sont encore considérés comme bien et moraux par certains peuples, quelque part, à un moment donné. Ce qui constitue la bonne conduite dépend donc, apparemment, des conjonctures et nullement de règles éternelles. La morale des vieux ne change pas. On leur a appris telle et telle chose, et ils s'y tiennent, et tout le reste leur paraît mal. Le jeune n'a pas de morale toute prête ; il s'intéresse intensément à la vie, et il ne recule ni devant le temps, ni devant les risques. Toute son éducation lui a appris à considérer la vie sous l'angle de la science et à rejeter l'autorité pure et simple (57).

Dans une société stationnaire et simple, les conditions de vie sont sensiblement les mêmes d'une génération à la suivante. Les règles de conduite peuvent être élaborées avec la plus grande minutie. Ayant subi l'épreuve de l'expérience, elles peuvent être appliquées d'une façon précise à des situations données. Dans une société changeante et hétérogène comme celle qui existe aux États-Unis, beaucoup de situations sont nouvelles. Des règles de conduite, déterminées et détaillées, basées sur le passé, sont difficiles à appliquer. Les règles sont bien établies, mais elles sont abstraites, et tendent à prendre une forme trop générale pour pouvoir servir de guide détaillé.

C) Difficulté d'appliquer les vieilles règles de conduite dans une société nouvelle et dynamique.

(57) J. T. ADAMS, *A Searchlight on America*, George Routledge & Sons, Ltd., London, 1930, p. 61.

L'autorité du passé tend à s'évanouir. Le recours à la raison est difficile à appliquer ; d'autre part il échoue souvent dans les situations émotives où se posent les problèmes de conduite. Les codes de conduite et de manières que l'on trouve minutieusement rédigés dans les sociétés stationnaires ont pour but de restreindre le jeu de l'égoïsme et de l'individualisme. Dans une société en pleine transformation, l'écroulement de ces codes fait disparaître quelques-unes des restrictions apportées à l'égoïsme, de sorte que le problème de la conduite est rendu plus difficile dans la société moderne (58).

VIII. — MULTIPLICATION DES MARIAGES PRÉCIPITÉS

A) Exemples de mariages précipités.

On estime généralement que les mariages précipités se multiplient chaque année et que ces unions frivoles constituent l'un des principaux facteurs de l'accroissement du taux des divorces aux États-Unis. La légèreté avec laquelle certaines personnes contractent mariage est déconcertante. Des jeunes gens qui ne se sont jamais demandé s'ils étaient spirituellement susceptibles de vivre ensemble pendant toute leur existence, qui n'ont jamais accordé un instant de réflexion sérieuse aux obligations de la paternité, se précipitent dans le mariage comme s'il s'agissait d'une brève fête : « Parfois, le mariage devient une exhibition ou un spectacle à une foire, dans un train, en avion ou n'importe où, afin de

(58) President's Research Committee on Social Trends, *op. cit.*, p. (1).

se faire une réputation d'élégance » (59). Au sujet des mariages dans les boîtes de nuit de Chicago, le Juge Sabbath explique : « Deux jeunes gens se rencontrent dans une salle de danse et absorbent plusieurs consommations de gin ou de mauvais whisky. Ils vont réveiller un juge de paix qui, en pyjama, procède à leur mariage. Le couple nouvellement marié retourne à la salle de bal, et lorsque le soleil se lève, tous deux s'aperçoivent qu'ils sont véritablement mariés et qu'ils ne savent où aller. Des mariages hâtifs de ce genre se produisent tous les jours à Chicago » (60). Ce n'est pas tout. Des milliers d'individus se marient chaque année, « avec l'aide d'agents matrimoniaux professionnels, après avoir fait leur cour par correspondance, et sans s'être jamais vus » (61). Bien que nul document statistique n'indique le nombre de ces unions frivoles, il est clair qu'elles se sont multipliées ces dernières années dans des proportions alarmantes.

Les Américains ont glorifié l'amour romantique et le libre choix du compagnon par les jeunes et l'ont mis en opposition avec le mariage de convenances, simple marché commandé par la prudence mondaine. Le mariage moderne qui est basé sur l'affection et l'attachement du mari et de la femme représente la spiritualisation des

B) Mariages précipités, cause de l'extension du divorce.

(59) George Elliott HOWARD, « Bad Marriage & Quick Divorce », *Journal of Applied Sociology*, December, 1921, p. 3.

(60) Stephen EWING, *op. cit.*, p. 162.

(61) Gregory MASON, « Wives by mail », *Scribner's Magazine*, May, 1931, p. 533.

relations familiales ; c'est un progrès moral incontestable sur l'ancienne famille basée sur l'autorité paternelle et l'intérêt économique. Par suite de ce changement, les mariages ont souvent été inconsidérés et les divorces se sont multipliés. Dans des milliers de cas, les jeunes gens considèrent le mariage comme une pure et simple union de passion sexuelle, qui ne dure que peu de temps. Les amoureux n'aiment pas à se considérer comme citoyens responsables ou comme ancêtres possibles. Car l'amour est aveugle, éphémère et souvent s'éteint. Il n'admet ni raison ni réflexion (62).

Ainsi donc, une grande partie de ce que nous appelons la désorganisation de la famille n'est en réalité qu'une confession publique de l'impossibilité pour deux individus donnés à réussir dans leur tentative pour fonder une famille. Autrement dit, beaucoup de prétendues familles n'ont jamais été organisées parce qu'elles ont toujours manqué d'une base de sympathie qui leur aurait permis de créer de véritables conditions sociales. L'expérience montre qu'il peut y avoir une attraction puissante et mutuelle entre un homme et une femme donnés à la suite d'un simple contact, sans aucun fondement de

(62) Marcel BRAUNSCHVIG, *op. cit.*, pp. 104-105 ; Charles CESTRE, *Les Etats-Unis*, Librairie Larousse, Paris, 1927, pp. 122-123 ; Katharine FULLERTON GEROULD, *op. cit.*, p. 491 ; Georges Elliott HOWARD, *op. cit.*, p. 7 ; Ernest R. MOWRER, « Divorce & Readjustement », *The Annals of the American Academy of Political & Social Science*, March, 1932, p. 192 ; Joseph FORT NEWTON, *op. cit.*, p. 724 ; R. E. TURNER, *American in Civilization*, Alfred A. Knopf, New York, 1925, p. 114.

camaraderie constante. Ici intervient le sexe pour créer une obligation qui rapproche dans le mariage des personnes qui, sauf l'attraction physique, n'ont rien de commun. La complexité du mariage moderne empêche ces personnes de se plaire au début du mariage. Légalement, ils établissent une famille, mais en réalité, ni du point de vue psychique ni du point de vue social, ils ne peuvent faire plus que de légaliser une attraction sexuelle temporaire qui, incapable de se transformer en affection conjugale, se meurt progressivement. Lorsqu'une union aussi mal assortie se brise et est finalement enregistrée dans les statistiques comme un divorce, il serait plus exact de dire qu'il y a eu insuccès dans l'organisation d'une famille, plutôt que désorganisation d'un foyer (63).

(63) Ernest R. GROVES & William F. OGBURN, *op. cit.*, pp. 106-107.

CHAPITRE X

MESURES PRÉVENTIVES

SOMMAIRE

I. MOUVEMENT EN VUE DE L'UNIFICATION LÉGISLATIVE.

- A)* Mouvement dans le cadre de l'Etat.
- B)* Mouvement dans le cadre fédéral.
- C)* Arguments en faveur d'une loi uniforme.
- D)* Arguments contre une loi uniforme.

II. ÉTABLISSEMENT DE TRIBUNAUX SPÉCIALISÉS.

- A)* Nécessité d'une spécialisation des tribunaux jugeant les divorces.
- B)* Evolution des tribunaux des relations domestiques.
- C)* Evolution des tribunaux familiaux.
- D)* But des tribunaux familiaux.
- E)* Classement des tribunaux familiaux suivant leurs attributions.
- F)* Organisation et procédure des tribunaux familiaux.
- G)* Méthode de procédure des tribunaux familiaux, comparés à celles des tribunaux ordinaires.
- H)* Résultats obtenus par les tribunaux familiaux.
- I)* Obstacles aux progrès des tribunaux familiaux.

III. NÉCESSITÉ D'UNE ÉDUCATION DU CARACTÈRE.

- A)* Explication de la nécessité d'une éducation du caractère.
- B)* Développement de l'éducation du caractère dans les écoles.

L'accroissement du divorce étant dû à de rapides transformations dans les domaines social, religieux et économique, bien plutôt qu'à des changements dans les techniques légale et judiciaire, les remèdes doivent naturellement être recherchés du côté des causes qui ont donné lieu au divorce. Mais la plupart de ces causes ne peuvent être contrôlées facilement, et d'ailleurs il n'est pas désirable qu'elles le soient, car elles sont liées au progrès de la civilisation. Le meilleur moyen d'enrayer le mouvement du divorce semble bien résider dans l'adoption d'une éducation adéquate qui servira à cultiver dans l'esprit des jeunes un idéal plus élevé du mariage et de la vie familiale. Cependant, la plupart des tentatives faites pour apporter une solution au problème ont été menées surtout sur le plan légal et judiciaire. Le présent chapitre s'occupera tout d'abord de la question d'une législation uniforme sur le divorce, ensuite, de la création de tribunaux spécialisés dans le traitement des affaires de divorce, et, pour finir, de la nécessité d'une éducation du caractère pour assurer la stabilité de la famille.

I. — MOUVEMENT EN VUE DE L'UNIFICATION LÉGISLATIVE

L'agitation en vue de l'unification législative a été menée sur deux plans : introduction dans le code des Etats d'une loi réglementaire uniforme, et création d'une législation fédérale au moyen d'un amendement à la Constitution.

Les revendications relatives à l'action des Etats remontent à 1879, où l'American Bar Association (Association

A) Mouvement dans le cadre de l'Etat.

du Barreau Américain) créa un comité chargé d'étudier la question de l'uniformité législative. Plus tard, fut constitué un groupe connu sous le nom de « Commissioners on Uniform State Laws » (Commissaires pour l'unification des lois des Etats), en vue de favoriser l'unification des lois des Etats sur tous les points pour lesquels l'uniformité paraît désirable et réalisable. Cet organisme a été le principal champion de l'action dans le cadre des Etats et, en fait, il a établi une série de projets de loi parmi lesquels le « Desertion & Non-Support Act » a été adopté par seize Etats, le « Divorce Procedure Act » par deux, « l'Annulment of Marriage & Divorce Act » par trois, le « Marriage Evasion Act » par cinq, le « Divorce Statistics Act » par un, le « Marriage Statistics Act » par un, le « Marriage & Marriage License Act » par deux, et le « Migratory Divorce Act » par un Etat (1).

Sur l'initiative du Gouverneur PennyPacker, de Pensylvanie, un Congrès des Gouverneurs se réunit à Washington en février 1906 afin d'examiner la possibilité d'élaborer une loi uniforme sur le divorce qui serait présentée aux législatures des divers Etats en vue de son adoption générale. Des recommandations favorables furent approuvées à cette réunion et le Comité général des Résolutions fut invité à préparer cette loi, qui, à une nouvelle réunion du congrès, tenue en Pensylvanie en novembre de la même année, fut adoptée. Cette proposi-

(1) *The New International Year Book*, 1927, Dodd, Mead & Company, New York, 1928, p. 491 ; *The New International Encyclopedia*, supplement, vol. 1, Dodd, Mead & Co, New York, 1930, p. 457.

tion de loi unique sur le divorce fut transmise par les gouverneurs à leurs assemblées législatives respectives. Après un retard considérable, elle fut adoptée avec quelques modifications par trois Etats : Delaware, New Jersey et Wisconsin. Soit qu'ils ne s'y fussent pas intéressés, soit qu'ils l'eussent nettement désapprouvée, aucun des autres Etats ne l'adopta. L'intérêt disparut et au bout de quelques années on n'entendit plus parler de la question (2).

L'agitation dans le cadre fédéral remonte à 1884 où fut présentée au Congrès la première proposition de loi pour un amendement fédéral à la Constitution touchant l'élaboration d'une loi uniforme sur le mariage et le divorce. Une résolution du même genre fut présentée en 1917, mais sans qu'aucune mesure ait été prise. Elle fut suivie de la proposition de loi Jones en 1919, pour laquelle la commission ne présenta pas son rapport. Un peu plus tard, le sénateur Albert Capper, sollicité par la « General Federation of Women's Clubs » et soutenu par plusieurs autres organisations nationales de femmes, telles que la « Women's Christian Temperance Union », la « American Home Economics Association » et les « Daughters of the American Revolution », présenta une proposition de loi sur le mariage et le divorce au Congrès sous la forme d'un amendement fédéral à la Constitu-

B) Mouvement dans le cadre fédéral.

(2) J. P. LITCHTENBERGER, *op. cit.*, p. 119. Pour les renseignements détaillés sur le projet de loi uniforme sur le divorce, voir : *Marriage & Divorce*, 1867-1906, *op. cit.*, pp. 272-274 ; *The Catholic Encyclopedia*, *op. cit.*, pp. 68-69.

tion, mais il subit le même sort que la proposition Jones. Il présenta encore sa proposition à plusieurs reprises, mais ne réussit jamais à la faire adopter. Sa dernière proposition fut présentée au Congrès en 1927, où il demandait :

- 1° Une autorisation pour le mariage ;
- 2° Age minimum pour les hommes : 18 ans ; pour les femmes : 16 ans ;
- 3° Aucune autorisation ne sera accordée aux épileptiques, faibles d'esprit, tuberculeux, syphilitiques, ni aux cousins germains ;
- 4° Les garçons entre 18 et 21 ans, et les filles entre 16 et 18 ans devront obtenir le consentement de leurs parents ou tuteurs ;
- 5° Les demandes en vue du mariage doivent être présentées deux semaines avant la remise du certificat ;
- 6° Le mariage régulier du père et de la mère d'un enfant naturel légitime celui-ci ;
- 7° Le divorce peut être accordé pour les raisons suivantes : adultère, traitement cruel et inhumain, désertion ou abandon de famille pendant un an, démence incurable, condamnation pour crime infamant ;
- 8° Le jugement définitif ne sera rendu qu'au bout d'un an seulement, pendant lequel aucun des conjoints ne pourra se remarier ;
- 9° Tous les procès en divorce doivent être contradictoires ;

- 10° Une pension alimentaire sera accordée ;
- 11° En décidant de la garde des enfants, le tribunal donnera la préférence à la mère ;
- 12° Un divorce prononcé dans un Etat sera reconnu dans tous les autres (3).

La discussion fut vive pendant l'année 1927, où l'on assista à ce spectacle étrange des conservateurs et des intransigeants attaquant la proposition Capper. On fut généralement d'accord pour reconnaître qu'il y avait d'excellentes choses dans la proposition Capper, que les motifs de divorce devaient être augmentés et qu'un divorce accordé dans un Etat devrait être reconnu dans tous les autres. Mais les objections étaient fondamentales : la proposition de loi n'était pas équitable en ce qu'elle ne reconnaissait pas le divorce par consentement mutuel ; ses dangers étaient la difficulté d'adoption et la difficulté d'amendement par la suite. On fit remarquer que des amendements fédéraux, tels que le 14°, le 15° et le 18° avaient eu une histoire malheureuse parce qu'ils n'étaient pas fondés sur le sentiment public. Les intransigeants, faisait-on remarquer, préféreraient agir dans les Etats, et, en faisant pression sur les législatures, obtiendraient le vote des lois sur les divorces qu'ils considéreraient comme équitables. Bref, en 1927, ils voulaient tout ou rien, le « tout » étant la séparation totale du mari et

(3) *The New International Encyclopedia*, Supplement, *op. cit.*, p. 457 ; James P. LITCHTENBERGER, *op. cit.*, p. 19 ; *The New International Year Book*, *op. cit.*, p. 491 ; *Congressional Record*, Proceedings & Debates of the 1st Session of the 70th Congress, vol. 69, Part 1, Government Printing Office, Washington, 1928, p. 676.

de la femme si ceux-ci étaient d'accord pour estimer qu'ils ne se convenaient plus (4).

**C) Arguments en
faveur d'une loi
uniforme.**

Les partisans d'une loi fédérale uniforme trouvent à cette mesure législative draconienne trois résultats favorables. Le premier objet envisagé est d'éviter, en cas de divorce, les difficultés résultant de l'antagonisme des questions de technique juridique entre les différentes juridictions. Dans la situation actuelle, un divorce obtenu dans un Etat n'est pas forcément valable dans un autre, et un remariage, légal dans un Etat, peut être nul et sans valeur dans un autre, et constituer un cas de bigamie. Ce fait peut alors influencer sur le statut conjugal des personnes, sur l'héritage des propriétés, et sur la légitimité des enfants du second mariage si les personnes transportent leur résidence dans un autre Etat. Dans un Etat, certaines personnes peuvent être réputées bigames, bâtardes se trouver dépourvues du droit d'héritage, alors que dans l'Etat voisin elles seraient estimées innocentes. Ainsi donc, le droit de se remarier sans risquer de passer pour bigame, aux yeux de la loi, le droit d'être sûr de la légitimité des enfants nés à la suite d'un remariage, et la sécurité de l'héritage sont assurés de la façon la plus précaire. Une loi fédérale mettrait fin à toutes ces complications légales, et garantirait aux citoyens dans une mesure égale sur tout le territoire les droits découlant du statut du mariage (5).

(4) *The New International Year Book*, op. cit., p. 491.

(5) Doris STEVENS, « Uniformity in Divorce », *Forum*, September, 1926, pp. 322/324; J. P. LICHTENBERGER, op. cit., p. 118; Nancy M.

Un autre argument généralement mis en avant pour préconiser une loi fédérale est qu'elle mettrait fin aux migrations en vue du divorce. On prétend que les gens qui se déplacent d'un Etat à l'autre en vue d'obtenir le divorce peuvent donner naissance à toutes sortes de complications légales et que les Etats aux lois extrêmement indulgentes attirent les candidats au divorce résidant dans les Etats aux lois plus sévères, ce qui constitue une cause d'accroissement des divorces. On a prétendu également que ces déplacements en vue du divorce constituent un avantage pour le riche vis-à-vis du pauvre. Les gens possédant une certaine fortune et des loisirs peuvent plus facilement se rendre d'un Etat à l'autre en vue d'obtenir le divorce, tandis que les pauvres, faute des ressources nécessaires, ne peuvent bénéficier des lois indulgentes en cas de discorde conjugale. Si un code fédéral était adopté, les possibilités de divorce seraient plus égales pour les pauvres et pour les riches sur tous les points du territoire national (6).

En troisième lieu, on soutient que l'indulgence générale des lois des différents Etats est une source réelle de multiplication des divorces, et qu'un code fédéral strict doit être adopté pour arrêter l'extension du mal. Une

SCHOONMAKER, « The Divorce Laws of America and Europe », *Current History*, May, 1924, p. 249; *Forum*, November, 1926, p. 788; Ruth REED, *op. cit.*, p. 156; Anna GARLIN SPENCER, *The Family and its Members*, J. P. Lippincott Co, Philadelphia & London, 1923, p. 242.

(6) Ruth REED, *op. cit.*, p. 156; Doris STEVENS, *op. cit.*, p. 328; *Forum*, *op. cit.*, p. 788.

législation uniforme du divorce rendra donc la dissolution de la famille plus difficile, et, en même temps, une meilleure loi nationale sur le mariage tendra à sauvegarder le bonheur domestique, ce qui réduira les possibilités de divorce (7).

D) Arguments contre une loi uniforme.

A considérer la chose superficiellement, il semble avantageux d'avoir une loi fédérale uniforme, mais, si l'on y regarde de plus près, c'est tout le contraire. On peut bien admettre que la complexité du système légal existant de nos jours aux Etats-Unis peut avoir de nombreuses conséquences indésirables lorsqu'il s'agit de personnes qui divorcent après avoir transporté leur résidence d'un Etat dans l'autre, et qu'une loi fédérale serait très utile pour remédier à la situation. Cependant, rien n'a la vie aussi dure dans ce pays que les préjugés locaux contre la standardisation des formalités légales touchant les institutions matrimoniales. Un code uniforme viole les coutumes et les traditions des différents Etats, et on le considère comme une intrusion fédérale dans des droits appartenant légitimement aux Etats. La différence qui apparaît actuellement dans le caractère des lois est l'expression de la diversité des opinions publiques des différents Etats. La loi prohibitive de la Caroline du Sud représente l'opinion de la Caroline du Sud. La loi libérale du Nevada exprime l'opinion publique du Nevada. Une loi fédérale aurait pour effet de subordonner les senti-

(7) Ernest R. GROVES & William F. OGBURN, *op. cit.*, p. 119; Henry K. ROWE, *Society, its origin and Development*, Charles Scribner's Sons, New York, 1916, p. 78.

ments locaux à l'autorité centrale. Les coutumes, les traditions et les opinions publiques sont des éléments fondamentaux sur lesquels doit être édifié le système juridique, et une loi formulée sans tenir compte de ces éléments serait fausse dans son principe. La valeur morale d'une loi réside dans sa possibilité d'adaptation aux conditions et aux besoins spéciaux. De plus, les expériences de législation fédérale touchant des sujets tels que le divorce n'ont pas été parfaitement satisfaisantes. Jusqu'à présent, les politiques relatives au divorce n'ont pas subi comme il convient l'épreuve des autorités locales ; par suite, si les leçons tirées de ces expériences incomplètes se trouvaient à présent cristallisées en une loi fédérale, il serait extrêmement difficile plus tard d'effectuer la moindre modification (8).

A l'argument des migrations en vue du divorce, on répond qu'environ quatre cinquièmes du total des divorces prononcés aux Etats-Unis ont été accordés à des couples qui avaient été mariés dans l'Etat où le jugement de divorce fut rendu par la suite, et si, du cinquième restant on déduit ceux où les conjoints ont changé de résidence pour des raisons autres que le désir d'obtenir facilement le divorce, il ne resterait plus qu'un pourcen-

(8) « American Divorce Rate Still Increasing », *op. cit.*, p. 247 ; Doris STEVENS, *op. cit.*, p. 323 ; J. P. LICHTENBERGER, *op. cit.*, p. 119 ; Ruth REED, *op. cit.*, p. 156 ; Robert CLOUTMAN DEXTER, *Social Adjustment*, Alfred A. Knopf, New York and London, 1927, p. 291 ; Robert GRANT, *Law & the Family*, Charles Scribner's Sons, New York, 1919, pp. 236-237 ; « Uniform Divorce Law », *Journal of Social Hygiene*, March, 1923, p. 168.

tage infime, presque négligeable, du total des divorces (9). Autrement dit, les divorces obtenus à la suite d'un changement d'Etat ne constituent pas un mal suffisamment répandu pour justifier une action fédérale.

Au troisième argument, on répond que la loi fédérale est bien incapable de réduire le taux des divorces. Un code uniforme, tel que celui préconisé par le Sénateur Capper, est une tentative de compromis entre les différents Etats. Il donnerait plus de facilités dans les Etats aux lois conservatrices, et apporterait des restrictions dans ceux qui ont adopté une politique libérale de dissolution du mariage ; il amènerait un accroissement des divorces dans des Etats aussi sévères que la Caroline du Sud et New York, et une diminution dans le Nevada et autres Etats indulgents. Les augmentations et diminutions se balanceraient donc largement, et le résultat ne serait pas fort différent de ce qu'il est actuellement. Par ailleurs, au lieu de satisfaire tous les Etats au point de vue du divorce, une législation aussi standardisée déplairait vraisemblablement à tout le monde. Elle serait probablement sans valeur, soit parce qu'elle ne serait pas appliquée, soit en raison de l'interprétation judiciaire qui en serait donnée dans les Etats qui élèvent des objections de principe contre ses dispositions. Un exemple frappant de ce fait est le 18^e amendement interdisant légalement l'usage des boissons spiritueuses, mais qui, en pratique, encourageait presque leur vente. Le recours aux

(9) Walter F. WILLCOX, « Divorce in the United States », *op. cit.*, p. 460.

amendements constitutionnels et à la législation de toute nature, sans tenir compte des sentiments et coutumes locaux a atteint, au regard de bien des gens, la limite extrême des services qu'il est susceptible de rendre dans ce pays. Au surplus, ce n'est pas nécessairement un mérite que de restreindre l'application du remède sans aucun égard pour les souffrances du corps social (10). En tout cas, des difficultés constitutionnelles ne permettent pas de penser qu'une loi nationale puisse être adoptée dans un avenir prochain.

II. — ÉTABLISSEMENT DE TRIBUNAUX SPÉCIALISÉS

Bien plus importante que l'uniformité des lois sur le divorce, cependant, est la réforme de la procédure judiciaire dans le jugement des divorces. Il est notoire que très souvent des affaires de divorce sont expédiées par des tribunaux surchargés, non seulement sans solennité, mais même sans une connaissance suffisante de la justice des causes. La méthode juridique ordinaire de traitement du divorce, aussi bien que des autres problèmes domestiques, est désuète. Les tribunaux ont peu, sinon pas, l'occasion d'étudier les causes réelles du dissentiment. Le divorce précipité est presque aussi fréquent que le mariage hâtif. Dans tous les cas de déboires conjugaux devenus suffisamment vifs pour que l'on recherche la séparation légale, la procédure des tribu-

A) Nécessité d'une spécialisation des tribunaux jugeant les divorces.

(10) Anna GARLIN SPENCER, *op. cit.*, p. 242; William D. P. BLISS, *op. cit.*, p. 399; J. P. LICHTENBERGER, *op. cit.*, p. 121.

naux devrait viser à l'arbitrage, à conseiller une nouvelle tentative, à amener l'harmonie en demandant à l'une ou l'autre partie, ou à toutes les deux, de justes concessions; elle devrait se consacrer à la tâche de rendre plus de ménages heureux, même s'ils ont rencontré des difficultés d'accord, plutôt que de se laisser aller à servir de moyen facile de séparation pour des gens fussent-ils légers, égoïstes et puérils, qui présentent des divergences superficielles (11). Les Professeurs Groves et Ogburn écrivent à cet égard : « Il ne peut cependant y avoir aucune réforme solide ou notable des divorces tant que nous n'aurons pas remplacé notre politique d'interrogatoire par une politique d'enquête. Plutôt que des tribunaux au sens courant du terme, il nous faut partout des tribunaux spécialisés dans le règlement des affaires domestiques, et ceux-ci doivent pouvoir agir comme office d'enquête. Au lieu de discuter si, oui ou non, l'homme ou la femme est coupable d'offenses définies par la loi pour la rupture des liens du mariage, il faut découvrir, si possible, ce qui réellement ne va pas dans cette famille, comment la chose a pris naissance, et s'il est ou non possible d'aboutir à un accommodement qui aidera à maintenir l'union de la famille » (12).

(11) Charles A. ELLWOOD, *Sociology & Modern Social Problems*, Revised and enlarged edition, American Book Co, New York, 1913, p. 161; Robert CLOUTMAN DEXTER, *op. cit.*, p. 291; Anna GARLIN SPENCER, *op. cit.*, p. 239.

(12) Ernest R. GROVES & William F. OGBURN, *op. cit.*, p. 120.

Au cours de ces dernières années, cependant, se sont créés des tribunaux spécialisés, connus sous le nom de tribunaux des relations domestiques ou tribunaux familiaux, et qui ont pour fonction de s'occuper des affaires issues de discordes familiales. Les premiers tribunaux des relations domestiques, sans compétence sur les enfants, ont été établis dans l'Etat de New York en 1910, où le tribunal de la ville de Buffalo créa une section des relations domestiques. La même année, la ville de New York fut autorisée par la législature de l'Etat à établir des tribunaux des relations domestiques : ces tribunaux existent maintenant à Manhattan, Brooklyn et Bronx. Des tribunaux des relations domestiques spéciaux, ou des sections spéciales ne s'occupant pas des enfants, existent actuellement dans un certain nombre de grandes villes. C'est ainsi qu'il en existe, en dehors de l'Etat de New York, dans certaines parties de l'Illinois, le Massachusetts et le New Jersey. Dans d'autres Etats, l'organisation relative aux affaires domestiques a été élaborée par les tribunaux municipaux et de district (13).

Les tribunaux familiaux, groupant dans des proportions diverses les fonctions de tribunaux d'enfants et de tribunaux des affaires domestiques, se sont également développés au cours des deux dernières décades. Il y a

B) Evolution des tribunaux des relations domestiques.

C) Evolution des tribunaux familiaux.

(13) *Encyclopedia of the Social Sciences*, op. cit., p. 195; *Social Work Year Book*, Russell Sage Foundation, New York, vol. 1, 1929, p. 144; vol. 2, 1933, p. 136; President's Research Committee on Social Trends, *Recent Social Trends in the United States*, vol. 2, MacGraw Hill Book Co, New York & London, 1933, p. 1176.

environ une génération, le premier tribunal de ce genre fut fondé à Cincinnati (Ohio), où la Cour des Plaid-communs créa une section des relations domestiques. Ce tribunal recevait dans ses attributions non seulement toutes les affaires d'enfants, et certaines touchant les adultes, mais encore le droit exclusif de connaître des procès de divorce. Vers la même époque, la Législature du Michigan tenta de créer une section des relations domestiques au Tribunal itinérant siégeant à Détroit, et de lui donner une compétence étendue, comprenant entre autres les questions de divorce, mais le projet fut déclaré inconstitutionnel. A Saint-Louis (Missouri) fut fondé en 1921 un tribunal des relations domestiques, comme section du tribunal itinérant. Il reçut dans ses attributions le divorce. La Virginie fut le premier Etat à créer, en 1922, un système de tribunaux familiaux s'étendant à tout l'Etat. En 1925, des tribunaux ayant des attributions étendues, comprenant entre autres le divorce, furent autorisés dans certains comtés de l'Oklahoma, mais ils n'ont pas encore été établis. En 1929, un tribunal d'enfants et de relations domestiques fut créé dans le comté de Hamilton (Tennessee) avec compétence exclusive en matière de divorce dans tous les cas où se pose une question de garde d'enfants, et le tribunal familial indépendant du comté de Multnomah, dans le même Etat, fut intégré dans le tribunal itinérant et ses attributions furent élargies de façon à comprendre les procès en divorce sans opposition, ou ceux atteignant des enfants de moins de 18 ans. Des tribunaux familiaux indépendants, compétents à la fois comme tribunaux

d'enfants et comme tribunaux des relations familiales, sont maintenant établis dans l'Alabama, le New Jersey, la Caroline du Nord, le Tennessee, la Virginie et la Virginie de l'Ouest. Des tribunaux familiaux, formant une section distincte de cours à compétence plus étendue ont été créés dans le Missouri, l'Ohio et l'Oregon. Mais dans les attributions des tribunaux familiaux de l'Alabama, du New Jersey, de la Caroline du Nord et de la Virginie ne figurent pas les questions de divorce (14).

Les termes « tribunal des relations domestiques » et « tribunal familial » sont souvent utilisés indifféremment l'un pour l'autre, mais on a plutôt tendance à réserver cette dernière expression pour désigner les tribunaux ayant des attributions étendues touchant à la fois les affaires d'enfants et celles relatives aux adultes. Les tribunaux familiaux, selon les termes du Juge Charles W. Hoffman, de Cincinnati, l'un des chefs du mouvement en faveur de leur établissement, sont établis « pour connaître de toutes les questions relatives à la famille dans un seul tribunal à compétence exclusive, où s'appliqueront les mêmes méthodes de procédure que dans les tribunaux d'enfants, et où il sera possible de tenir compte du témoignage social, en le distinguant du témoignage légal ». Pour un autre juge qui s'est intéressé au mouvement, Edward F. Waite, de Minneapolis, ces tribunaux représentent « l'intérêt de l'Etat dans la conservation de

D) But des tribunaux familiaux.

(14) *Encyclopedia of the Social Sciences*, op. cit., pp. 195-196; President's Research Committee on Social Trends, op. cit., p. 1176; *Social Work Year Book*, op. cit., vol. 1, pp. 143-144; vol. 2, p. 136.

l'enfance, l'interpénétration de toutes les questions judiciaires touchant la vie familiale, et le besoin d'aide administrative dans la solution convenable de ces questions (15).

E) Classement des tribunaux familiaux suivant leurs attributions.

Les tribunaux familiaux ont une compétence, une organisation et une procédure très variées. Au point de vue de la compétence, on peut les classer comme suit :

- a) Le tribunal de famille, avec compétence en ce qui concerne les enfants aussi bien que les adultes, y compris les affaires d'enfants, les affaires de divorces, désertion et abandon de famille, et les affaires criminelles et de confiance ;
- b) Le tribunal familial compétent pour les enfants et à attributions limitées touchant les adultes, comprenant le divorce, la désertion et l'abandon de famille, mais non les deux types d'affaires ;
- c) Le tribunal d'enfants ayant des attributions étendues en ce qui concerne les adultes, divorce non compris ;
- d) Le tribunal des relations domestiques sans attributions touchant les enfants ou le divorce ;
- e) Le tribunal municipal ou de district, comportant des sections pour les enfants et pour les relations domestiques (16).

F) Organisation et procédure des tribunaux familiaux

L'organisation des tribunaux familiaux de tous les types comprend l'inscription séparée au rôle des affaires énu-

(15) *Social Work Year Book*, op. cit., vol. 1, p. 143 ; vol 2, p. 135.

(16) Voir note 15.

mérées dans la classification, et le service d'agents spécialisés dans l'étude sociale de ces cas. La procédure d'un tribunal complet englobe l'arrangement des affaires sans intervention officielle comme tribunal toutes les fois que la chose est possible, des audiences officieuses auxquelles assistent uniquement les intéressés, une enquête sociale, un contrôle probatoire et d'autres services de vérification. Mais un petit nombre seulement des tribunaux ont établi tous ces types de service dans les questions de relations domestiques, considérées à part des affaires d'enfants. L'application de ces nouvelles méthodes de procédure aboutit souvent à une réconciliation entre mari et femme et à la reprise de la vie conjugale sur une base plus adéquate. Cependant, la réconciliation n'est pas toujours possible, ni désirable ; dans ce cas, une autorisation de séparation ou un jugement de divorce peut s'ensuivre. De toute façon, le juge a à sa disposition un grand nombre de faits pertinents, et les probabilités d'une décision équitable s'en trouvent notablement accrues (17).

Les tribunaux familiaux constituent donc une tentative pour mettre en harmonie avec les faits et les besoins sociaux l'application de la loi lorsqu'elle frappe la vie familiale. Bien qu'elles soient encore imparfaitement développées jusqu'à présent, ces cours ont un indice de la réalité de la nouvelle technique judiciaire qui est en formation, technique qui n'est pas basée sur les précédents et la raison abstraite, mais qui s'efforce d'atteindre

G) Méthode de procédure des tribunaux familiaux, comparées à celles des tribunaux ordinaires.

(17) S. A. QUEEN & D. M. MANN, *op. cit.*, p. 66 ; *Social Work Year Book*, *op. cit.*, vol. 1, p. 143 ; vol. 2, p. 135.

la justice dans chaque cas individuel. La différence entre ces nouvelles méthodes de procédure et les anciennes méthodes juridiques courantes réside dans le fait que le tribunal d'autrefois se basait sur la science des avocats, tandis que celui d'aujourd'hui se fie davantage aux psychiâtres et aux assistants sociaux. Les décisions des anciens tribunaux étaient rapportées, étudiées et critiquées par les juristes, tandis que celles des nouveaux tribunaux ne sont que rarement rapportées, et leurs audiences sont suivies par des enquêteurs rompus aux services sociaux. La justice des anciens tribunaux était basée sur la science juridique ; dans les nouveaux, elle s'appuie sur l'art de l'ingénieur social (18).

H) Résultats obtenus par les tribunaux familiaux.

Certains types de procès de relations domestiques ne sont pas obligatoirement jugés dans les tribunaux de relations domestiques ou tribunaux familiaux. La mesure dans laquelle ces affaires sont réellement centralisées au tribunal spécial dépend dans une large mesure de la place que celui-ci s'est taillée dans la collectivité (19). Certains de ces tribunaux accomplissent un travail remarquable en mettant fin aux dissensions conjugales. Un rapport sur les opérations d'un tribunal bien connu pour ses méthodes sociales déclare qu'au cours d'une des dernières années 90 % des affaires atteignant des enfants

(18) *Social Work Year Book*, op. cit., vol. 2, pp. 135-136.

Consulter également : Ralph P. BRIGDMAN, « Guidance for Marriage & Family Life », *The Annals of the American Academy of Political & Social Science*, March, 1932, p. 157.

(19) *Social Work Year Book*, op. cit., p. 136.

ont été réglées hors séance. Un autre signale qu'il a arrangé officieusement 70 % du total des affaires qui lui ont été présentées. La proportion des causes ainsi réglées varie, mais tend à croître dans tous les tribunaux familiaux (20). Il ne faut pas oublier cependant que le travail accompli par ces tribunaux n'a pas toujours été satisfaisant. Dans l'ensemble, les juges ne possèdent pas des qualités d'un ordre remarquable parce qu'ils sont généralement mal payés. Souvent, les affaires qu'ils ont à traiter les empêchent d'accorder à chacune d'elles tout le soin et l'étude qu'il faudrait. Au surplus, les enquêteurs des tribunaux familiaux sont tellement surchargés de travail qu'ils ne peuvent donner l'attention convenable aux affaires qui leur sont confiées, soit pour enquête, soit pour contrôle. Dans l'ensemble, un appui financier plus adéquat, l'intérêt du public et sa critique, et la reconnaissance des services spécialisés nécessaires sont indispensables si l'on veut que les tribunaux atteignent le but souhaité (21).

L'agitation en vue de l'établissement de tribunaux des relations domestiques avait pour objectif l'octroi à des tribunaux spécialisés de la compétence en matière de divorce. C'est là que le conflit entre l'individualisme régnant et la socialisation croissante a été le plus manifeste. L'individualiste intransigeant voit dans ce transfert des attributions touchant le divorce un premier pas

1) Obstacles au progrès des tribunaux familiaux.

(20) Ralph P. BRIDGMAN, *op. cit.*, p. 157.

(21) *Social Work Year Book*, *op. cit.*, pp. 136-137.

vers un traitement identique pour les adultes et pour les enfants, et, derrière les revendications de pouvoirs inquisiteurs pour les tribunaux familiaux, il ne voit guère qu'une manie indiscrete d'établissement de statistiques meilleures et plus sûres touchant les causes des dissensions familiales. Son esprit se révolte à l'idée qu'un tribunal puisse se prononcer dans une affaire de divorce, non pas sur les témoignages que les parties veulent bien lui présenter, mais sur les renseignements qui lui ont été fournis par ses propres agents. Il est incontestable, évidemment, que le tribunal familial constitue une atteinte oblique non seulement à la loi criminelle, mais encore à la liberté du divorce qui semblait gagner du terrain dans notre siècle. L'accueil favorable qu'ont rencontré les tribunaux de relations domestiques à compétence étendue dans les Etats du Sud peut s'interpréter vraisemblablement dans ce sens. Mais il est douteux que des tribunaux des relations domestiques puissent être complètement réalisés tant que l'individualisme actuel continuera à prédominer, et que les techniques de conciliation sociale seront encore à leur présent niveau (22).

III. — NÉCESSITÉ D'UNE ÉDUCATION DU CARACTÈRE

Cependant, ce que la loi ne saurait accomplir, ni même tenter à coup sûr, l'opinion publique peut le faire. C'est vers la puissance de l'opinion publique plutôt que vers une législation déterminée que nous devons nous tourner

A) Explication de la nécessité d'une éducation du caractère.

(22) *Encyclopedia of the Social Sciences*, op. cit., pp. 197-198.

pour accomplir bien des réformes dans la société humaine. Cette observation est tout particulièrement exacte lorsqu'il s'agit d'une affaire aussi intime et personnelle que le mariage. C'est toute l'opinion publique américaine concernant le mariage et la famille qu'il faudrait régénérer. Tout ceci, cependant, revient à dire que toute tentative visant à restaurer la stabilité de la vie familiale doit se baser sur d'autres fondements que la législation et la procédure des tribunaux. Derrière l'opinion publique, la législation et la machinerie administrative doivent s'opposer aux habitudes, opinions et idéaux que les individus ont acquis surtout par l'éducation. Considérons l'éducation plus en détail comme un moyen rationnel de remédier à l'instabilité de la famille. L'éducation, contrairement à la législation, peut facilement modifier les habitudes, les opinions, les idéaux des individus, parce que le processus de l'éducation consiste essentiellement à prendre certaines habitudes, idées et idéaux qui constitueront une préparation à la vie. La législation, au contraire, est nécessairement extérieure et coercitive. Elle atteint le plus souvent l'individu trop tard dans la vie pour modifier radicalement ses habitudes ou même ses opinions. C'est pour cette raison que la législation essuie tant d'échecs en tant qu'instrument de reconstruction ou de réforme sociale. Il est évident que ni l'éducation ni la législation ne devraient être négligées dans la reconstruction sociale. Toutes deux sont nécessaires et se complètent. Une sage législation doit se fonder sur l'opinion publique, les idéaux et les habitudes des gens déjà formés par l'éducation. Par ailleurs, aucun système public d'édu-

cation ne peut se maintenir s'il n'est soutenu par une législation appropriée. Dans cette question de la renaissance de la vie familiale américaine, il faut par conséquent compter surtout sur l'éducation que peuvent donner à la jeune génération l'école, l'église et la famille (23).

A cet égard, le Professeur Edward T. Devine écrit : « La principale sauvegarde contre ce danger (le divorce) qui menace le foyer ne réside pas dans les lois ou les tribunaux, mais dans cette éducation fondamentale, cette direction du caractère pendant la jeunesse, dont nous avons eu tant de fois déjà l'occasion de parler que cela peut paraître un refrain monotone » (24). Anna Garlin Spencer écrit également : « Les hommes et les femmes doivent être rendus capables de se contrôler eux-mêmes, raffermis dans un sentiment d'obligation envers les autres, animés d'un idéal de fidélité aux engagements et empressés à s'assurer des droits réciproques dans un plan mutuel de vie commune. Cette éducation du caractère doit être notre assurance principale dans les efforts que nous entreprenons pour réduire le nombre des divorces » (25).

**B) Développement
de l'éducation du
caractère dans
les écoles.**

Il était autrefois quelque peu exceptionnel pour les écoles des Etats-Unis d'entreprendre une véritable éducation du caractère. Mais, depuis 1913, cependant, un intérêt marqué s'est manifesté pour la formation du caractère. En 1929, vingt-deux Etats exigeaient l'éduca-

(23) Charles A. ELLWOOD, *op. cit.*, pp. 164-165.

(24) Edward T. DEVINE, *op. cit.*, p. 160.

(25) Anna GARLIN SPENCER, *op. cit.*, p. 243.

tion morale dans les écoles publiques élémentaires. En 1914-1915, l'Institut d'Education du Caractère, de Washington, éveilla un vif intérêt avec son concours pour un code de moralité pour les enfants. Le prix de 5.000 dollars fut accordé au Président William J. Hutchins, de Berea College. Le code primé est devenu la base de l'enseignement moral dans de nombreuses écoles. En 1922, un second prix de 20.000 dollars pour le meilleur plan d'éducation du caractère fut accordé au Professeur Edwin D. Starbuck, de l'Université d'Iowa et à ses associés. Ce plan est maintenant fort répandu. A la suite de ce prix, le Professeur Starbuck organisa un « Institute of Character Research » à l'Université d'Iowa. Sous les auspices de la « Character Education Inquiry » du « Teachers' College » de l'Université de Colombie, Hugh H. Hartshorne et Mark A. May ont effectué entre 1924 et 1929 une étude approfondie de la déception chez les enfants. Cette étude a été faite à l'aide d'une Bourse de l'« Institute of Social and Religious Research ». La première conférence nationale sur l'éducation du caractère dans les écoles se réunit à New York en 1928, sur convocation de la « National Child Welfare Association » et du « Teachers' College ». Outre les organisations de recherches indiquées, plusieurs organismes se sont constitués en vue du travail proprement dit d'éducation du caractère chez les enfants. Différentes écoles publiques, entre autres celles de Los Angeles, Denver et Boston, ont maintenant des cours bien établis d'éducation du caractère. L'une des méthodes employées est l'éducation directe du caractère, dans laquelle un certain temps est réservé à l'étude

d'une question donnée. L'éducation indirecte du caractère consiste à organiser l'ensemble du programme scolaire de manière à donner à l'enfant la pratique du développement du caractère. Cette dernière méthode gagne du terrain. Un autre procédé consiste à donner des conseils individuels aux enfants présentant des défauts de caractère. Les programmes d'hygiène mentale et le travail des instituteurs-visiteurs se rattachent de près à ce domaine (26).

Les Professeurs George H. Betto et George E. Hill, de la North Western University, ont rendu publics les résultats d'une vaste enquête menée sur l'éducation du caractère. Ils avaient reçu des comptes rendus de 836 villes. Un bon quart de celles-ci signalaient qu'elles consacraient un temps déterminé à l'éducation du caractère à un ou plusieurs degrés de leur système scolaire. Le temps ainsi alloué est généralement plus considérable à l'école élémentaire qu'à l'école secondaire ; en moyenne, il est alloué une heure par semaine (27).

Le programme d'éducation du caractère tend à fusionner avec l'hygiène mentale en insistant sur le développement de la personnalité totale et faisant ressortir l'importance de la conciliation sociale et des expériences émotives dans la formation de la conduite de l'enfant (28).

(26) *Social Work Year Book*, *op. cit.*, vol. 1, p. 57.

(27) *The New International Year Book*, 1932, Funk et Wagnalls C^o, New York & London, 1933, p. 250.

(28) President's Research Committee on Social Trends, *op. cit.*, p. 786.

L'éducation est nécessaire, et sans elle la famille de l'avenir subira une désorganisation encore plus grande que de nos jours ; mais l'éducation n'est pas la panacée qui résoudra rapidement et complètement tous les problèmes que pose le mariage, même pour ceux qui ont reçu un enseignement soigné et sont bien adaptés l'un à l'autre. Si l'on oublie cela, la déception et le scepticisme suivront nécessairement tout effort considérable fait pour conserver la famille au moyen de l'instruction scolaire (29).

(29) Ernest R. GROVES & William F. OGBURN, *op. cit.*, p. 109.

CHAPITRE XI

CONCLUSIONS

Les chapitres précédents ont montré que le taux des divorces par rapport à la population totale est cinq fois plus élevé aujourd'hui qu'il y a trois générations et que les cinq régions géographiques du pays donnent des taux de divorces fort différents, en raison de l'inégalité de leurs situations économiques, religieuses et sociales, ainsi que des divergences entre les lois sur le divorce d'une région à l'autre. Les divorces accordés à la femme ont été proportionnellement plus nombreux que ceux terminés par un jugement au profit du mari, ce qui montre la révolte du sexe féminin et le déclin de l'autorité masculine dans la famille ; la majorité des divorces a été accordée à des couples sans enfants, ce qui indique que la présence d'enfants tend à affermir les ménages même mal assortis ; la majorité des divorces a été accordée à des couples mariés depuis peu de temps, ce qui révèle la grande facilité de dissolution de l'institution matrimoniale dans les premières années de la vie conjugale ; l'écrasante majorité des divorces a été pro-

noncée pour des causes graves, conséquence probable de la nature des lois plutôt que de l'état d'esprit des parties. Une étude des lois sur le divorce dans les différents Etats a permis de conclure que la cause de l'accroissement du taux des divorces ne réside pas dans les modifications à la législation du divorce. L'instabilité croissante de la famille américaine résulte plutôt de bouleversements dans le domaine économique, religieux et social. La dernière partie de notre travail a été consacrée à un bref examen des mesures préventives prises sur le plan législatif, judiciaire et éducatif. A cette étude du divorce américain, considéré sous ses aspects purement statistiques et historiques, il convient d'ajouter certaines discussions théoriques si l'on veut donner une image complète du phénomène. Ce sera l'objet de ce dernier chapitre.

Avant d'entrer dans le sujet de notre discussion, nous attirerons l'attention sur les deux points suivants : d'abord la position dogmatique prise par l'Eglise catholique romaine touchant l'idée du mariage éternel sera entièrement exclue de notre discussion. Nous adoptons une conception scientifique de l'existence et nous considérons les réalités de notre situation actuelle. Nous ne discutons pas le point de savoir si le divorce doit ou non être permis. Pour nous, le principe de la légitimité du divorce est déjà établi par avance. La question à étudier ici est une question de méthode, non de principe : il s'agit de savoir si le divorce doit être rendu plus difficile en raison de ses effets et conséquences. Nous n'envisagerons pas non plus l'extrême liberté de divorce, accordé au gré de l'un ou de l'autre des conjoints, comme c'est le cas en Rus-

sie Soviétique. Dans un pays communiste, la situation est toute particulière. Des institutions qui se justifient dans un pays soumis à un gouvernement socialiste peuvent ne pas convenir dans un pays où prévaut le principe capitaliste. La conception du mariage indissoluble de l'Eglise catholique, si elle était acceptable pour les Américains de l'époque coloniale, ne convient plus aux Américains du ^{xx}^e siècle. L'extrême liberté de divorce pratiquée en Russie soviétique peut n'être pas profitable à l'Amérique capitaliste. Le temps et l'espace sont des facteurs déterminants de toutes les institutions, et le divorce ne fait pas exception à cette règle.

Pour commencer, examinons si le divorce constitue un phénomène heureux ou malheureux. On prétend que si la famille se désorganise, les enfants en souffriront. La rupture d'un mariage les prive des conseils et de l'affection d'un père, ou des soins et du dévouement d'une mère. Si la garde des enfants est confiée à la mère, celle-ci constatera peut-être qu'elle est incapable à elle seule de les discipliner convenablement, et qu'ils deviennent insupportables. Si le père se charge de certains des enfants, il ne sera pas en mesure de s'occuper d'eux pendant ses heures de travail, de sorte qu'ils seront souvent négligés (1). Il est peu douteux que le divorce ait un effet des plus déplorables sur les enfants ; il les prive à tout le moins d'un des éléments éducateurs normaux qui leur sont nécessaires. Mais en même temps, il ne faut

(1) Seba ELDRIDGE & Carroll D. CLARK, *Major Problems of Democracy*, The Century Co, New York & London, 1928, p. 19.

pas attacher une importance exagérée à la perpétuation de l'union de parents malheureux et mal assortis, par égard pour les enfants seulement. Les études de psychologie infantine ont démontré d'une façon péremptoire que les influences exercées au début de la vie ont une action fondamentale sur la formation du caractère, et que les conflits et difficultés survenant au foyer se trouvent souvent à la base de la criminalité juvénile et des insuccès des adultes. La conclusion la plus sûre semble être que les malheurs domestiques sont néfastes à l'enfant ; si, par conséquent, le divorce met fin à ces malheurs, il est le moindre de deux maux (2). De plus, le fait que des enfants sont atteints dans deux divorces sur cinq seulement semble indiquer que les enfants maintiennent les parents unis lorsque leurs dissentiements ne sont pas trop vifs et les partisans du divorce assurent que si la séparation vient à se produire l'enfant sera mieux avec son père ou avec sa mère seulement qu'avec tous les deux si l'amour n'y est pas (3).

On fait remarquer aussi que le divorce n'est généralement désiré que par un seul des conjoints et qu'il s'ensuit un drame pour l'autre. A cela d'autres répondent que la plupart des drames de l'existence ont toujours tourné autour de l'amour des hommes et des femmes, que le drame se produit bien souvent pour un simple refus à une demande en mariage, et qu'obliger une personne à vivre avec quelqu'un qu'elle n'aime pas et pour

(2) Robert CLOUTMAN DEXTER, *op. cit.*, pp. 290-291.

(3) Earl BARNES, *Woman in Modern Society*, B. W. Huebsch, New York, 1912, p. 227.

lequel elle peut même avoir de l'antipathie est plus tragique encore que la séparation (4).

On affirme d'autre part qu'avec la désintégration de la famille, le mari et la femme se trouvent souvent en présence de sérieuses difficultés d'adaptation. Les affections, sympathies et intérêts qui convergeaient vers le foyer ne peuvent se remplacer facilement. Certains peuvent former de nouveaux liens, ou s'intégrer dans d'autres groupements, mais beaucoup d'autres, privés de l'influence stabilisatrice des liens familiaux, vont socialement à la dérive (5). Par contre, on peut répliquer que lorsque le mari et la femme ne s'accordent plus, les affections et les sympathies sont déjà perdues et leurs intérêts sont sérieusement menacés, de sorte que le divorce leur offre un moyen de fonder une nouvelle famille sur une base plus saine.

Ainsi donc, théoriquement parlant, le divorce peut avoir beaucoup de conséquences avantageuses, aussi bien que d'indésirables, et il est impossible de dire d'une façon générale que ce soit un phénomène malheureux plutôt qu'heureux. Les conservateurs estiment que le divorce est un mal, parce qu'il peut amener des conséquences regrettables, ses partisans acharnés trouvent que c'est une bonne chose, parce qu'il peut remédier aux difficultés conjugales. En fait, les deux partis ont également raison, ou plutôt ont également tort ; ils ont raison parce qu'il y a certains éléments de vérité des deux côtés de la barricade ; ils ont tort parce que tous deux ont

(4) *Ibid.*, p. 227.

(5) Seba ELDRIDGE & Carroll D. CLARK, *op. cit.*, p. 19.

négligé de se faire une idée complète du problème, et qu'ils se prononcent d'après leurs préjugés ou d'après une connaissance ou une expérience imparfaites. En mettant en relief ces conséquences néfastes, les conservateurs ont oublié d'y voir une institution nécessaire ; en revendiquant la liberté du divorce, ses partisans extrémistes ont négligé d'apercevoir ses aspects désastreux. Les conservateurs considèrent le mariage comme une question intéressant la société, tandis que les radicaux y voient une affaire personnelle. Nous pensons, quant à nous, que le mariage n'est pas une question qui touche exclusivement la société, ni une simple affaire personnelle : il les intéresse tous deux. Il concerne la société parce qu'il est considéré comme la meilleure institution pour l'éducation des enfants, dont le bien-être détermine l'avenir de la nation ; il concerne l'individu, parce qu'il comporte la poursuite du bonheur entre mari et femme.

Etant donnée cette différence d'attitudes vis-à-vis du divorce en tant qu'institution, il est naturel de s'attendre à ce que les opinions touchant sa réglementation soient tout aussi variées. Les éléments conservateurs estiment que le divorce libre constitue une menace pour les enfants, un danger pour la société et qu'il encourage les mariages hâtifs et inconsidérés qui peuvent produire plus de probabilités de divorce et par suite accroître encore l'instabilité de la famille. Pour ces raisons, la législation du divorce doit être rendue aussi sévère que possible. Par contre, les éléments avancés considèrent que la sévérité des lois sur le divorce est immorale, parce qu'elle tend à obliger des conjoints mal assortis à vivre

ensemble, portant ainsi atteinte à la liberté individuelle et au bonheur durable des gens mariés, et parce qu'elle peut encourager la prostitution et l'irrégularité sexuelle. La sévérité de la législation peut évidemment encourager la conclusion de mariages plus nombreux sur une base meilleure, mais elle ne saurait garantir le succès à tous.

Pour notre part, nous pensons que l'adoption d'une législation indulgente sur le divorce n'a pas pour objet de l'encourager, ce qui rendrait l'institution matrimoniale moins stable, mais bien plutôt de fournir des remèdes plus nombreux pour la guérison des maladies du mariage. Evidemment, si la législation se relâche, les mauvais mariages se multiplieront, ce qui augmentera proportionnellement les probabilités du divorce. Mais même si la législation est rendue plus sévère, il se produira encore des conflits conjugaux, parce que cette sévérité ne saurait empêcher qu'un certain nombre de mauvais mariages, mais ne saurait garantir leur réussite à tous. Est-il moral, dans ce cas, d'obliger le mari et la femme à vivre ensemble lorsque l'affection mutuelle s'est éteinte entre eux ? Certainement non. Le divorce est un remède nécessaire aux maladies du mariage, de même que les médicaments sont des remèdes nécessaires à nos maladies corporelles. Rendre les lois sur le divorce plus strictes équivaut purement et simplement à restreindre l'emploi des médicaments. Cela serait contraire à l'esprit de notre civilisation moderne. Préconiser des lois indulgentes ne signifie pas que la stabilité de la famille n'est pas nécessaire, mais que le divorce est un remède, et non

pas la maladie ; l'effet et non la cause. La stabilité de la famille est désirable, et personne n'est fort heureux d'obtenir un divorce, de même que nul ne prend son plaisir à absorber des médicaments. Le divorce est une conséquence inévitable, aussi bien qu'un remède indispensable. Ce n'est pas l'adoption d'une législation sévère qui préviendra les divorces irréfléchis, c'est l'amélioration de la procédure judiciaire, comme celle qui se manifeste actuellement dans les tribunaux des relations domestiques ou tribunaux familiaux. Encourager la conclusion d'un plus grand nombre de mariages sur une base plus saine n'est pas une simple question de législation, mais bien une affaire d'éducation.

Il est difficile, sinon impossible, de dire dans quelle mesure la fréquence des divorces aux Etats-Unis constitue ou a constitué un préjudice social, et jusqu'à quel point elle a affaibli ou sapé l'idéal du mariage en tant qu'union pour la vie entre le mari et la femme. Cependant, les familles brisées ne se mesurent pas uniquement aux chiffres des divorces. Dans bien des cas, le mari et la femme se sont séparés, ou vivent à part, sans avoir obtenu un divorce formel. Le fait est particulièrement fréquent dans les groupements religieux adversaires du divorce. Les couples indifférents du bon vieux temps semblent bien avoir été maintenus unis par l'opinion publique, la règle religieuse ou l'ignorance d'un remède, plutôt que par la fidélité à un idéal.

Si, autrefois, les divorces étaient relativement rares, cela ne signifie pas que les mariages étaient beaucoup plus heureux qu'aujourd'hui, mais simplement que le

mari jouissait d'une véritable autorité monarchique, et que la femme, par suite de son infériorité intellectuelle et de sa dépendance économique, était obligée de subir un mariage malheureux. Jadis, la parole du mari était l'ordre d'un souverain, et la femme, étant sujette, ne pouvait qu'obéir. Aujourd'hui, le mari et la femme sont placés sur un pied d'égalité, et un mariage qui nuit au bonheur de l'un des conjoints ne peut plus exister. Autrefois, la famille avait la forme d'un gouvernement monarchique ; aujourd'hui elle est établie sur des principes démocratiques. Nul ne peut dire laquelle de ces deux formes est la meilleure. Aux yeux des personnes âgées, l'ancien système était préférable ; pour la jeunesse, le nouveau est désirable. Toute institution doit être capable de s'adapter à des conditions modifiées. Les institutions se transforment avec le temps. La question de savoir si une institution est bonne doit être examinée à la lumière de sa convenance par rapport aux conditions dans lesquelles elle existe. L'étude d'une longue évolution ne permet pas de croire, comme on l'a prédit, que le taux du divorce lui-même va décroître dans un proche avenir, quoiqu'il doive certainement en être ainsi à la longue.

VU : LE 3 MAI 1935.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages consultés

- ADAMS (James Truslow). — *A Searchlight on America*, George Routledge & Sons, Ltd., London, 1930.
- ANDREWS (Charles M.). — *Colonial Folkways*, Yale University Press, New Haven, 1919.
- ASHLEY (Roscoe Lewis). — *The New Civics*, The Macmillan C^o, New York, 1918.
- BARNES (Earl). — *Women in Modern Society*, B. W. Huebsch, New York, 1912.
- BISHOP (Joel Prentiss). — *Commentaries on the Law of Married Women*, vol. 2, Little, Brown & C^o, Boston, 1875.
- BRAUNTSCHVIG (Marcel). — *La Vie Américaine et ses Leçons*, Librairie Armand Colin, Paris, 1931.
- BROCKELBANK (W. J.). — *La Formation du Mariage dans le Droit des Etats-Unis*, Librairie Arthur Rousseau, Paris, 1935.
- BURGESS (Ernest W.). — *The Urban Community*, The University of Chicago Press, Chicago, 1926.
- CALVERTON (V. F.). — *The Bankruptcy of Marriage*, The Macaulay C^o, New York, 1928.

- CESTRE (Charles). — *Les Etats-Unis*, Librairie Larousse, Paris, 1927.
- COMMITTEE ON RECENT ECONOMIC CHANGES (President's Conference on Unemployment). — *Recent Economic Changes in the United States*, 1st. Ed., vol. 2, MacGraw-Hill Book C°, Inc., New York, 1929.
- DAVIS (Jerome) & BARNES (H. E.). — *An Introduction to Sociology*, D. C. Heath & C°, New York, 1927.
- DEALEY (James Quayle). — *The Family in its Sociological Aspects*, George G. Harrap & C°, London, 1913.
- DEVINE (Edward T.). — *The Normal Life*, 2nd Ed., Douglas C. McMurtrie, New York, 1917.
- DEXTER (Robert Cloutman). — *Social Adjustment*, Alfred A. Knopf, New York & London, 1927.
- DRUMMOND (Isabel). — *Getting A Divorce*, Alfred A. Knopf, New York, 1931.
- EDWARDS (George J.). — *Divorce in Pennsylvania*, Clark Boardman C°, Ltd, New York, 1930.
- ELDRIDGE (Seba) & CLARK (Carroll D.). — *Major Problems of Democracy*, The Century C°, New York & London, 1928.
- ELLWOOD (Charles A.). — *Sociology and Modern Social Problems*, Revised and enlarged edition, American Book C°, New York, 1913.
- GRANT (Robert). — *Law and the Family*, Charles Scribner's Sons, New York, 1919.
- GROVES (Ernest R.) & OGBURN (William F.). — *American Marriage and Family Relationships*, Henry Holt & C°, New York, 1928.

- KITCHIN (S. B.). — *A History of Divorce*, Chapman & Hall, Ltd, London, 1912.
- LAWYER. — *The Law of American Divorce*, Mitchell Kennerley, New York & London, 1912.
- LEAGUE OF NATIONS. — *The Course and Phases of the World Economic Depression*, The Secretariat of the League of Nations, Geneva, 1931.
- LEHMAN (Lucien). — *The American Illusion*, The Century C°, New York & London, 1931.
- LICHTENBERGER (James P.). — *Divorce, a Study in Social Causation*, Columbia University, New York, 1909.
- MACCRACKEN (John Henry). — *American Universities and Colleges*, 2nd Ed., Revised and enlarged, The Williams & Wilkins C°, Baltimore, 1932.
- ODEGARD (Peter H.). — *The American Public Mind*, Columbia University Press, New York, 1930.
- PARK (Robert E.), BURGESS (Ernest W.) & MACKENGIE (Roderick E.). — *The City*, The University of Chicago Press, Chicago, 1925.
- PRESIDENT'S RESEARCH COMMITTEE ON SOCIAL TRENDS. — *Recent Social Trends in the United States*, 2 vols, MacGraw-Hill Book C°, Inc., New York & London, 1933.
- QUEEN (S. A.) & MANN (D. M.). — *Social Pathology*, Thomas Y. Crowell C°, New York, 1925.
- REED (Ruth). — *The Modern Family*, Alfred A. Knopf, New York, 1929.
- ROWE (Henry K.). — *Society, its Origin and Development*, Charles Scribner's Sons, New York, 1916.

- RYAN (John A.). — *Declining Liberty and Other Papers*, The Macmillan C°, New York, 1927.
- SCHOULER (James). — *A Treatise on the Law of Domestic Relations*, 2nd Ed., Little, Brown & C°, Boston, 1874.
- SPENCER (Anna Garlin). — *The Family and its Members*, J. P. Lippincott C°, Philadelphia & London, 1923.
- THORP (Willard Long) & MITCHELL (Wesley C.). — *Business Annals*, National Bureau of Economic Research, Inc., New York, 1926.
- TOWNE (E. T.). — *Social Problems*, The Macmillan C°, New York, 1918.
- TURNER (R. E.). — *America in Civilization*, Alferd A. Knopf, New York, 1925.
- WALLER (Willard W.). — *The Old Love and the New*, Horace Liveright, New York, 1930.
- WILLCOX (Walter F.). — *Divorce, a Study in Statistics*, Columbia University, New York, 1891.
- WINSTON (Sanford). — *Illiteracy in the United States*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1930.
- WOOLSEY (Theodore D.). — *Essays on Divorce & Divorce Legislation*, Charles Scribner & C°, New York, 1869.

Périodiques

- American Journal of Sociology*, September, 1925.
- American Review of Reviews*, November, 1927.

- American Year Book*, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931,
The American Year Book Corporation, New
York.
- Americana Annual*, 1931, The Americana Corporation,
New York.
- Annals of the American Academy of Political & Social
Science*, January, 1900 ; March, 1932.
- Atlantic Monthly*, June, 1923.
- Bulletin de l'Institut International de Statistique*, tome
VIII, 1^{re} livraison, Paris, 1909.
- Current History*, August, 1921 ; May, 1922 ; May, 1924 ;
August, 1925 ; October, 1931 ; July, 1933.
- Forum*, September, November, 1926 ; November, 1931.
- Harper's Magazine*, July, 1928 ; August, 1934.
- Journal of Applied Sociology*, December, 1921 ; Novem-
ber-December, 1925.
- Journal of Home Economics*, September, 1932 ; May,
1933.
- Journal of Social Hygiene*, March, 1923.
- Literary Digest*, December 10, 1927 ; April 4, May 16,
August 22, 1931.
- Nation*, May 22, 1929 ; February 12, March 5, 1930.
- Negro Year Book*, 1931-1932, Negro Year Book Publi-
shing C°, Tuskegee Institute, Alabama.
- New International Year Book*, 1927, Dodd, Mead & C°,
New York ; 1932, Funk & Wagnalls C°, New
York & London.
- New Republic*, December 2, 1916.
- North American Review*, June, 1930.
- Outlook*, January 22, 1930 ; March 18, April 8, 1931.

Pictorial Review, February, 1929.

Political Science Quaterly, March, 1893.

Publications of the American Sociological Society, 1927,
1929.

Publications of the American Statistical Association, June,
1909 ; September, 1922.

Revue des Deux Mondes, 15 juillet 1930.

Scribner's Magazine, January, September, 1929 ; April,
November, 1930 ; April, May, 1931 ; December,
1934.

Social Work Year Book, 1929, 1933, Russell Sage Found-
ation, New York.

Statesman's Year Book, 1934, Macmillan & C^o, Ltd,
London.

World's Work, July, 1919.

Rapports gouvernementaux

Census Abstract, 1890, 2nd Ed., Government Printing
Office, Washington.

Census of the United States, 1870, vol. 1 ; 1910, vol. 1 ;
1930, vols. 2, 4, 5 ; Government Printing Office,
Washington.

Congressional Record, vol. 69, part. I, Government Prin-
ting Office, Washington, 1928.

Marriage & Divorce, 1867-1886, 1867-1906, 1916, 1922,
1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930,
1931, Government Printing Office, Washington.

Religious Bodies, 1926, vol. I, Government Printing
Office, Washington, 1930.

Report of the Commissioner of Education, 1906, vol. 1,
Government Printing Office, Washington, 1907.

Statistical Abstract of the United States, 1932, 1933, Government Printing Office, Washington.

Encyclopédies & Dictionnaires

Catholic Encyclopedia, vol. 5, The Encyclopedia Press, Inc., New York, 1913.

Cyclopedia of American Government, vol. 3, D. Appleton & C°, New York & London, 1914.

Cyclopedia of Education, vol. 5, The Macmillan C°, New York, 1917.

Dictionary of United States History, Revised Ed., Historical Publishing C°, Philadelphia, 1931.

Encyclopedia Britannica, 14th Ed., vols. 8, 23, Encyclopedia Britannica C°, Ltd, London, 1929.

Encyclopedia of the Social Sciences, vols. 3, 5, The Macmillan C°, New York.

Hubbell's Legal Directory, The Hubbell Publishing C°, New York, 1929.

New Catholic Dictionary, The Universal Knowledge Foundation, New York, 1929.

New Encyclopedia of Social Reform, 4th Ed., Funk & Wagnalls C°, New York & London, 1908.

New International Encyclopedia, 2nd Ed., vol. VII, Dodd, Mead & C°, New York, 1918.

New International Encyclopedia, supplement, vol. 1, Dodd, Mead & C°, New York, 1930.

Correspondance

TRUESDELL (Leon E.). — Lettre du 29 mars 1934.

TABLE DES CARTES ET DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1. — Evolution du divorce et accroissement de la population : 1867-1931	25
CARTE 1. — Taux de divorce dans les cinq divisions géographiques : 1867	35
CARTE 2. — Taux de divorce dans les cinq divisions géographiques : 1931	37
GRAPHIQUE 2. — Proportion des divorces accordés à chacune des parties en 1867 et en 1931, respectivement	51
GRAPHIQUE 3. — Proportion des divorces atteignant des enfants : 1867	62
GRAPHIQUES 4. — Proportion des divorces atteignant des enfants : 1931	64
GRAPHIQUE 5. — Répartition centésimale, en fonction de la durée du mariage, des divorces accordés en 1867	76
GRAPHIQUE 6. — Répartition centésimale, en fonction de la durée du mariage, des divorces accordés en 1931	78
GRAPHIQUE 7. — Répartition centésimale, par motifs, des divorces prononcés en 1867	89
GRAPHIQUE 8. — Répartition centésimale, par motifs, des divorces prononcés en 1931	91

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
CHAPITRE PREMIER. — INTRODUCTION	7
I. PÉRIODE COLONIALE	8
A) Absence de divorces dans les colonies du sud	9
B) Le divorce législatif dans les colo- nies du centre	9
C) Le divorce judiciaire dans les colo- nies du nord	11
II. DE L'ÉTABLISSEMENT DE LA RÉPUBLIQUE A LA GUERRE DE SÉCESSION	12
A) La constitution fédérale et le droit des Etats sur la législation du divorce	12
B) Abolition du divorce législatif	13
C) Le relâchement de la législation et l'augmentation des divorces	14
III. APRÈS LA GUERRE DE SÉCESSION	15
A) Importance croissante des divorces et agitations populaires pour l'établis- sement des statistiques des divorces	15
B) Premier rapport 1867-1886	15

C) Deuxième rapport 1887-1906	16
D) Troisième rapport 1916	16
E) Rapports annuels depuis 1922	17
F) La nature et les causes de l'augmentation des divorces	18
 CHAPITRE II. — LE DIVORCE ET SA FRÉQUENCE..	19
I. LES STATISTIQUES DES DIVORCES	20
A) Les statistiques des divorces de 1867 et leur signification par rapport à celles de 1931	20
B) Comparaison de l'augmentation du nombre des divorces à celle de la population de 1867 à 1931	21
C) Comparaison du taux des divorces par rapport à la population en 1867 et en 1931	22
D) Augmentation décennale du divorce rapport à la population depuis 1870..	22
E) Augmentation décennale du taux des divorces par rapport à la population depuis 1870	24
F) Evolution du divorce et augmentation de la population de 1867 à 1931	24
 II. LE DIVORCE ET LA SITUATION ÉCONOMIQUE ..	28
A) Corrélation directe entre la situation économique et le divorce	28
B) Explication de l'arrêt dans l'extension des divorces par suite de la dépression économique	30
 CHAPITRE III. — RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DIVORCES	33

I. TAUX COMPARÉS DES DIVORCES DANS LES CINQ DIVISIONS GÉOGRAPHIQUES	34
A) Taux de 1867	34
B) Taux de 1931	36
C) Taux d'accroissement de 1867 à 1931	39
II. EXPLICATION DE LA DIFFÉRENCE DANS LE TAUX D'ACCROISSEMENT DES DIVORCES DANS LES CINQ DIVISIONS GÉOGRAPHIQUES	40
A) Accroissement rapide des divorces dans le Sud, dû à l'émancipation des nègres	40
B) Accroissement lent des divorces dans les Etats du Nord Atlantique, dû à la concentration des immigrants et à la sévérité croissante de la législation du divorce	43
III. CAUSES DES VARIATIONS DES TAUX DES DIVORCES DANS LES CINQ RÉGIONS GÉOGRAPHIQUES	44
A) Explication générale	44
B) Exemples particuliers	46
CHAPITRE IV. — LES FEMMES ET LE DIVORCE	49
I. PROPORTION DES DIVORCES ACCORDÉS A LA FEMME	50
Proportion comparée des divorces accordés à la femme et au mari en 1867 et en 1931	
Divorces accordés à la femme plus nombreux que ceux prononcés en faveur du mari	
Proportion croissante des divorces accordés à la demande de la femme	

II. EXPLICATION DE LA PRÉDOMINANCE DES DIVORCES ACCORDÉS A LA FEMME	52
A) Motifs de divorce plus facilement applicables au mari	52
B) Loi sur la pension alimentaire, favorable à la femme	54
C) Attitude indulgente des tribunaux envers la femme	55
D) Usage des tribunaux favorable à la femme au sujet de la garde des enfants	55
E) Opinion publique et galanterie traditionnelle favorables à la présentation de la demande par la femme	56
F) Liberté d'action plus grande chez la femme	57
G) Intransigeance de la femme touchant le rôle du mari	58

CHAPITRE V. — LES ENFANTS ET LE DIVORCE 60

I. — PROPORTION DES DIVORCES ATTEIGNANT DES ENFANTS	61
A) Enfants touchés dans la minorité des divorces	61
B) Enfants plus souvent atteints dans les divorces accordés à la femme	63
C) Solidité relative des unions fécondes et fragilité des ménages stériles	63
II. EXPLICATIONS ET DISCUSSIONS	67
A) Raisons de la solidité relative des unions fécondes et de la fragilité des ménages stériles	67

B) Pourquoi y a-t-il plus souvent des enfants dans les divorces accordés à la femme ?	69
C) Convient-il de maintenir unis, à cause des enfants, les couples mal assortis ?	70

CHAPITRE VI. — LE DIVORCE ET LA DURÉE DU MARIAGE

72

I. RÉPARTITION DES DIVORCES SUIVANT LA DURÉE DU MARIAGE

72

A) Statistiques de 1867	72
B) Statistiques de 1931	74
C) Comparaisons entre 1867 et 1931 ..	74
D) Divorces demandés respectivement par le mari et par la femme	79

II. EXPLICATION DE LA FORTE PROBABILITÉ DE DIVORCE DANS LES PREMIÈRES ANNÉES DE VIE CONJUGALE

79

A) Raisons psychologiques	79
B) Raisons techniques	81

CHAPITRE VII. — MOTIFS DE DIVORCE

83

I. STATISTIQUES DES MOTIFS DE DIVORCE INVOQUÉS

84

A) Répartition, par motifs, des divorces accordés en 1867	84
B) Répartition, par motifs, des divorces accordés en 1931	85
C) Comparaison des répartitions, par mo-	

tifs, des divorces accordés en 1867 et en 1931	87
II. EXPLICATIONS RELATIVES AUX MOTIFS DE DIVORCE INVOQUÉS	90
A) Causes de la différence dans la répartition, par motifs, des divorces	90
B) Causes du changement dans la répartition des divorces par motifs, de 1867 à 1931	93
C) Motifs invoqués et causes réelles de divorce	95
CHAPITRE VIII. — LÉGISLATION DU DIVORCE	100
I. CHANGEMENTS DANS LES LOIS SUR LE DIVORCE.	101
A) Première période : 1867-1886	102
B) Seconde période : 1887-1906	103
C) Troisième période : 1906-1931	103
D) Conclusions pour toute la période 1867-1931	104
II. ABRÉGÉ DES LOIS SUR LE DIVORCE	106
CHAPITRE IX. — CAUSES D'ACCROISSEMENT	127
I. DÉVELOPPEMENT URBAIN	129
A) Développement de la population urbaine depuis 1870	129
B) Développement de la population urbaine, cause de l'augmentation des divorces	130
C) Explication de la fréquence des divorces dans les régions urbaines	130

II. DÉNATALITÉ	132
A) Forces poussant vers la diminution du taux de la natalité	132
B) Indices de baisse de la natalité depuis 1870	133
C) Baisse du taux de natalité et instabilité des institutions matrimoniales	134
III. PROGRÈS INTELLECTUEL	134
A) Développement de l'instruction popu- laire	135
B) Vulgarisation des connaissances juri- diques	136
IV. MODIFICATIONS DU STATUT DE LA FAMILLE ..	139
A) Déclin de la fonction économique de la famille	140
B) Déclin de la fonction éducative de la la famille	142
C) Déclin de la fonction protectrice de la famille	142
D) Déclin de la fonction religieuse de la famille	143
E) Déclin de la fonction récréative de la famille	143
F) Déclin de la fonction de formation du caractère de la famille	144
V. EMANCIPATION DES FEMMES	144
A) Emancipation intellectuelle	145
B) Emancipation économique	147
C) Emancipation juridique	151
D) Emancipation politique	152

VI. CHANGEMENT DANS LE DOMAINE RELIGIEUX..	154
A) Régression du nombre des fidèles ..	155
B) Déclin des pratiques religieuses dans la famille	156
C) Déclin de la théorie religieuse du mariage	158
D) Déclin de l'influence religieuse dans les établissements d'instruction	158
E) Déclin de la proportion des écrits religieux	159
F) Evolution des croyances	159
G) Indifférence aux sanctions religieuses	159
H) Expression dans les statistiques des di- vorces de l'affaiblissement des sanc- tions religieuses	160
VII. EFFONDREMENT DE LA VIEILLE CONCEPTION MORALE	163
A) Effondrement des idéaux théoriques de morale et naissance d'une moralité pratique	163
B) Idéaux de conduite, produit du milieu	163
C) Difficulté d'appliquer les vieilles rè- gles de conduite dans une société nou- velle et dynamique	165
VIII. MULTIPLICATION DES MARIAGES PRÉCIPITÉS.	166
A) Exemples de mariages précipités	166
B) Mariages précipités, cause de l'exten- sion du divorce	167
CHAPITRE X. — MESURES PRÉVENTIVES	170
I. MOUVEMENT EN VUE DE L'UNIFICATION LÉGIS- LATIVE	171

A) Mouvement dans le cadre de l'Etat..	171
B) Mouvement dans le cadre fédéral ..	173
C) Arguments en faveur d'une loi uniforme	176
D) Arguments contre une loi uniforme.	178
II. ETABLISSEMENT DE TRIBUNAUX SPÉCIALISÉS ..	181
A) Nécessité d'une spécialisation des tribunaux jugeant les divorces	181
B) Evolution des tribunaux des relations domestiques	183
C) Evolution des tribunaux familiaux ..	183
D) But des tribunaux familiaux	185
E) Classement des tribunaux familiaux suivant leurs attributions	186
F) Organisation et procédure des tribunaux familiaux	186
G) Méthode de procédure des tribunaux familiaux, comparés à celles des tribunaux ordinaires	187
H) Résultats obtenus par les tribunaux familiaux	188
I) Obstacles aux progrès des tribunaux familiaux	189
III. NÉCESSITÉ D'UNE ÉDUCATION DU CARACTÈRE ...	190
A) Explication de la nécessité d'une éducation du caractère	190
B) Développement de l'éducation du caractère dans les écoles	192
CHAPITRE XI. — CONCLUSIONS	196
BIBLIOGRAPHIE	205
TABLE DES CARTES ET DES GRAPHIQUES	213

ERRATA

P. 17, ligne 26, *au lieu de* : Statician, *lire* : Statistician.

P. 123, ligne 11, *au lieu de* : suivi, *lire* : suivie.

P. 129, ligne 20, *au lieu de* : précités, *lire* : précipités.

P. 178, ligne 19, *au lieu de* : un, *lire* : une.

P. 216, lignes 17-18, *au lieu de* : ...divorce rapport...,
lire : ...divorce par rapport...

P. 217, ligne 26, *le mot* : et (*supprimé*).

Page 221, ligne 17, *le mot* : la (*supprimé*).
